l'unité

M 2805 - N° 515 - 7 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 27 mai 1983

EDITORIAL

UNIVERSITES : LA VIE EN PLUS...

PAR CLAUDE ESTIER

LE débat sur le projet de loi relatif à l'enseignement supérieur qui a occupé l'Assemblée nationale depuis mardi constitue un remarquable exemple de la mauvaise foi de l'opposition dans le combat qu'elle mène contre la politique de la gauche.

Alors même que le gouvernement, après une longue période d'élaboration, a recherché la concertation avec toutes les parties intéressées, l'opposition a, pendant des semaines, encouragé quelques milliers d'étudiants, noyautés pour une part par des groupuscules d'extrême droite, ce qui a d'ailleurs provoqué l'éclatement de la prétendue Coordination nationale, à descendre dans la rue dans le seul but d'empêcher que le débat se déroule à la date prévue.

Devant la fermeté du ministre Alain Savary pour que le calendrier soit respecté, elle a joué mardi le tout pour le tout, tenant la tribune pendant des heures en multipliant les manœuvres de procédure et en annonçant le dépôt d'un millier d'amendements, ce qui a conduit le gouvernement à demander la procédure d'urgence. Le tout sur fond de manifestation que la droite espérait grandiose mais qui a été bien loin de faire le plein de l'esplanade des Invalides avant de dégénérer dans la soirée, à l'instigation de quelques dizaines d'individus recherchant la violence pour la violence comme en témoigne l'acharnement des assaillants du ministre Jack Lang. Il aura fallu beaucoup de cynisme au porte-parole du R.p.r., parlant à la même heure, pour voir là l'image de la jeunesse étudiante en colère !

On dira que c'est le rôle de l'opposition de tenter de faire obstacle au vote de lois qu'elle juge mauvaises. Sans doute. Mais là n'est pas la question. On peut très bien comprendre qu'en présence d'une réforme aussi importante l'opposition veuille en modifier tel ou tel aspect ou même défendre un contre-projet. Ce n'est pas ce qu'elle a fait. Son seul dessein a été de caricaturer le texte gouvernemental, de le présenter comme l'arrêt de mort de l'université française — rien de moins ! — avec une volonté constamment sous-jacente, à savoir que rien ne change.

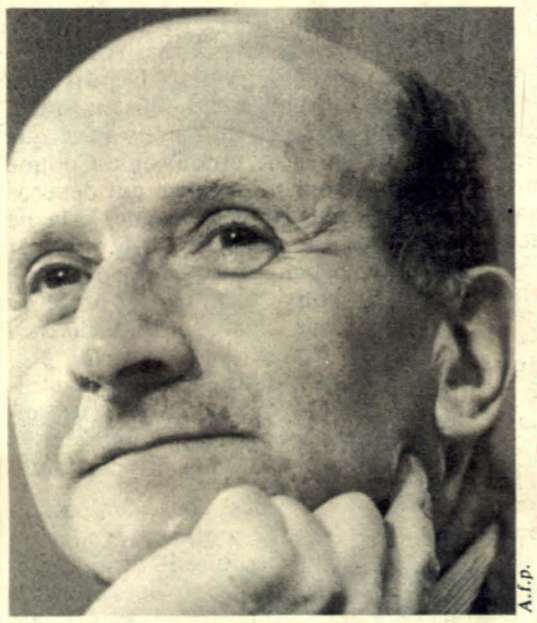
Sous le coup des événements de mai et juin 1968, la droite avait dû voter à la fin de cette année-là une loi — dite loi Edgar Faure — qui constituait un pas en avant dans la mesure où étaient affirmés pour la première fois à l'université les trois principes d'autonomie, de pluridisciplinarité et de participation. Mais elle a ensuite tout fait pour que cette loi ne soit pas véritablement appliquée, d'où les nouveaux conflits qui ont éclaté à plusieurs reprises durant les années soixante-dix. Le gouvernement de gauche s'est donc appliqué à redéfinir, en fonction des données actuelles, qui ne sont de toute façon pas les mêmes qu'en 1968, les rapports de la société française et de son enseignement supérieur en se fondant sur trois grandes idées : — définition d'un grand service public de l'enseignement supérieur qui regroupe l'ensemble des formations postsecondaires ;

— création d'une commission de prospective et d'orientation des formations supérieures afin d'ouvrir enfin les universités à la vie professionnelle avec toute la diversité que cela suppose pour chacune d'elles ;

— établissement d'un projet éducatif qui satisfasse à la fois aux exigences de la qualité scientifique, de la justice sociale et des contraintes de la compétition économique.

Pouvant difficilement attaquer de front de tels principes, l'opposition a, dans un même mouvement, fait dire à la loi Savary ce qu'elle ne dit pas et défendu soudain des idées qu'elle avait toujours combattues jusqu'ici. C'est ainsi, par exemple qu'elle s'est appliquée à dénoncer la sélection qu'instituerait la loi alors que celle-ci ouvre clairement les portes de l'université à tous les titulaires du baccalauréat et la plupart des formations du second cycle aux titulaires des diplômes du premier

(suite en page 2)



A.f.p.

EXCLUSIF HENRI KRASUCKI: "LA ROSE EST UNE FLEUR UNIVERSELLE ET LA C.G.T. EST VASTE ET DIVERSE"

(page 6)

REGRETTABLES BAVURES ET SUSPECTS EXCES DE ZELE

(page 3)



A.f.p.



LA CHASSE AUX "ROUGES" EST OUVERTE EN BANLIEUE

(page 4)

CHILI: LES CASSEROLES SONNENT POUR PINOCHET

(page 12)

WILLIAMSBURG: IL N'EST PIRE SOURD QUE CELUI QUI NE VEUT ENTENDRE

(page 10)



(suite de la page 1)

cycle. Dans ce prétendu combat contre la sélection, les porte-parole de l'opposition ont d'ailleurs laissé percer le bout de l'oreille tel Raymond Barre lorsqu'il a affirmé que l'enseignement supérieur doit avoir pour objectif « la formation d'une élite » ou tel le R.p.r. Bourg-Broc qui, quelques instants après avoir dénoncé la sélection, a accusé la loi Savary de laisser entrer n'importe qui à l'Université !

Deuxième exemple : après avoir été farouchement opposée à l'autonomie des universités et avoir tout fait pour vider de son sens celle introduite par la loi de 1968 — faut-il rappeler la fameuse loi Sauvage, relative aux modalités d'élection des présidents d'université, que la gauche a fait abroger en 1981 — la droite fait aujourd'hui de cette autonomie son cheval de bataille. Mais d'une bataille en porte-à-faux car la loi Savary, s'agissant notamment des études médicales, va très loin dans cette direction.

Troisième exemple : l'opposition combat la loi Savary au nom de la démocratie qu'elle menacerait et du refus de la politisation qu'elle introduirait dans l'université. Il se trouve quelques enseignants pour épouser cette thèse. Ils sont évidemment « apolitiques » et c'est par hasard qu'ils s'expriment dans « le Figaro » ou dans le « Figaro-Magazine » tout comme Alice Saunier-Seïté qui regrettait récemment la disparition de ce « signe de reconnaissance » qu'était jadis l'uniforme bleu marine des étudiants ! Sans doute est-ce aussi par hasard que les médias audiovisuels ont donné plus volontiers la parole à des enseignants opposés à la loi qu'à des hommes comme Alain Geismar, vice-président de l'université de Jussieu, dont l'opinion intéressante à plus d'un titre, ne retient plus l'attention à partir du moment où l'ancien leader de la contestation de Mai-68 approuve la « démarche intellectuelle » de la réforme Savary.

A l'écoute pendant des semaines

Est-ce à dire que le projet de loi gouvernemental, tel qu'il a été déposé à l'Assemblée nationale, n'appelait aucune critique ? Certainement pas et le groupe socialiste, pour sa part, après avoir été pendant plusieurs semaines à l'écoute des étudiants et des enseignants, y a fait apporter, par voie d'amendements, un certain nombre de modifications importantes concernant notamment les modalités d'inscription qui seront facilitées ; le passage du premier au second cycle (les filières, dont l'accès pourra être subordonné aux possibilités effectives d'accueil, feront l'objet d'une liste limitative dressée par le ministère et non laissée à la discrétion de chaque université) ; la composition des instances universitaires (afin de relever le pourcentage des étudiants et des enseignants dans les conseils d'administration sans réduire véritablement la part des personnalités extérieures) ; enfin la suppression d'une disposition litigieuse concernant les modalités de l'appréciation portée sur l'activité des enseignants chercheurs.

Face à l'agitation stérile mais intéressée entretenue par la droite, c'est donc un travail constructif qui a été fait en accord avec le gouvernement pour répondre à ce qu'il pouvait y avoir de légitime dans les craintes exprimées par ceux des étudiants et des enseignants — ils sont la majorité — qui attendent de la loi Savary un nouvel essor de l'université française et des débouchés plus assurés pour celles et ceux qui en obtiennent les diplômes.

Ainsi seront réunies les conditions pour réaliser cette grande ambition que définit l'exposé des motifs du projet de loi : « Une loi prescrit et permet à la fois ; celle-ci prescrit certes mais elle permet beaucoup. Autant dire qu'elle peut donner un nouveau départ aux enseignements supérieurs, après le faux départ de 1968, si les moyens qui leur seront affectés tiennent réellement compte de l'investissement déterminant, culturel et économique qu'ils représentent Mais au-delà des moyens, c'est aux volontés que cette loi s'adresse. A la crise de conscience et de confiance que vient de traverser notre enseignement supérieur peut succéder une rénovation profonde et motivante, qui constitue l'ambition de l'ensemble des personnels ; l'avenir n'est porté que par eux, quand les outils sont offerts. » ●

TRIBUNE

PRENONS GARDE AUX GRANDS YAKAS

PAR PIERRE JAGORET

Député des Côtes-du-Nord

L'ADOPTION du programme économique de redressement et en particulier les mesures visant à freiner la demande ont provoqué des réactions allant de l'hostilité au scepticisme quant aux chances de réussite.

Certaines critiques pêchent par manque d'information : il n'est pas convenable de dire que les mesures de rigueur frappent d'abord le peuple de gauche, alors qu'un contribuable sur deux (prélèvement de 1 %), que deux contribuables sur trois (emprunt obligatoire) ne seront pas touchés — et il s'agit bien sûr des contribuables les moins favorisés. Il serait bon pour l'avenir de notre action de ne pas alimenter, même par précipitation ou instinct catégoriel, le flot de critiques systématiques qui favorise les desseins de la droite.

Il faut cependant être clair, ce qui est pris d'un côté ne peut pas être récupéré de l'autre par une hausse des revenus nominaux, sinon on revient au point de départ avec seulement plus d'inflation et une nouvelle dévaluation.

Il est pernicieux de croire ou de faire croire qu'il existe d'autres réponses plus agréables ou pour le moins indolores.

Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, nous avons trouvé une industrie aux équipements vieillis et un marché de plus en plus envahi de produits étrangers. En effet, pendant des années, la politique Barre a maintenu, par des mouvements de capitaux « amis », le franc au-dessus de sa valeur, cela permettait en plus de boucher les déficits et de remettre à plus tard le mesures pénibles. Certes, on peut penser qu'il aurait fallu il y a deux ans ramener le franc à sa vraie valeur en dévaluant fortement, en sortant du S.m.e. — nous avions les moyens financiers de le faire (plus maintenant) — cela aurait permis de liquider d'un seul coup « l'héritage ». Faut-il regretter que cette voie — proposée — n'ait pas été suivie ?

On ne récrit pas l'histoire...

En 1983, les données du problème sont tragiquement simples. Depuis des années et de plus en plus, nous consommons plus que nous ne produisons. Comme pour un ménage qui dépense plus qu'il ne gagne, cela ne peut pas durer et le jour est proche où notre pays ne trouvera plus de prêteurs pour financer ses achats à l'étranger, ou bien les prêteurs nous dicteront la politique que nous devrons suivre si nous voulons qu'ils « fassent » nos fins de mois.

Si nous voulons poursuivre une politique indépendante, réduire le déficit extérieur est donc une nécessité et il faut ici se méfier des grands « yakas ».

« Yaka fermer les frontières. » Fermer les frontières, en dehors des conséquences politiques et économiques (représailles), n'est pas une solution : nos industries sont incapables de répondre à la demande supplémentaire que provoquerait l'absence de produits étrangers.

Ce qui s'est passé en 1981/1982 est éclairant : la relance par distribution de pouvoir d'achat que nous avons suscitée s'est traduite à la fois par des importations supplémentaires, mais encore plus par un effondrement de nos exportations : les producteurs français trouvant plus facile de vendre en France qu'à l'étranger ou bien étant incapables de répondre à la fois aux deux marchés. On pourrait donc s'attendre, comme chaque fois que l'offre est inférieure à la demande, à une hausse des prix intérieurs. Or, nous voulons vaincre l'inflation. Celle-ci ne sera vaincue que par un rééquilibrage des finances intérieures, c'est-à-dire la réduction des déficits publics et sociaux. Certes, on fait remarquer que d'autres pays connaissent des déficits aussi importants que les nôtres et s'en portent bien ; c'est là une vue partielle des choses : ce qui compte ce n'est pas l'ampleur d'un déficit, mais la façon dont il est financé. Si on le comble par emprunt, il n'y a pas inflation, mais si on le finance en fabricant de la monnaie — et c'est hélas notre cas — on alimente l'inflation.

Le plan gouvernemental vise à atteindre simultanément les deux objectifs : réduire le déficit extérieur en pesant sur la demande, réduire les déficits intérieurs en accroissant les ressources publiques.

Ce plan présente cependant un risque que ses critiques ont souligné. Une réduction de la demande et du pouvoir d'achat peuvent réduire l'activité économique et accroître le chômage. C'est exact si l'on considère les choses de façon statique, On sait, en effet, que si l'on ne fait rien chaque fois que la demande augmente ou baisse de 100 F, les importations augmentent ou baissent de 50 F et que donc si l'on ne fait rien, la production intérieure varie de 50 F.

Mais peut-on faire quelque chose pour modifier cet état de choses ? Le gouvernement, de toute évidence, a son rôle à jouer, en particulier par sa politique industrielle ; je ne m'y étendrai pas, car je veux souligner que nous avons des moyens de peser favorablement sur l'évolution de l'activité économique.

C'est tout d'abord une action d'explication sur le but du programme, sur l'équité des mesures de rigueur, sur l'importance du maintien de notre indépendance.

Mais c'est un travail de persuasion qui changera les comportements. A l'exemple des socialistes d'autres pays, il faut dire, écrire, répéter sans relâche que tout achat de produit étranger pousse à l'augmentation du chômage. Dire, écrire, répéter qu'en achetant français c'est son propre emploi que l'on protège. Cela signifie qu'au moment de l'achat d'une voiture, d'une télé, d'un frigo il faut s'interroger et se demander en conscience si les différences éventuelles de caractéristiques, de prix sont si grandes qu'elles valent le sacrifice d'emplois en France. Il faut être conscient que ce n'est pas « LA FRANCE » qui importe trop, mais les Français, vous, moi, qui achetons trop de produits étrangers. Ce travail d'explication et de persuasion, il faut le mener directement ou au sein des associations de consommateurs, pour obtenir des réseaux de distribution, qu'ils réfléchissent de la même façon, qu'ils aient conscience qu'en vendant français ils se créent des clients. C'est une prise de conscience de nos élus et de tous ceux qui ont un pouvoir de décision (entreprises, associations, etc.), de donner la préférence aux produits nationaux, quitte à négocier pour que les écarts de prix éventuels soient supprimés.

Les grands chiffres du commerce extérieur sont la somme de millions de décisions individuelles et il est de notre devoir, de notre intérêt politique, de peser pour qu'elles favorisent nos productions. La droite l'a bien compris et fait circuler des consignes d'acheter « étranger », afin d'affaiblir notre gouvernement.

Il est certes tentant, devant des décisions auxquelles nous n'étions pas préparés, de se contenter de regarder le gouvernement lutter, de rester sur le bord du chemin en comptant les points ou en écoutant les grands « yakas ».

Nous n'avons pas abandonné, *que je sache*, nos thèses sur la décentralisation et l'autogestion ? La lutte pour notre indépendance est une bonne occasion de les mettre concrètement en pratique par un travail « à la base » qui est, en fait, un travail politique au milieu de nos concitoyens. Ce n'est pas en répétant des formules sur la reconquête du marché intérieur, ni en rêvant de priver les Français de leur liberté de choix par des restrictions autoritaires d'importation, que nous créerons les conditions du socialisme dans la liberté. L'exemple des pays du monde communiste est éloquent, ni politiquement ni économiquement ce n'est un succès, malgré des frontières bien fermées.

Si l'on ne veut pas — comme le craint Jean Poperen — que la droite gouverne ce pays jusqu'en l'an 2000, c'est maintenant et par l'action, l'engagement concret à portée de chacun, qu'il faut soutenir le programme du gouvernement et du président que nous avons choisis.



Violences policières à Lyon.



Photographe de presse matraqué.



A.f.p.

Violences des manifestants contre les C.r.s.



POLICE

REGRETTABLES BAVURES ET SUSPECTS EXCES DE ZELE

La tâche de maintien de l'ordre n'est certes pas chose aisée... mais on a vu ces derniers temps trop de violences inqualifiables et de "coups" qui pour être spectaculaires n'en sont pas moins douteux

PAR PAUL LEDUC

VOILA depuis quelques semaines le gouvernement de gauche confronté à une situation délicate, sinon teintée d'ironie. Des excès commis par les forces de l'ordre à l'occasion de manifestations qui se sont multipliées ces temps derniers lui valent à son tour de sévères reproches. Souvent exagérés mais parfois fondés. Certes, rien dans les circonstances présentes n'approche, même de loin, la répression qui fleurissait du temps de Raymond Marcellin. Mais celui-ci n'a rien d'un modèle et la vigilance s'impose pour réduire les bavures. On ne peut donc que se réjouir de la volonté de Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat à la Sécurité publique, de faire toute la lumière à l'aide d'une enquête administrative. Encore faudra-t-il que les résultats n'en soient pas enterrés.

Etudiants, petits patrons, commerçants et artisans, agriculteurs : les rues de la capitale et de plusieurs villes de province ont vu se succéder les défilés des inquiets, des mécontents... et de quelques autres. Relevons parmi ces autres et ceux qui ne sauraient tarder à les rejoindre le club des cinq Français dont le patrimoine personnel dépasse un milliard, l'association des libres spéculateurs contre le franc, le groupement des ex-industriels touchés par les nationalisations, le fan-club d'Augusto (Pinochet), les amateurs floués des carnets secrets d'Adolf (Hitler), ceux qui considèrent que Klaus (Barbie) c'est du passé mais que la peine de mort a encore de l'avenir, ceux qui écrivent sécurité avec une majuscule et liberté avec une minuscule, tous ceux qui, d'habitude rassurés à la vue d'un képi et vaguement inquiets à celle d'un Maghrébin, s'y perdent à présent et se sentent soudain des matraqués en puissance. Tout fout le camp, comme chante si bien Mouloudji. Et si tous ceux-là, auxquels la présence de la gauche au gouvernement donne de l'urticaire, se mettent à défiler, Franceschi devra bientôt créer une nouvelle direction spécialement chargée des manifs avec distribution de numéros d'ordre, priorités et, diront les esprits chagrins, les habituels passe-droits.



Keystone

Le capitaine Paul Barril du G.i.g.n. présentant un nouveau fusil à Charles Hernu.

Sensations « viriles »

Sans aller jusque-là, les C.r.s., gendarmes mobiles et compagnies d'intervention de la préfecture de police, ont du pain sur la planche. Le 18 mai par exemple, pas moins de trois manifestations ont eu lieu à Paris : l'une de F.o., une autre d'étudiants hostiles à la réforme Savary et celle de la Ligue communiste révolutionnaire soucieuse de ne pas abandonner totalement le pavé à la droite et à l'extrême droite. Depuis fin avril, les manifestations se succèdent pratiquement sans discontinuer. Celles d'étudiants se concluent presque toujours selon un scénario aussi traditionnel qu'inacceptable.

Au moment de la dissolution, quelques dizaines de militants d'extrême droite, rejoints par des loubards et autres amateurs de sensations « viriles », se livrent à un harcèlement incessant des forces de l'ordre et à divers débordements : bus incendiés, voitures renversées, barricades de fortune. Tout cela ne vise bien entendu ni à élever le niveau de conscience des étudiants ni à faire progresser des négociations auxquelles le gouvernement ne s'est jamais refusé. Le seul but est d'amener les forces de police et de gendarmerie, par ailleurs insultées et bombardées de projectiles divers, au plus

(suite en page 4)

(suite de la page 3)

grand degré possible d'exaspération. Ainsi, lorsque l'ordre de charger intervient, des coups de matraques en trop sur de paisibles passants ou sur des étudiants qui traînent dans le secteur deviennent probables. Voire certains. Les provocateurs escomptent que ces excès dans la répression contribueront à gonfler leurs rangs. Un schéma banal auquel manquent toutefois les ingrédients de base qui, en d'autres temps et sous d'autres gouvernements, ont fait fonctionner sans ratées ce cycle explosif.

Eviter de tels débordements

Si l'échec sur ce plan est total, de regrettables bavures policières ont tout de même eu lieu. Passants molestés et blessés à la sortie d'un cinéma, touristes pris pour cibles, clients sortant d'un bar ou d'un restaurant brutalement matraqués, autant de comportements intolérables et par trop évocateurs d'un passé récent qu'on voudrait, dans ce domaine aussi, périmé. Aussi nécessaire soit-il, le recours aux forces de l'ordre impose tout de même au préfet de police de prendre toutes les garanties et précautions pour éviter de tels débordements. Et, sans céder aux démons corporatistes, faut-il souligner combien les matraquages répétés et délibérés de journalistes, pourtant munis du brassard spécial distribué par la préfecture, sont inacceptables ? Des C.r.s. ont poussé le zèle jusqu'à retirer son casque à un photographe de F.r.3, muni de son brassard, pour mieux s'acharner sur lui. D'où un émoi bien compréhensible des syndicats de journalistes, du p.-d.g. de F.r.3 et de parlementaires auxquels Joseph Franceschi a apporté des apaisements. Les prochaines manifs permettront de mesurer si ces apaisements et les fermes consignes données aux forces de l'ordre ont porté.

Nul n'ignore que le maintien de l'ordre n'est pas toujours tâche aisée. Un coup de matraquage un peu appuyé au cours d'une charge ne saurait passer pour un scandale. Mais les protestations légitimes qui s'élèvent visent bien autre chose. Notons au passage que les observateurs glissent, comme toujours, sur les excès commis en sens inverse à l'encontre des C.r.s. « Les "risques du métier" ont parfois bon dos, explique Alain Parmentier, du Syndical national indépendant de la police — le S.n.i.p., majoritaire. Peut-on les invoquer dans le cas de ce C.r.s., muni d'un brassard à croix rouge, agressé à coups de barres à mine, alors qu'il était resté isolé pour soigner un manifestant blessé ? » Autre question : les grenades offensives dont était doté un petit groupe de manifestants lyonnais très spéciaux — leur équipement commando, jusqu'aux rangers, semblait venir directement des stocks de l'armée — font-elles partie de la panoplie du manifestant ?



Les trois Irlandais après leur mise en liberté.

Pour autant, ces débordements ne devraient pas provoquer de dérapages parmi les forces de l'ordre. Ceux qui se sont produits tiennent incontestablement à des faiblesses et à des carences au niveau du commandement, en particulier dans les compagnies de district. Contrairement aux C.r.s. et aux gendarmes mobiles, techniquement mieux préparés aux tâches de maintien de l'ordre, les compagnies de district, également spécialisées — en théorie — dans ces tâches, font souvent de l'excès de zèle. La forte représentativité de l'extrême droitière Fédération professionnelle indépendante de la police (F.p.i.p.) dans ces compagnies n'est sans doute pas totalement étrangère au comportement suspect de certains de leurs membres, en uniforme ou mis en civil, au cours des récentes manifestations. La hargne de ces hommes a surpris les C.r.s. eux-mêmes. S'agissait-il de donner libre cours à leur haine notoire du manifestant ou d'entrer dans le jeu des provocateurs à la recherche d'une répression démesurée ? Difficile à déterminer pour le moment. Mais le recours à ces compagnies fait visiblement problème. Un constat déjà pris en compte dans certaines propositions, toujours valables en matière de maintien de l'ordre, du rapport Bellorgey sur les réformes de la police, remis au ministre de l'Intérieur, Gaston Defferre, en janvier 1982.

Après les brillants résultats obtenus ces mois derniers par les Renseignements généraux et la Police judiciaire dans la lutte contre le terrorisme, les cumulo-nimbus amenés place Beauvau par ces problèmes de maintien de l'ordre viennent de faire place à quelque sombre stratus. La « prise », présentée le 28 août dernier comme un important succès antiterroriste du G.i.g.n. (Groupement d'intervention de la gendarmerie nationale), prend aujourd'hui une vilaine tournure. Les trois Irlandais arrêtés à cette occasion par nos gendarmes de choc, sous la conduite du capitaine Paul Barril, bras droit du commandant Prouteau, viennent d'être remis en liberté après presque neuf mois de détention préventive. Ces trois réfugiés, militants d'extrême gauche, n'ont rien des gros poissons annoncés. Surtout, de nombreuses et graves irrégularités de procédure auraient été commises par les gendarmes dans cette affaire. Sans doute pour démontrer aux policiers, sceptiques et crispés par son prestige montant, que le G.i.g.n. pouvait, lui aussi, réussir des coups spectaculaires dans la lutte antiterroriste. C'est aujourd'hui la preuve inverse qui est apportée. Sans équivalent pour résoudre les prises d'otages et autres exploits comme l'occupation de l'hôtel Fesch d'Ajaccio ou de la grande mosquée de La Mecque, le G.i.g.n. a sans doute caressé d'excessives ambitions.

On ne peut que réclamer avec Charles Hernu, ministre de la Défense, que la lumière soit — enfin — faite sur cette affaire. Tous les éléments d'un de ces scandales où, par le passé, la justice était bafouée au nom de la raison d'Etat, étaient ici rassemblés. Il faut se féliciter de la tournure prise par les événements. Quand bien même cela devrait faire grincer quelques dents, la gauche, le gouvernement, la justice et la gendarmerie ont tout à gagner à ce qu'éclate ici toute la vérité. Ce sera un autre signe, éloquent, de la portée du changement. ●

LA CHASSE AUX "ROUGES" EST OUVERTE

A peine installés dans leurs mairies fraîchement conquises quelques maires R.p.r. se livrent à un nouveau sport très prisé à droite : l'épuration, la plus revancharde, et la chasse aux sorcières

PAR JEAN-PIERRE BEDEI

LA mesquinerie est-elle de droite ? Réponse catégorique : oui. Plus précisément, elle est chiraquienne. Tout comme le mépris total des principes les plus élémentaires de la démocratie locale. Dans certaines mairies qu'ils ont conquises lors des dernières municipales, jeunes loups du R.p.r. et cadres plus anciens « gouvernent » dans un esprit revanchard, avec des méthodes autoritaires traduisant bien leur médiocrité intellectuelle et leur piètre conception de l'alternance.

En région parisienne, cette reprise en main musclée est d'autant plus sensible qu'elle s'effectue dans d'anciens bastions de la gauche comme des villes des Hauts-de-Seine, ou de *Seine-Saint-Denis*.

Ainsi, à **Levallois-Perret**, Patrick Balkany, 35 ans, qui a battu la liste d'union de la gauche conduite par le communiste Parfait Jans, ne fait pas dans la nuance. Le patron, c'est lui. Qu'on se le dise ! Son autorité s'appuie sur son cabinet personnel et le service information... dirigé par sa femme. D'ailleurs, cette pratique du piston conjugal est devenue courante puisqu'une demi-douzaine d'élus(es) ont fait





embaucher leur conjoint(e) dans des organismes municipaux. Une grande famille, le R.p.r. ! « De la même façon et avec les mêmes procédés qu'utilisera en son temps " l'Etat-U.d.r. ", c'est " la municipalité R.p.r. " qui assure son emprise sur l'ensemble des activités municipales et périmunicipales », commente Jean-Pierre Henry, responsable du groupe socialiste et radical de gauche à Levallois.

Introduire en masse le R.p.r. dans la mairie ne suffit pas à Balkany. Il faut qu'il en évince au maximum les élus de gauche. Socialistes et communistes ne peuvent disposer ni de bureaux, ni d'un secrétariat, ni d'une permanence. Bref, ils n'ont pas les moyens d'assurer pleinement leur mandat.

Sur les 127 postes occupés par des conseillers municipaux au sein des 29 organismes dans lesquels la ville est représentée, la gauche n'en a... aucun. Au cas où Balkany ne le saurait pas, 47,44 % des Levalloisiens ont voté pour elle. Et, sans rire, ce chiraquien de choc prétend abolir « le sectarisme politique dont nous avons trop souffert dans *notre commune* ».

D'ailleurs, il n'est pas plus généreux envers les associations qui avaient l'habitude de se réunir dans les locaux municipaux. Dès son élection, les autorisations ont été suspendues pour être révisées après examen des statuts desdites associations. Depuis deux mois, la situation ne s'est pratiquement pas débloquée. Autant dire que l'association « Levallois d'abord », émanation de la liste d'union de la gauche et qui, loin de ne rassembler que des militants socialistes et communistes, comprend également des sympathisants et des simples citoyens, s'est vu interdire l'accès d'une salle municipale le 18 mai. Un grand démocrate, ce Balkany ! La liberté d'expression a pris un sérieux coup dans l'aile à Levallois.

Mais l'émule de Chirac ne s'est pas arrêté en si bon chemin. Il a débaptisé carrément le square Salvadore-Allende. Stupéfiante et révélatrice, cette mesure est intéressante à un triple point de vue. D'abord sur la forme. « Prise sans aucune délibération du conseil municipal, cette décision est frappée d'illégalité », dénoncent les socialistes locaux. Ensuite, la signification politique est très claire puisqu'elle s'attaque à un symbole de la démocratie.

« Au moment même où, au péril de leur vie, les démocrates et les syndicalistes chiliens rejoints par certains de ceux qui s'opposaient à Allende se dressent contre la dictature de Pinochet, il se trouve en France, pays des droits de l'homme, un maire d'une grande ville pour attenter à la mémoire de Salvadore Allende », s'indignent les élus locaux socialistes dans un communiqué.

Troisième enseignement et non le moindre, jamais la gauche lorsqu'elle a conquis une ville ne s'est empressée de débaptiser des lieux publics. Jamais elle n'a été mue par ce type de vile réaction. Odieuse mesquinerie, la décision de Balkany est tout à fait révélatrice de l'esprit revanchard dont est animée une droite qui ne supporte pas d'avoir perdu le pouvoir sur le plan national.

A Levallois, les chiraquiens ont des notions d'histoire aussi grossières que leur conception de la démocratie locale. Au cours d'un vif débat au conseil municipal, n'a-t-on pas appris que « si Allende était mort c'était parce que le peuple crevait de faim » ? Un des plus acharnés contre l'ancien président socialiste chilien était l'adjoint au maire de la culture, l'ex-acteur Michel Leroyer, ce chevalier du monde libre investi sans doute de la noble mission de pourfendeur du communisme. Au congrès du R.p.r., à la porte de Versailles, il s'était lancé déjà dans une tirade grandiloquente frisant l'hystérie contre « l'envahisseur marxiste ». Bref, la démocratie et la culture vont beaucoup progresser pendant six ans à Levallois ! Pour protester contre les agissement de Balkany et de ses sbires, les partis de gauche ont organisé une manifestation au square Salvadore-Allende, le 26 mai.

En Seine-Saint-Denis, les chiraquiens ne lésinent pas non plus sur les moyens. Grand patron du R.p.r., dans le département, Robert Calméjane, le nouveau maire de Villemomble, donne l'exemple dans sa commune. Ses origines — cofondateur de la C.f.t. et membre du S.a.c. — font de lui un adepte des méthodes musclées.

A peine a-t-il été élu qu'une sévère chasse aux sorcières a été déclenchée. Les cadres communaux socialistes ont été retirés de tout dossier, de toute affectation. Mais la répression s'est également abattue sur les employés qui n'étaient affiliés à aucun parti, mais dont le seul tort avait été d'avoir servi correctement, sur le plan professionnel, la précédente équipe municipale de gauche. Des stagiaires n'ont pu bénéficier d'un renouvellement de contrat, des licenciements abusifs ont été prononcés dans les associations culturelles. A tel point que des recours aux prud'hommes ont été intentés. Au total, une trentaine de personnes sont concernées par cette brutale chasse aux sorcières. « En réalité, une liste noire avait été établie à l'avance, explique le conseiller municipal socialiste, Jean Alain Steinfeld. Dans la semaine qui a suivi l'installation de la nouvelle équipe, elle a été appliquée. »

Dans la gestion municipale, Calméjane ne s'embarrasse pas non plus de principes. Il devait y avoir une M.j.c. à Villemomble. Il n'y en aura plus. A moitié construite lorsque le maire chiraquien est entré en fonction, elle a été soudainement détournée de son affectation initiale. Calméjane a décidé de la réquisitionner pour la mairie et a demandé à l'architecte de modifier les plans en conséquence. « Cette affaire n'a même pas été évoquée au conseil municipal », souligne Steinfeld.

Sur le plan social, l'équipe R.p.r. de choc est rapidement revenue sur les réalisations de la gauche : suppression des coefficients familiaux, c'est-à-dire des tarifs dégressifs pour les colonies de vacances, remise en vente de l'autocar chargé de transporter les sportifs et les membres des associations culturelles.

« Coupés de tout »

Dans la commune voisine, à Gagny, le jeune maire R.p.r., Valenet, n'est pas en reste. La gauche qui a obtenu 48,78 % des voix n'est pas du tout représentée dans les organismes où des élus sont appelés à siéger : pas un seul des 90 postes ne lui est revenu. Dans les commissions municipales, sa représentation est d'un élu pour six ou sept conseillers de droite.

« Bien sûr, en mairie, nous n'avons ni de point de chute, ni de bureau, ni de permanence, et il n'est pas question de pouvoir s'exprimer dans le bulletin municipal qui est réalisé à l'extérieur. Les élus de gauche sont coupés de tout », déplore Claude Barbara, conseiller municipal socialiste.

Comme la droite ne peut s'empêcher de pratiquer la chasse aux « rouges », les contrats d'une infirmière du centre de santé et de trois animateurs du centre de loisirs n'ont pas été renouvelés. Comme par hasard, ces quatre travailleurs étaient membre de la C.g.t. et comptaient parmi eux le secrétaire des Jeunesses communistes. Pour protester contre les licenciements, un millier de personnes a défilé dans les rues de Gagny au début du mois.

Enfin, un épais mystère plane sur les moyens dont vont disposer les associations culturelles. Le vote du budget de celles-ci a été global. Aucune parmi elles ne sait de quelle enveloppe elle va pouvoir disposer.

En revanche, une seule certitude : la culture encouragée par la mairie va changer de genre. Cette semaine, la municipalité a invité le chapiteau R.t.l. avec l'émission « les Grosses Têtes ». Tout un programme !

Levallois-Perret, Villemomble, Gagny, des cas isolés dus à des maires trop zélés ? Certes pas. Dans les Hauts-de-Seine à Suresnes, le maire R.p.r. Dupuy, voulait choisir lui-même les élus de l'opposition de gauche appelés à siéger dans les commissions municipales. Un comble !

En Seine-Saint-Denis, à Neuilly-Plaisance, les chiraquiens rendent « la vie impossible » aux hauts cadres communaux marqués à gauche... et condescendent à prêter une fois par semaine un local aux socialistes. Dans ce département, l'attitude des maires chiraquiens est l'objet d'une politique concertée. « Ce n'est pas un hasard si, en Seine-Saint-Denis, le R.p.r. utilise les mêmes méthodes et fait preuve de la même attitude vis-à-vis de la démocratie locale dans toutes les villes qu'il a reprises, note Claude Barbara. Derrière cette unanimité, on retrouve Calméjane, qui est responsable du R.p.r. et qui arrête la ligne de conduite à suivre. »

Les pratiques du R.p.r. débouchent sur deux clarifications importantes. D'abord, alors que la gauche s'efforce d'élargir la démocratie locale, comme le prouve encore l'instauration de la proportionnelle, la droite s'emploie à la réduire dans la pratique. Ensuite, les mesquineries pitoyables et revanchardes comme celles pratiquées à Levallois prouvent bien dans leur spécificité typiquement « droitière » que, contrairement aux sermons de certains œcuménistes hypocrites, les notions de gauche et de droite ont encore un sens en politique. Seuls les gens de gauche n'en ont jamais douté. ●

DIPAPACÉQUOI

Le Pont

par Piem



« TOUT le monde sur le pont », cria le capitaine dans son porte-voix. La tempête secouait le navire et la coque craquait.

« Tout le monde sur le pont », reprit le capitaine qui pensait que le moment était venu de mobiliser toutes les énergies.

Le peuple tout entier, conscient du danger, répondit à l'appel ; on put voir réunis tout d'un coup le peuple de droite et celui de gauche, sans oublier celui du juste milieu qui n'est pas le moins nombreux, les gens des faubourgs et celui des vrais, ceux des beaux quartiers et des laids, ceux de la haute et puis ceux de la basse.

Ils se retrouvaient tous sur le pont ; le pont de la Pentecôte, flânant, rêvant, regardant tomber la pluie.

La France est profondément chrétienne à ses moments perdus.

Sur le pont de la Pentecôte, on y danse, on y danse tous en rond avant que l'on aille coucher dessous quand le gros dollar nous aura dévorés.

L'enfant, émerveillé, écarquillait ses yeux devant cette formidable, cette inépuisable inactivité. Le pont n'est-il pas le rêve de toute société industrialisée ?

Même les étudiants manifestants avaient abandonné la rue, le Cidunati était à la pêche, les C.r.s. de choc jouaient à la belote, la réprobation était en congé de Saint-Esprit. Les cadres étranglés garnissaient les gradins de Roland-Garros, les files de voitures s'allongeaient mollement sur les routes, les télés ronronnaient devant les pousse-café.

La crise en vagues successives venait frapper le navire, les haubans arrachés claquaient au vent, le mât de misère était coupé en deux, le bateau tanguait, roulait. C'était le grand repos de la Pentecôte.

Dans les soutes, le chef mécanicien avait arrêté les machines, c'était le calme pendant la tempête.

Alors que le soir tombait et qu'il fallait bientôt songer à reprendre le collier, chacun se mettait à penser aux grandes vacances qui s'annonçaient, au farniente sur la plage, aux grasses matinées qui nourrissent les vaches maigres, aux jours fériés qui sont les jours les plus beaux, je connais des réveils qui sont de purs sanglots.

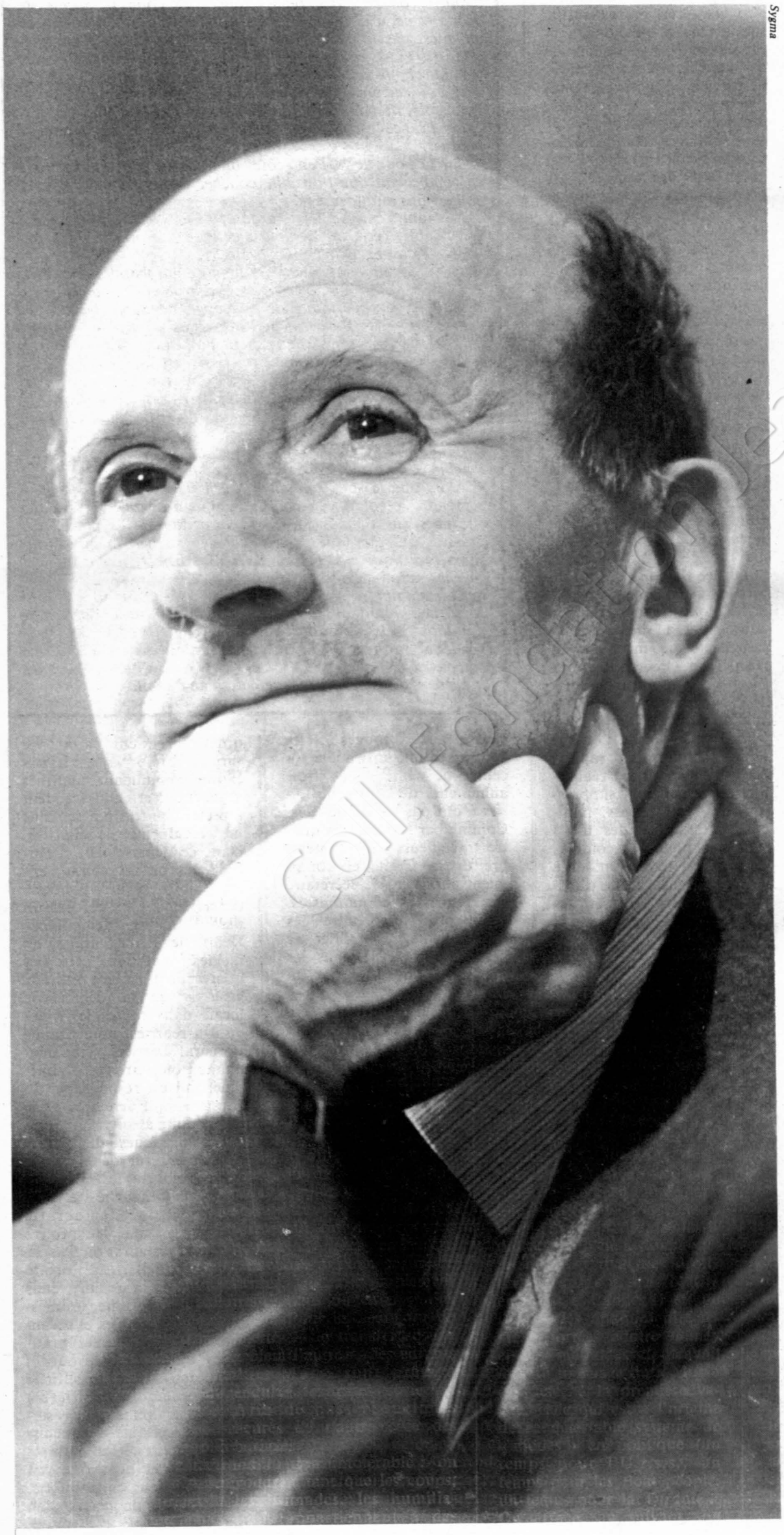
Le capitaine rangea son porte-voix, le Cidunati sa canne à pêche, l'étudiant reprit ses slogans hostiles, le cadre abandonna les gradins du stade (pas tous il en reste beaucoup), la rue retrouva sa contestation et l'extrême droite son pavé à la main.

Le pays des chicaneurs se remettait au travail.

EXCLUSIF

HENRI KRASUCKI:

"LA ROSE EST UNE FLEUR UNIVERSELLE ET LA C.G.T. EST VASTE ET DIVERSE"



Sygma

LA direction du Parti socialiste a renconré ces dernières semaines les dirigeants de toutes les organisations syndicales. Nous ferons prochainement ici le bilan de ces rencontres qui ont permis en bien des cas de rapprocher des points de vue ou, pour le moins, de permettre une meilleure compréhension des positions des uns et des autres.

Nous donnons aujourd'hui la parole au secrétaire général de la C.g.t., Henri Krasucki, qui, en répondant aux questions de « l'Unité », explique d'une part la signification des mutations en cours dans son organisation et porte, d'autre part, une appréciation « positive et critique » sur l'action du gouvernement de gauche depuis deux ans.

« L'UNITE » : Henri Krasucki, vous venez de publier plusieurs articles dans « la Vie ouvrière » ; il s'en dégage l'impression que la C.g.t. se prépare à une « mise à jour »... Considérez-vous qu'il y a une inadéquation entre la C.g.t. et la société française en 1983 ?

HENRI KRASUCKI : La C.g.t. a entrepris une vraie bataille pour s'adapter mieux aux responsabilités qui sont les siennes. Nous ne pouvons pas nous satisfaire des forces dont nous disposons et de la manière dont se mène l'activité.

Le pays est engagé dans une phase très importante depuis deux ans. Elle peut nous conduire loin : sortir progressivement mais réellement le pays de la crise et apporter des changements démocratiques profonds. Cela confère des responsabilités considérables à l'ensemble des forces de gauche, politiques et syndicales. Chacune est devant la nécessité de s'adapter à une situation nouvelle, à des tâches qu'elle n'avait pas. Chacun des partis qui sont au gouvernement. Chacune des organisations syndicales qui ont à exercer leur rôle spécifique dans des conditions qui n'existaient pas auparavant. Et chacun dans ses rapports avec ses partenaires, tout en gardant sa personnalité. On le fait ou non, et ce ne sera pas sans conséquence sur l'issue. Chacun en répondra pour ce qui lui reviendra. La C.g.t., pour sa part, a entrepris cette mise à jour à fond, sans complexe et pour réussir. Bien entendu, on ne peut pas séparer notre effort interne à l'adaptation aux événements.

— La C.g.t. davantage « acteur du changement » ?

— Elle l'est. Mais comment l'être plus efficacement ? Une mobilisation des forces populaires et tout particulièrement des travailleurs est indispensable. Une mobilisation active. Des initiatives concrètes, qui doivent se traduire sur le terrain. Nous sommes en présence de possibilités inédites pour que la nécessaire prise de conscience se produise ; si nous avons nous-mêmes beaucoup à faire, il faut que les travailleurs y trouvent leur compte.

— Une mobilisation populaire contre le gouvernement ?

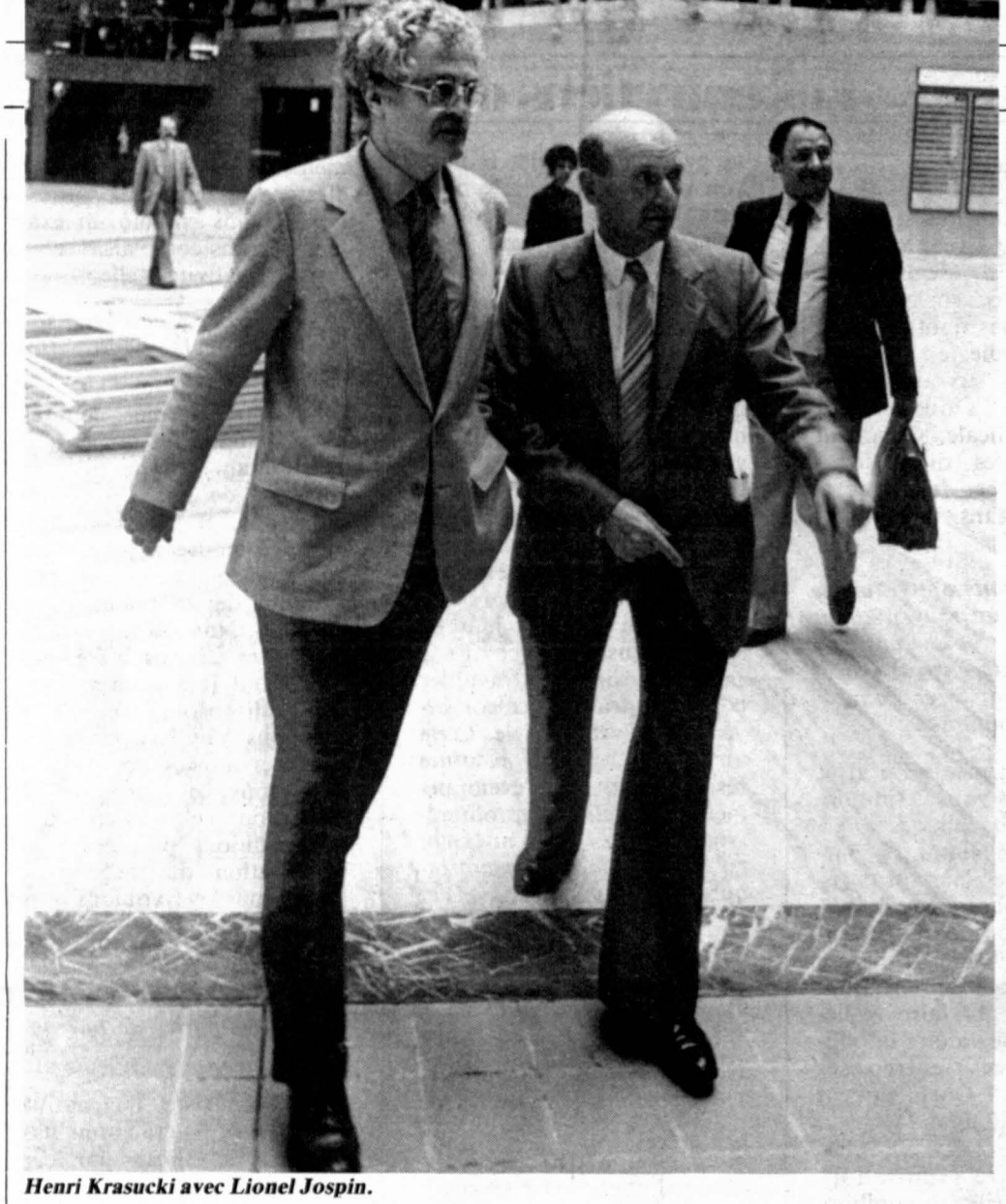
— Nous ne sommes pas de ceux qui minimisent ce qui a été fait par le gouvernement de gauche. Ces acquis, nous les considérons comme des conquêtes sociales, résultats dans une large mesure de l'action syndicale accumulée durant de longues années. Nous les valorisons.

"La lutte des classes ne s'est pas arrêtée le 10 mai 1981"

Il reste que les changements ne se font pas assez sentir dans la vie quotidienne. Les mesures de rigueur vont se traduire par une ponction sur le pouvoir d'achat des travailleurs. Et il est question de réduire la couverture sanitaire et sociale. C'est un sujet de désaccord. Nous l'exprimons nettement. On touche à une question clé, celle des moyens d'une politique nouvelle : où les prendre ?

Il est possible de faire un prélèvement plus important sur les grandes fortunes et les revenus du capital sans mettre personne dans le dénuement, financer les investissements industriels et les dépenses sociales, et non pas frapper les travailleurs qui sont la base sociale solide de la gauche.

Des mesures suffisantes et donc convaincantes dans ce sens sont à la fois efficaces pour les résultats concrets visés et de nature à changer le climat. Les travailleurs se mobiliseront d'une toute autre façon s'ils ont le sentiment que la justice sociale est bien en marche.



Pascal Lebrun

Henri Krasucki avec Lionel Jospin.

A.f.p.



Avec Akka Ghazzi, le leader C.g.t. de Citroën, à Aulnay.

— Comment la C.g.t. analyse-t-elle l'agitation de droite actuelle ?

— Nous la prenons au sérieux. Elle mobilise les milieux conservateurs et récupère tout ce qu'elle peut, sans scrupules. Les porte-parole du C.n.p.f. ont déclaré clairement qu'ils sont « preneurs de l'alternance » pour se débarrasser des lois sur les droits des travailleurs et qu'ils ne seront contents que lorsqu'ils auront récupéré toutes les positions que les réformes leur ont retirées.

— Quel type d'action syndicale la C.g.t. se propose-t-elle de développer dans la prochaine période ?

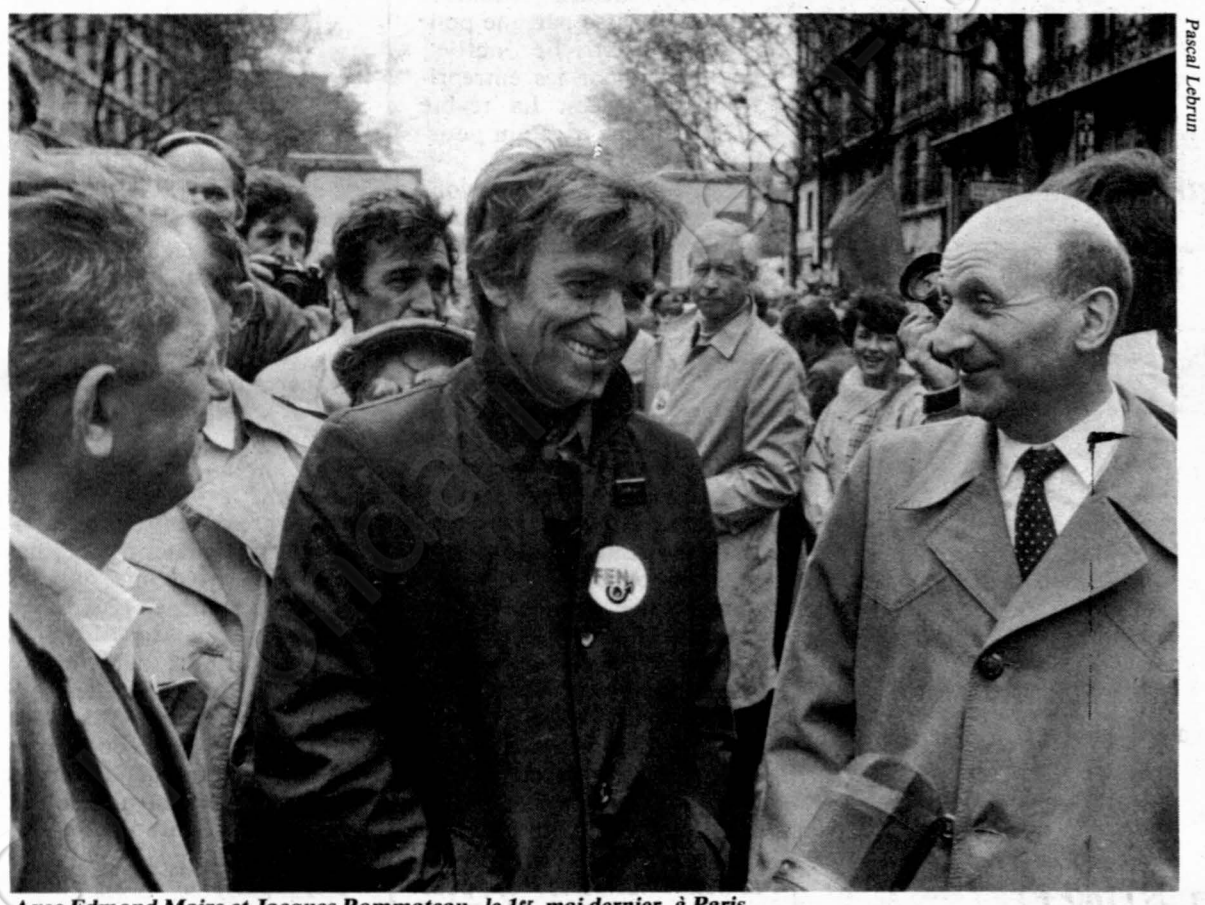
— La lutte de classe ne s'est pas arrêtée le 10 mai 1981. Il faut faire contrepoids aux pressions du patronat. Et résoudre les problèmes revendicatifs avec les patrons comme toujours, par l'action, la négociation avec l'appui des travailleurs. En tenant compte qu'en réalité les travailleurs sont mieux placés qu'avant, du fait des droits conquis à condition de s'en servir et de ne pas se laisser intimider. Les travailleurs interviennent avec la C.g.t., comme force autonome, indépendante, agissant pour leurs propres intérêts et pour faire avancer les choses.

Bien évidemment, on n'emploie pas les mêmes méthodes, le même comportement avec un gouvernement de droite allié du patronat et qui refuse tout dialogue a priori qu'avec un gouvernement de gauche, qui n'est pas notre adversaire, qui accomplit des choses importantes même si l'on a aussi des désaccords. Cela arrive, on le voit. Mais il est possible de discuter. Cela suppose que les travailleurs se fassent réellement entendre. Mieux vaut le faire tant qu'il est temps de corriger ce qui doit l'être, d'éviter des dérapages, que d'attendre des échéances électorales pour « sanctionner », au risque de permettre le retour de la droite.

— Y compris par la grève ?

— Nous n'excluons aucune forme de l'action syndicale. Cela fait partie de la vie démocratique. Mais il faut savoir trouver les méthodes d'action qui correspondent à la situation réelle, donc qui sont vraiment efficaces. Ce qui compte, c'est l'expression de l'opinion et de la volonté collective des travailleurs dans les formes les mieux appropriées, en tenant compte qu'une majorité parlementaire et un gouvernement de gauche sont autrement réceptifs à une position claire et nette des travailleurs que ceux de droite. Et qu'il s'agit de faire avancer les choses.

Au fond, la grande question c'est que rien ne peut se faire sans que le grand nombre des travailleurs se sentent concernés. L'un des objectifs de ce que nous entreprenons, c'est à la fois d'éveiller à la responsabilité l'ensemble des travailleurs et de se doter des organisations syndicales C.g.t. correspondantes.



Pascal Lebrun

Avec Edmond Maire et Jacques Pommateau, le 1er mai dernier, à Paris.

Gamma

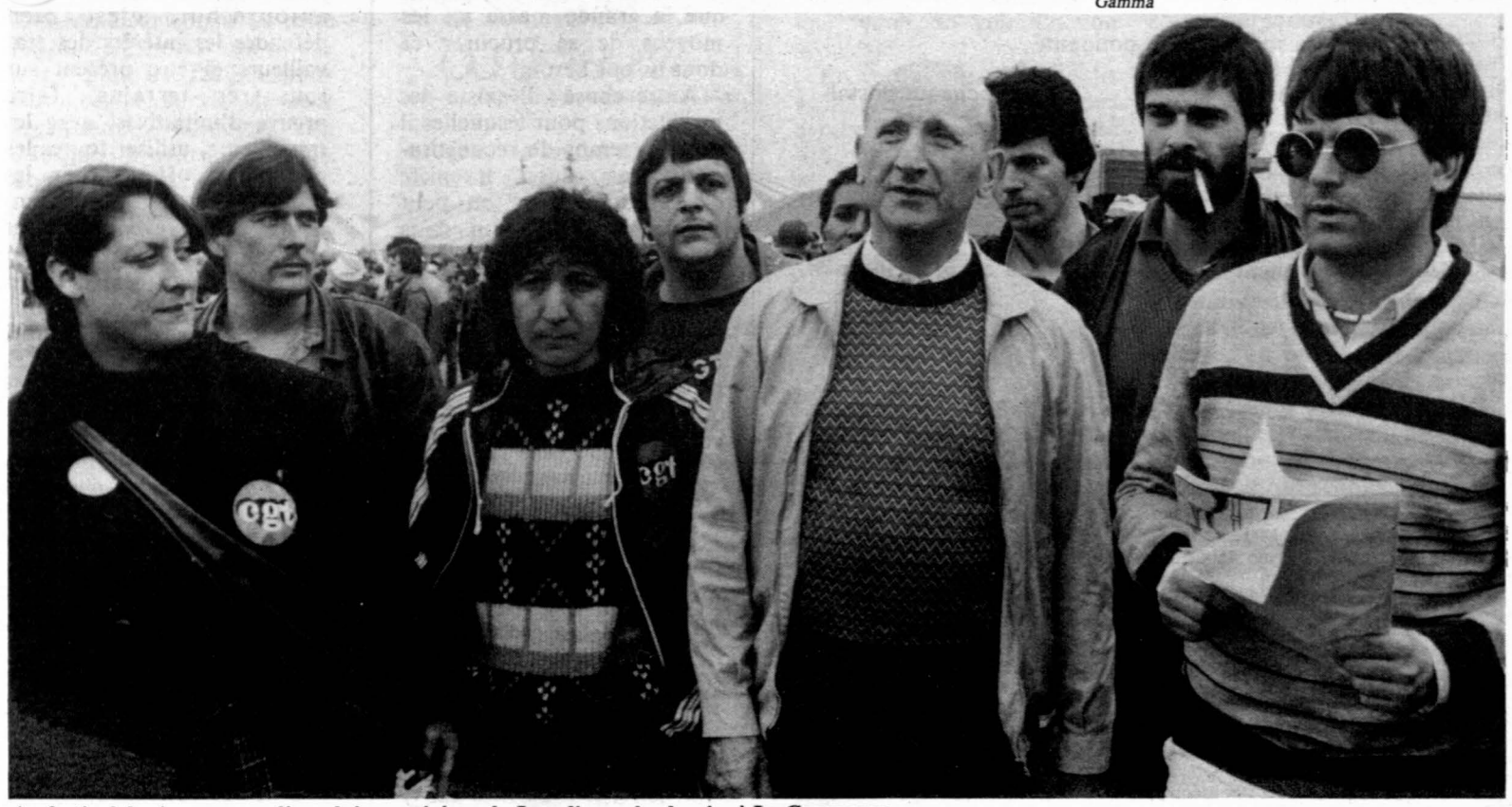
— L'action de la C.g.t. à l'entreprise va-t-elle adopter un autre style ?

— Nous n'avons pas une vue globalisante ou simplificatrice des choses. Il y a des problèmes de caractère général et ils doivent être clairement posés.

Mais, actuellement, les travailleurs ont la possibilité d'influer sur le cours des choses dans bien des domaines et à différents niveaux. On ne peut pas tout attendre « d'en haut ». Et si nous avons à discuter avec le gouvernement, nous nous posons à nous-mêmes — et aux travailleurs — la question : « Et nous ? »

Sommes-nous spectateurs ou acteurs ? Que faisons-nous concrètement pour

(suite en page 8)



Au festival des jeunes pour l'emploi organisé par la Joc, dimanche dernier à La Courneuve.

OBJECTIF : 10 000 NOUVEAUX ABONNES

Depuis quelques mois « l'Unité » a changé de visage et se présente à vous avec un nouveau format, plus maniable, et une pagination plus étoffée qui permet de réaliser un journal plus vivant et plus équilibré. De toute part, on nous dit que ce changement est apprécié.

Onze ans après sa naissance, « l'Unité » a donc pris un nouveau départ qui se prolonge par une grande campagne d'abonnement à laquelle nous fixons comme objectif 10 000 abonnés nouveaux.

Pour l'atteindre nous avons besoins du concours actif de tous ceux qui lisent ce journal, de tous ceux qui le diffusent de tous ceux qui, responsables du Parti socialiste, militants ou sympathisants, ont la possibilité de le faire connaître autour d'eux. Face à la grande presse qui dispose de moyens écrasants, vous êtes notre richesse. Mobilisez-vous avec nous pour faire faire à « l'Unité » un nouveau bond en avant. C'est aujourd'hui une tâche prioritaire dans le combat des socialistes.

Bulletin d'abonnement à retourner à :

l'administration de

l'unité

10, rue de Solférino 75007 PARIS

Je soussigné .....

.....

.....

demeurant .....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

**** abonnement d'un an (250 F)*** ☐

**** abonnement de six mois (160 F)*** ☐

et vous adresse la somme correspondante

☐ par chèque bancaire ☐ par chèque postal

☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.34235J.PARIS

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

Date Signature

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10, rue Solférino 75007 Paris. Tél. : 550.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédaction en chef : Nicole Chaillot, Guy Perrimond ; Grand Reporter : Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Jean-Pierre Bedei, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Frédérique de Gravelaine, Claude Jadoul, Paul Leduc, Françoise Loriol, Pierre-Yves Poindron, Gilbert Sans. Secrétariat de rédaction : Nadine Berger (Révision), Mauricette Duchemin (maquette) ; Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Pym, Forcadell, Bellenger ; Photos : Pascal Lebrun ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73. Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé ; Coordination : Ofres 118, Champs-Elysées, 75008 Paris. Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité ; Directrice de la publication : Nicole Chaillot ; Cadet Photocomposition, 75009 Paris.

Les entretiens de "l'Unité"

(suite de la page 7)

régler les problèmes qui peuvent l'être au niveau où ils se situent. Qu'il s'agisse des revendications sociales qui sont le pain quotidien de l'action syndicale ou qu'il s'agisse des terrains nouveaux qui s'ouvrent à l'action syndicale. Comment utilise-t-on les droits conquis, pour créer des rapports nouveaux dans la vie à l'entreprise ?

— Les droits nouveaux ne sont-ils pas un moyen, pour la C.g.t., de « coller » davantage aux travailleurs ? Y trouver un vivier pour de nouveaux militants...

— Certainement. Le droit d'expression va se traduire par des débats sur des sujets concrets. Les militants y participeront avec leurs propositions. En observant davantage les préoccupations réelles des travailleurs. Il y a des nationalisations importantes. Que va-t-on en faire réellement ? Quelle va être la politique de ces entreprises nationalisées ? Quels moyens va-t-on leur donner ?

La lutte contre le chômage, contre l'inflation, pour un meilleur équilibre extérieur, passe par une politique industrielle active, notamment par les entreprises nationalisées. La réalité est en retrait sur ce qui pourrait se faire.

D'autre part, nous avons des moyens d'agir efficacement — à l'entreprise même — contre l'inflation au stade de la distribution et à celui de la production, contre les gâchis, pour de vraies économies, pour une meilleure efficacité économique. Nous avons commencé à le faire. L'idée « achetez français » se matérialise. Il faut savoir utiliser les droits pour que les entreprises se fournissent le plus possible en matériel qui existe en France, ou qui est susceptible d'exister rapidement et dans de bonnes conditions.

Dans plusieurs « boîtes », les organisations de la C.g.t. ont fait la démonstration que l'on trouvait des matériels équivalents fabriqués en France. La reconquête du marché intérieur suppose qu'il y ait un marché. Donc que la grande masse ait les moyens de se procurer ce dont ils ont besoin.

Autre chose : il existe des productions pour lesquelles il faut un temps de reconstitution. Mais, aussi, il existe des produits dont on peut assurer la production dans un court délai. On a toujours su tout fabriquer en France. En matière de consommation populaire, par exemple, il est possible de recréer rapidement les capacités de production. Cela contribuerait à rééquilibrer les échanges.

— On présente souvent la C.g.t. comme le défenseur ultra du pouvoir d'achat, en opposition à la C.f.d.t. qui mettrait davantage l'emploi en avant.

— Cela fait partie des clichés. La clé de l'emploi, c'est la création d'emplois, développer une industrie, une activité, toutes les activités créatrices d'emplois. On ne peut pas dissocier le pouvoir d'achat de la lutte pour l'emploi. Les deux vont de pair.

Le vrai débat, c'est à propos du partage du travail. J'entends des hommes de gauche, y compris au gouvernement, évoquer cette question. Cela veut dire quoi ? Travailler moins en gagnant moins. Quels sont les travailleurs qui peuvent partager un tel raisonnement, dans la réalité des choses ? Il y a peut-être des cas d'espèces, mais le travailleur moyen répond : je m'en sors tout juste avec ce que je gagne, je préfère travailler comme je travaille et conserver mon niveau de vie. C'est un fait. La vraie solution réside dans un développement des activités productives.

Cela dit, la réduction du temps de travail est un élément de lutte contre le chômage. Nous nous y employons. Tout comme l'abaissement de l'âge de la retraite. Mais encore faut-il

> "On ne peut pas tout attendre d'en haut"

que les départs donnent lieu à des embauches de plus jeunes, de chômeurs.

L'exemple type, c'est la 5e équipe pour ceux qui travaillent en continu. Si on réduit vraiment la durée du travail des hommes, on peut trouver des solutions pour mieux utiliser les équipements.

Quant aux coûts de production, la vie se charge de démontrer, statistiques officielles, nationales ou internationales à l'appui, que les coûts ne sont pas plus élevés en France que dans les pays voisins. Et puis toute amélioration de la durée et des conditions de travail entraîne une augmentation de la productivité. Comme les droits nouveaux, on travaille mieux quand on respire un air plus libre et qu'on se sent plus responsable.

L'action syndicale, aujourd'hui, c'est bien défendre les intérêts des travailleurs et être présent sur tous ces terrains, faire preuve d'initiatives, avec les travailleurs, utiliser toutes les possibilités offertes par les acquis. C'est tout un apprentissage : être revendicatifs et construire du neuf, là où l'on est. Savoir exiger mais ne pas se contenter de grogner. Se servir des outils nouveaux pour écarter les obstacles et faire avancer les choses.

— On a un peu l'impression que votre démarche n'est pas étrangère à la désyndicalisation...

— Il y a plusieurs explications. Il y a les conséquences de la crise qui dure depuis une dizaine d'années. Que le nombre de chômeurs augmente — et parmi eux des syndiqués —, cela ne facilite pas le recrutement. Et puis il y a les raisons propres au mouvement syndical lui-même. Nous ne disons pas : c'est de la faute aux autres. Nous avons entamé un examen — sans complaisance — de notre activité réelle.

— Mieux « cultiver son jardin », cela veut dire quoi ?

— Notre dernier congrès nous a donné un mandat, il y a un an. On ne peut se contenter de gérer un capital historique. Il faut constamment se mettre à jour, face aux événements, et ne pas craindre de se remettre en question. Nous avons à faire face à des responsabilités qui ne se sont jamais produites. Nous disposons de droits que nous n'avions pas. Pendant des années nous avons vécu sous le signe de la répression, cela ne crée pas les conditions propices à la consultation des adhérents. Mais nous ne voulons pas ignorer les défauts. Les défauts, cela n'arrive pas qu'aux autres...

— Vous parlez de bureaucratie...

— Cela existe. La routine aussi. Nous ne craignons pas d'appeler les choses par leur nom. Nous appelons tout le monde, dans nos organisations, à s'examiner. Et nous aussi comme dirigeants... Echanger des idées avec les travailleurs, élaborer des revendications, voilà l'un des buts. Penser aussi à une façon de vivre ensemble. Parce que le syndicat doit tenir compte des diversités. Il s'est produit bien des changements dans la manière de travailler dans les entreprises, avec ce que cela entraîne comme problèmes revendicatifs particuliers, comme style de rapports de vie. Tout le monde doit se sentir à l'aise dans le syndicat, compte tenu de la diversité d'opinions qui est réelle dans le monde du travail. Ce que nous entreprenons, c'est un immense effort sur une longue période. Construire le syndicat qui convient maintenant. Les travailleurs doivent être les acteurs de leur propre sort, mais ils ne peuvent le faire que s'ils sont organisés.

— Soyons franc : on a un peu l'impression que la diminution du nombre des travailleurs productifs est l'une des causes de la baisse d'influence de la C.g.t. La C.g.t. ne s'oriente-t-elle pas vers des couches nouvelles ?

— C'est un aspect de la question. Mais ce n'est pas tout à fait d'aujourd'hui, puisque nous avons créé, depuis une dizaine d'années, une organisation spécifique (l'Ugict) pour les techniciens et les cadres. De même, nous nous efforçons d'avoir une pratique syndicale mieux adaptée à ce que sont les employés d'aujourd'hui. Il y a toutes sortes de spécificités. Que sont aujourd'hui les professionnels dans la production ? Et cet immense problème de l'avenir des O.s. ? Que va devenir leur activité ? Le problème des travailleurs immigrés ?

Le besoin de répondre mieux aux intérêts de ces catégories-là se fait sentir. La perception existe. Avons-nous été capables de le tra-

duire suffisamment dans la pratique courante, à un degré suffisant, cela c'est une autre question... Nous devons faire partager cet état d'esprit — en profondeur — dans nos organisations et le traduire par des actes.

— La C.g.t. ne cherche-t-elle pas plutôt un second souffle, compte tenu de ses derniers résultats, notamment aux prud'homales ?

— Pour faire mieux, il faut s'améliorer. Nous nous disons — à moi aussi — : est-ce que nous faisons vraiment ce que nous devons faire ? Ce qui est nouveau, c'est que, tirant les leçons de l'expérience, nous nous donnons les moyens de le faire vraiment. Notre dernier congrès n'était pas un congrès de fermeture, mais d'ouverture.

Les travailleurs, et j'ose le dire, le pays, ont besoin d'une C.g.t. capable de faire face à ses responsabilités, donc de s'adapter à ce qui est nouveau, de corriger ses défauts. Quelle est l'organisation ou la personne qui peut affirmer ne pas avoir de défauts ? Le pire serait de les ignorer. La camaraderie de bon aloi suppose la franchise, pas la complaisance. C'est pourquoi il nous faut une bonne « toilette de printemps », à fond ! Nous disons à nos organisations, à nos adhérents, aux travailleurs : oui, on a le syndicat qu'on mérite et qu'on se fait ensemble. Personne ne peut apporter un syndicat « tout fait », qui marche bien, aux travailleurs.

— A tous les échelons ?

— A tous les échelons.

— Une bonne « toilette de printemps » suppose que l'on ouvre portes et fenêtres...

— Je l'ai dit dans la « V.o. ». Il ne faut pas craindre les cancans. Nous avons tout à y gagner.

— Vous dites aussi dans la « V.o. » : il faut des structures à taille humaine. Cela n'existe pas à la C.g.t. ?

— Dans le principe, oui. Dans la réalité, pour des raisons diverses, pas forcément.

— L'appareil de la C.g.t. ne coïncide plus aux « nécessités du moment » ?

— Le mot « appareil » fait peur. Il s'agit tout simplement des structures sans lesquelles aucune organisation ne peut exister. Celles que nous avons sont insuffisantes. Aujourd'hui, dans les entreprises, il y a un rapport de forces réel qui permet de nous faire respecter. Mais apprenons aussi à bien construire dans les entreprises les structures syndicales qui sont indispensables. Pour être plus près des travailleurs. Il faut des structures syndicales à taille humaine, surtout dans les grandes entreprises. C'est la C.g.t. qui n'existe pas nécessairement partout, pour une part, à cause des conditions de répression et pour une autre, parce que nous vivons sur une lancée ancienne... Dans une grande entreprise — où il y a des milliers de travailleurs — il faut des structures plus proches d'eux, décentralisées. La C.g.t. n'est pas une administration, mais une organisation de volontaires. Les travailleurs ont besoin d'un syndicat conçu de cette façon, un syndicat qui soit le leur : plus de facilité pour participer à la vie de leur organisation. Discuter, être informé, prendre les décisions ensemble.

Le syndicat ne dit pas d'en haut : il faut faire comme cela. Les idées, les propositions doivent circuler dans les deux sens.

— Vous parlez beaucoup de « banalisation » du syndicat...

— Je suis délibérément provocant. Car nous avons une tâche très élevée. Mais la C.g.t. ne peut jouer son rôle qu'en étant enracinée dans le quotidien des travailleurs, en embrassant la multiplicité de leurs préoccupations.

La banalisation, c'est une manière de parler de façon à réagir contre un défaut : la tendance à être un peu « généraliste ». C'est très bien de parler des problèmes les plus vastes. Mais ce que le travailleur attend de son



Sygma

Lors du dernier congrès de la C.g.t. à Lille, avec Georges Séguy.

"Sommes-nous spectateurs ou acteurs"

délégué, c'est d'abord la solution des problèmes qui le préoccupent. Lors du dernier congrès, j'ai fait l'éloge du « syndicaliste ordinaire », un parmi les siens, dans son service, dans son atelier. La C.g.t. ne peut pas vivre autrement.

— En parlant de la sorte, ne tentez-vous pas de baliser le terrain à l'unité d'action avec les autres organisations ? Le 1er Mai a été unitaire cette année...

— Une vie syndicale à l'entreprise est bonne à tout point de vue, y compris pour l'unité d'action. L'unité d'action est une nécessité. Il existe des positions divergentes entre les organisations syndicales, variables selon les cas. Mais on a tant besoin d'unité ! Par exemple, j'y attache beaucoup d'importance, nous venons d'avoir une rencontre avec la Fen qui me paraît très importante. Nous avons actuellement des préoccupations essentielles en commun et une façon de voir l'action syndicale.

En ce qui concerne l'issue à la crise, l'austérité, nous avons des divergences avec d'autres organisations... Mais nous ne tenons pas à les envenimer. Le débat nécessaire doit amener une clarification, tout en favorisant une action commune quand c'est possible. C'est dans cet esprit que la manifestation du 1er Mai a été une bonne chose...

— N'est-ce pas plutôt le plan de rigueur qui vous a rassemblés ?

— Les travailleurs avaient besoin d'une riposte face à l'agitation des milieux de droite, comme cela se présentait à ce moment-là.

— Une délégation de la C.g.t. a rencontré des représentants du Parti socialiste. Quelle appréciation la C.g.t. porte-t-elle sur ces conversations ?

— L'expérience acquise au cours de ces deux années a permis une évolution positive de nos relations. Nous avons échangé des points de vue dans une atmosphère fraternelle, amicale, et décidé des moyens de développer une coopération, une concertation chaque fois que cela sera utile.

— C'est nouveau...

— C'est la suite d'une pratique qui a évolué ces deux dernières années. Je considère que cela est naturel. Un gouvernement de la gauche met en œuvre une certaine politique sur laquelle la C.g.t. a une opinion positive et critique tout à la fois. Il est bon qu'elle ait des relations constructives avec chacun des partis de gauche, chaque fois que c'est utile et dans le respect mutuel du rôle et des positions de chacun.

— « Cultiver notre jardin » pour la C.g.t., c'est peut-être aussi y cultiver davantage de roses.

— La rose est une fleur universelle. La C.g.t. est vaste et diverse. On y trouve — et à tous les échelons — pratiquement tout l'éventail des courants de pensée politique, philosophique existant parmi les travailleurs. Il y a des militants socialistes, communistes, chrétiens, ayant diverses tendances politiques, bien d'autres encore. Nous souhaitons que l'on trouve beaucoup de sensibilités dans la C.g.t. Il y a place pour tous à la C.g.t. Dans ce que nous entreprenons pour perfectionner notre vie d'organisation syndicale, nous prenons en compte ce qui est destiné à améliorer cette vie en commun.

— Cette année, contrairement aux précédentes, la Pologne n'a pas été un empêchement à une manifestation unitaire du 1er Mai...

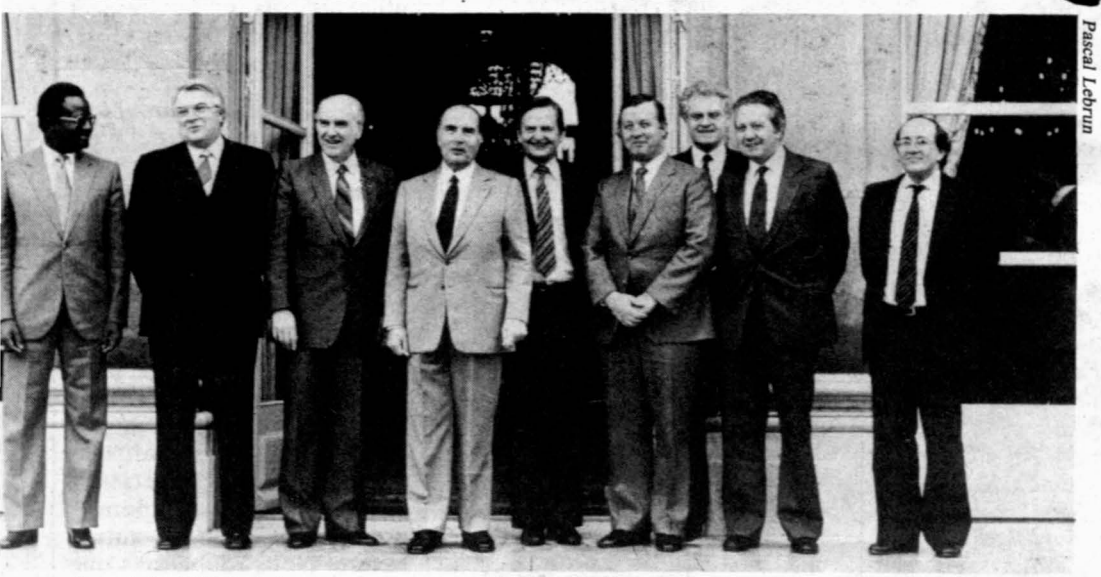
— Il ne faut pas que des problèmes, si aigus soient-ils, constituent un empêchement à rassembler nos forces pour faire, chez nous, ce que nous avons à faire. Les causes de la situation en Pologne ne sont pas récentes.

— Mais ce qui est récent, ce sont les travailleurs polonais organisés.

— Nous sommes les premiers à avoir des raisons de déplorer les événements qui se sont produits en Pologne. Il faut prendre en compte ce qui s'est produit depuis un bon nombre d'années. Et qui a entraîné un mécontentement, une explosion sociale, une grave crise. Je crois, plus que jamais, que le plus utile — plutôt que d'aviver des tensions — est de favoriser ce qui conduit à un dialogue et la recherche d'une évolution de ce pays dans le sens d'un renouveau d'une société socialiste, démocratique, dotée de syndicats authentiques, représentant réellement les travailleurs. Cela suppose la poursuite d'un processus de concertation entre toutes les forces qui existent dans ce pays. Tout ce qui va dans ce sens est bon pour les travailleurs et pour l'Europe.

(Propos recueillis par CLAUDE JADOUL)

WILLIAMSBURG: IL N'EST PIRE SOURD QUE CELUI QUI NE VEUT ENTENDRE



Pascal Lebrun

Les chefs d'Etat et de gouvernements socialistes et démocrates réunis la semaine dernière autour de François Mitterrand.



L'état du monde nécessiterait quelques décisions rapides. Pourtant les Sept réunis ce week end à Williamsburg ne se bercent d'aucune illusion...

PAR GUY PERRIMOND

SANS illusion ! Ces deux mots résument l'idée que se font les économistes, les diplomates sur le sommet des Sept qui va réunir à Williamsburg du 28 au 30 mai les chefs d'Etat et de gouvernement des Etats-Unis, de la R.f.a., de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Italie et du Japon. Sans illusion mais avec réalisme, explique-t-on à Paris.

Car du côté français, même si l'on est persuadé que de tels sommets ont rarement des retombées immédiates, on sait aussi, compte tenu des problèmes abordés, que pour qu'une idée, une proposition rentre dans les faits, des années sont nécessaires : les travaux préalables aux accords de Bretton Woods se sont étalés sur trois longues années...

Et comme les Etats-Unis ne semblent pas pressés de voir le Système monétaire international s'équilibrer, on comprend que sur ce point précis, par exemple, on ait pu parler d'un travail de longue haleine.

Pourtant, l'état du monde nécessiterait quelques décisions rapides. En 1982, la réduction du commerce mondial a été de l'ordre de 2 % en volume et de 6 % en valeur. Le ralentissement des échanges a été particulièrement net du côté des pays en voie de développement non exportateurs de pétrole : pas loin du double de celui mesuré du côté des pays industrialisés. Or, le tiers monde absorbe près du tiers des exportations réalisées par le monde développé. Que va-t-il se passer si la tendance se poursuit ?

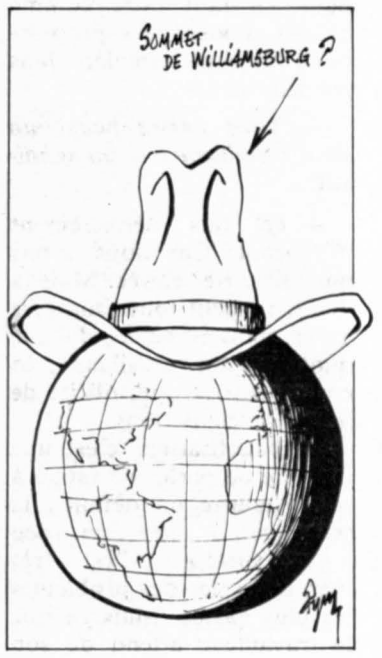
L'angoisse des banques

Faut-il poursuivre, dresser la liste des dangers ? Il est évident, par exemple, que les risques — réels — d'une crise majeure du S.m.i. ne doivent pas être écartés. Des « accidents » comme ceux qu'a connus le Mexique l'été dernier risquent fort de se reproduire. Déjà deux pays, le Mexique et le Brésil, concentrent à eux seuls le quart du service de la dette des pays en voie de développement. Pour faire face et compte tenu de leur situation économique, ces deux Etats doivent à nouveau emprunter. Or, les crédits consentis sont de plus en plus chers et les délais de plus en plus courts. Aux Etats-Unis, en dehors de l'équipe Reagan, des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent, faisant état d'une inquiétude qui se généralise. Car si l'on se limite aux rapports économiques interaméricains, les politiques d'austérité imposées aux pays d'Amérique latine ont eu comme contrepartie une chute du P.i.b. nord-américain de l'ordre de 1 à 1,5 %. Qui pourra ensuite affirmer que l'austérité n'est pas protectionniste ! Et dans les états-majors des grandes banques de Wall Street, certains envisagent avec angoisse les mois et les années à venir. Car si un premier rééchelonnement de la dette des pays les plus endettés a été réussi, de quoi sera fait demain ? Si l'Argentine, le Brésil et le Mexique — et eux seuls — ne parvenaient plus à « rembourser », les banques américaines risqueraient de perdre jusqu'à 14 milliards de dollars, soit le tiers de leur capital.

Or, l'évolution des cours des matières premières, richesses principales des pays en voie de développement, évolue dangereusement. A l'échelle mondiale, la baisse des cours a été, en 1982, de l'ordre de 9 %. Et pour les matières premières exportées par les P.v.d., la chute a été de 13,5 %. Après cela, comment faire pour rééquilibrer une balance commerciale ? Ou tout simplement maintenir le flux d'achat ? Dès lors, on parlera à nouveau d'austérité et le commerce mondial se contractera un peu plus.

Faut-il d'autres indicateurs ? Mardi 24 mai, le dollar atteignait un nouveau record : 7,47 F, Et cela vis-à-vis de toutes les monnaies. La raison ? Une augmentation nettement plus forte que prévue de la masse monétaire. Ce qui aurait été pris comme une manifestation de faiblesse de la part de n'importe quelle économie a eu comme conséquence, parce qu'il s'agit du dollar, de pousser la monnaie américaine à la hausse. Les financiers internationaux ont en effet pensé qu'un tel résultat allait contribuer à maintenir — au mieux — les taux d'intérêt au niveau actuel. Dès lors, il ont « joué » le dollar à la hausse. Ce qui est la preuve absolue d'une économie malade : lorsque les taux d'intérêt sont de très loin supérieurs aux taux de profits atteints dans l'industrie, les détenteurs de capitaux n'investissent plus, ils placent...

La crise, profonde, multiforme, frappe toutes les économies de la planète. On la mesure au nombre de chômeurs, 32 millions pour les seuls pays de l'O.c.d.e., soit quatre fois plus qu'il y a dix ans. On la mesure à l'évolution du commerce mondial, en baisse, à celle de l'endettement, en hausse.



Certes, depuis quelques mois, l'espoir ici ou là refleurit. Du côté financier tout d'abord, la coopération internaionale s'est renforcée : le F.m.i. et l'A.i.d. ont été dotés de moyens supplémentaires. Du côté de l'inflation, un mieux s'est fait sentir dans plusieurs pays industrialisés. Certes, nombreux sont les spécialistes, tel Wassily Leontief, prix Nobel d'économie, qui affirment que « rien n'a été fait pour empêcher le redémarrage de l'inflation le jour où la reprise économique interviendra ». De plus cette reprise, timide, hésitante durera-t-elle ? Les plus optimistes, les yeux fixés sur l'élection présidentielle américaine de 1984, espèrent. Mais ils sont incapables d'affirmer si au lendemain de cette élection la dynamique — plus souvent annoncée que vraiment mesurée — se poursuivra.

Une vision commune

C'est pour toutes ces raisons que la France n'a cessé de proposer une concertation, une vision et des objectifs communs. François Mitterrand l'avait fait à Versailles. Il fera de même à Williamsburg. Les dossiers sont sur la table. Connus de tous. Ceux sur la « reprise », ceux sur l'évolution des taux de change. Ceux

sur le protectionnisme. Et il faut noter qu'au-delà des discours ultra-libéraux, le dernier numéro de la revue du F.m.i., « Finances et développement » publie une étude révélant que depuis 1979 les mesures et les pressions protectionnistes ont affecté des secteurs représentant 20 % des échanges mondiaux de produits manufacturés ! C'est dire s'il y a loin du discours à la pratique.

Les chefs d'Etat ou de gouvernement vont donc se trouver placés devant un choix : ou peser d'une manière positive sur l'avenir du monde ou s'enfermer dans leurs égoïsmes nationaux ou doctrinaires. Et, compte tenu des délcarations faites à Washington, à Londres ou à Bonn, ces dernières semaines, il est naturel que les spécialistes soient sans... illusion.

Pour leur part, les chefs de gouvernement de Finlande, de France, de Grèce, du Sénégal et de Suède ainsi que le futur chef du gouvernement du Portugal et un représentant du gouvernement espagnol se sont réunis à Paris, la semaine dernière, et ont élaboré une série d'orientations pour favoriser une « bonne sortie de crise » *(voir encadré)*.

La crise « n'est pas la leur »

Entre les deux réunions, rien de commun si ce n'est les hasards du calendrier. Lors des rencontres des « acteurs du changement », qui se sont déroulées à Paris le 23 janvier, à l'initiative du P.s., ces responsables de partis et d'Etat avaient souhaité poursuivre leurs débats et aboutir à des propositions communes. Ils l'ont fait. Et Pierre Mauroy pouvait, vendredi dernier, rappeler ce qu'était le « fonds commun » de leurs pensées.

Tout d'abord, l'idée que la crise de l'économie mondiale « n'est pas la leur ». C'est celle d'un système — le capitalisme — que les partis qu'ils représentent combattent. Et cette idée se double d'une constatation : depuis une décennie, les partisans de ce système, ses défenseurs ne sont pas parvenus à surmonter cette crise. Ce qui limite sérieusement la portée des critiques de la droite. Car si l'on s'en tient aux dix dernières années, cette droite fut en France, durant huit ans, au pouvoir.

Puis vient une constatation : la guerre économique existe et les Etats-Unis ont en ce domaine une responsabilité particulière. Les taux d'intérêt américains, la hausse déraisonnable du dollar pèsent lourd. Sur tous.

Suit une affirmation : « Il n'y aura pas de relance durable de l'économie mondiale », si le tiers monde n'y est pas associé, si l'aide au développement n'est pas comprise, au-delà des aspects moraux, comme une nécessité économique.

Vient enfin une volonté : la crise est, aussi, une muta-

(suite en page 12)

LES SIX ORIENTATIONS DES CHEFS DE GOUVERNEMENTS SOCIALISTES

PLACES face à la crise d'un système qu'ils ont toujours critiqué mais dont leurs pays subissent les conséquences, les chefs de gouvernement socialiste et démocrate réunis à Paris les 18 et 19 mai ont proposé six orientations pour faciliter le retour à une croissance économique soutenue et non inflationniste.

1) Une gestion concertée de la demande pour soutenir la reprise :

Il conviendrait de se fixer pour objectif commun, dans le cadre d'une responsabilité conjointe, un taux de croissance plus élevé. Cela suppose une orientation internationale moins restrictive des politiques économiques. Une stimulation de la demande est nécessaire pour soutenir la reprise, en particulier celle des investissements productifs.

La baisse des taux d'intérêts, d'abord aux Etats-Unis, revêt une importance capitale. Elle permettrait notamment aux pays en développement d'atténuer, par une diminution du service de leur dette, les contraintes qui pèsent sur leurs échanges extérieurs.

Les chefs de gouvernement soulignent l'importance des efforts qu'ils ont consentis pour rétablir les équilibres internes de leurs économies. Ils s'attendent donc que leurs partenaires industriels, particulièrement les Etats-Unis, apportent à leur tour leur contribution à la relance mondiale. Une réduction de l'important déficit budgétaire des Etats-Unis, qui provoque une hausse excessive des taux d'intérêt et de la parité du dollar, est une condition indispensable pour favoriser une relance non inflationniste et permettre à l'industrie mondiale de s'adapter aux mutations technologiques en cours.

2) Les politiques en faveur de l'emploi :

Complétant l'effet positif de la croissance sur l'emploi, ces politiques doivent occuper une place essentielle dans la stratégie globale de sortie de crise.

Il importe à cet égard de tout mettre en œuvre pour assurer dans les délais rapides, à tous les jeunes qui se présentent pour la première fois sur le marché du travail, le bénéfice d'une formation professionnelle ou d'une première expérience du travail.

Dans le même temps, l'évolution de l'emploi exige qu'une attention particulière soit désormais portée à la question du temps de travail.

3) La modernisation de nos appareils industriels et la lutte contre l'inflation :

Afin de répondre de façon non inflationniste à la demande que l'on s'efforce de stimuler, il convient de renforcer les capacités de production et d'améliorer la productivité. Des projets de coopération Nord-Nord et Nord-Sud pourraient être mis au point entre nous et avec d'autres partenaires pour faciliter la maîtrise des technologies d'avenir dans la ligne des conclusions du groupe « technologie, croissance, emploi », dont la mise en place avait été décidée lors du Sommet de Versailles.

4) La stabilisation des taux de change et le renforcement du système financier international :

Le besoin d'un système monétaire international stable et organisé s'impose davantage chaque jour, comme le montre l'expérience du Système monétaire européen. Les monnaies, au premier chef le dollar, doivent cesser leurs variations erratiques et refléter la compétitivité réelle des économies.

L'organisation, proposée par la France, d'une Conférence monétaire internationale, soigneusement préparée, constituerait, dans ce contexte, une étape souhaitable.

A court terme, l'accroissement des ressources du F.m.i. permettrait d'aider les pays débiteurs les plus démunis. Mais il importe de veiller à ce que les interventions du Fonds comme celles de la Banque mondiale respectent pleinement les options politiques et économiques des pays bénéficiaires.

5) La défense du système commercial :

Afin de préserver un marché mondial ouvert et dynamique, résister aux tentations protectionnistes et à la détérioration des termes de l'échange des produits de base des pays en développement devient une nécessité absolue.

C'est le seul moyen d'assurer un équilibre des intérêts de chacun en même temps qu'un environnement commercial stable et reconnu. Seule une reprise mondiale, une remise en ordre du système monétaire international et une ouverture simultanée des grands marchés pourront favoriser un véritable redémarrage du commerce mondial et éviter le repli protectionniste.

La coopération économique Est-Ouest ne doit pas être remise en cause dès lors qu'elle se fonde sur le principe de l'avantage mutuel.

6) Le renouveau de la coopération Nord-Sud :

Sans une croissance des pays en développement, la relance concertée des économies occidentales se trouvera compromise.

Afin d'en créer les conditions, des solutions doivent être trouvées aux problèmes les plus graves qui affectent l'économie de ces pays, notamment à l'occasion de la VI^e^ Cnuced, dont les travaux commencent au début du mois prochain. Des progrès significatifs peuvent être réalisés sur certains points :

— La stabilisation des cours des matières premières pourrait être obtenue par la mise en place effective du Fonds commun, par la négociation d'accords de produits, par l'amélioration des systèmes de compensation des recettes d'exportation.

— L'amélioration des conditions de financement des pays en développement extérieur exige un renforcement de la coopération monétaire et financière internationale.

Le F.m.i. et la Banque mondiale doivent rechercher une meilleure adaptation des procédures de prêt aux besoins des pays bénéficiaires.

Un effort de solidarité se révèle nécessaire de la part des pays industrialisés en matière d'aide publique au développement, l'objectif de 0,7 % du P.n.b. doit être atteint dans des délais raisonnables. Il représenterait un doublement par rapport au niveau actuel et bénéficierait d'abord aux pays les moins avancés.

Un effort exceptionnel doit être engagé en faveur des pays d'Afrique, du sud du Sahara qui sont confrontés à de multiples problèmes économiques et sociaux et souffrent en outre des conséquences de la désertification et de la sécheresse. ●

Pascal Lebrun



Autour de Pierre Mauroy on reconnaît Olof Palme, Mario Soarès, Habib Thiam, Georges Papandréou, Kalévi Sorsa etc...

(suite de la page 11)

tion. Et Pierre Mauroy pouvait affirmer, parlant au nom de tous : « Nous, qui sommes nés des précédentes révolutions industrielles, sommes les mieux placés pour faire en sorte que la mutation actuelle s'effectue dans le sens du progrès et de la justice. »

Deux conférences sans lien direct, en deux semaines. Dans l'une, celle de Paris, des responsables tentant de mieux comprendre le monde pour, au-delà de leur *a priori* et des égoïsmes nationaux, mieux le transformer. Ou le transformer en mieux. Dans l'autre, les chefs d'Etat des principaux pays industrialisés du monde. François Mitterrand n'y sera pas le représentant des participants de la première réunion. On ne mélange pas les genres. Mais son discours aura bien des points communs avec celui tenu par les chefs de gouvernements socialistes présents à Paris.

Des grains de sable

Pour eux, il s'agissait de lancer un message de justice sociale. Dire aux peuples qu'une issue était possible. Une issue permettant plus de justice et plus de liberté. Il n'était pas question qu'ils formulent des propositions concrètes valables pour ces sept pays. Ils ne forment pas un ensemble cohérent. Et d'autres lieux existent pour ce type d'expérience.

A Williamsburg, il s'agira d'autre chose. Là des chefs d'Etat, après avoir sacrifié — avec plus ou moins de goût — à la politique spectacle, tenteront de se convaincre mutuellement de la valeur de leurs analyses. Puis de la nécessité de leurs actes. Les Etats-Unis du haut de leur rapport de forces, économique et culturel, demandant à tous de suivre la même politique qu'eux ou d'accepter les conséquences de leurs décisions. Mais, dans toutes les mécaniques, il y a des grains de sable. Il en existe dans les rouages de l'O.c.d.e., par exemple : faire partie du même monde n'a de sens que si cette appartenance est positive. Or, par rapport à chacun des pays, la situation actuelle est en train de défaire l'image même de chacune des nations. Le « no future » est né dans la jeunesse des pays industrialisés ! A ne pas vouloir sortir de la crise ou à choisir des voies fragmentant le tissu social, le risque de voir les motifs d'alliance se défaire est grand.

Certains l'ont compris aux Etats-Unis même. Quant aux pays européens, s'ils veulent avoir un avenir — et seul un avenir commun est envisageable — il leur faudra, aujourd'hui ou demain, parler le même langage. Un langage qui leur permette de peser sur l'avenir. Il y va de leur intérêt. Mieux, de leur survie. C'est pourquoi si le président de la République est « sans illusion », le réalisme ne doit pas être oublié. ●

CHILI : LES CASSEROLES SONNENT POUR PINOCHET

Le brusque retournement des classes moyennes – qui avaient fait le lit de Pinochet en 1973 – montre la profondeur de l'échec économique : industriels, avocats, médecins, agriculteurs ne peuvent plus supporter le poids du programme libéral…

PAR CARLOS FERRARI-LOPEZ

DEBUT mai, un voyageur qui revenait de Santiago de Chili nous disait : « Là-bas, quelque chose a changé, c'est difficile à expliquer, mais depuis janvier les gens ont une autre attitude. » C'était avant le 11 mai, journée de protestation nationale et occasion offerte au peuple chilien de manifester — dans la rue — sa soif de liberté et de démocratie.

Aujourd'hui, les choses sont plus claires, et Pinochet, « chef suprême de la nation », peste contre la « conspiration internationale » sans pouvoir satisfaire ses propres alliés mécontents et sans arriver à rassurer ses complices, dont plusieurs donnent déjà des preuves d'une grande inquiétude face à l'avenir d'un processus menacé. Il n'est pas inutile de regarder de plus près les antécédents immédiats de la situation actuelle.

Depuis le Septembre noir de 1973, le Chili a été le cobaye favori des « Chicago-boys » ; mais le modèle ultra-libéral a échoué, et les actuelles difficultés économiques font monter les tensions dans une société traumatisée et bloquée. Les économistes américains — disciples de Milton Friedman — avaient fixé au début de l'expérience Pinochet les règles du jeu ; d'un côté, réduction du rôle de l'Etat, ouverture aux capitaux étrangers et privatisation des entreprises d'Etat, de l'autre, le système totalitaire des militaires chiliens devait garantir « l'ordre et la paix sociale ». Le Chili rentra ainsi dans la période faste pendant laquelle le festival libéral donna l'illusion d'une prospérité durable… En effet, une frange de la société consolida son pouvoir économique et, quelques années durant, quelques-uns purent goûter aux plaisirs de la société de consommation telle qu'elle apparaît dans les séries américaines de télévision. Pendat ce temps, les secteurs populaires et les travailleurs supportaient une chute brutale de leur pouvoir d'achat. La progression du P.i.b. par habitant est pratiquement nulle depuis 1973.

Les privilégiés du modèle ultra-libéral et tout spécialement l'oligarchie financière ont continué à faire circuler leurs capitaux ; les



Manifestation et arrestation à l'intérieur du palais de Justice de Santiago.

bénéfices considérables de ces secteurs n'ont nullement été investis dans l'économie nationale, ils ont plutôt été dirigés vers les endroits où les taux de rendement sont plus forts. Du même coup, le Chili est devenu l'un des pays les plus endettés du monde, 18 milliards de dollars, ce que lui a valu la bienveillante surveillance du Fonds monétaire international venu constater la faillite du modèle. Une crise économique donc, doublée d'une effervescence sociale nourrie actuellement — fait nouveau — par une grande partie des classes moyennes qui étaient auparavant la base sociale de la dictature.

Ces classes moyennes avaient manifesté bruyamment leur désaccord avec le gouvernement de l'Unité populaire ; avec une sorte de joie morbide, elles avaient appuyé les attaques de la droite la plus réactionnaire contre Salvalor Allende. Elles étaient devenues petit à petit la masse de manœuvre de toutes les entreprises de déstabilisation. Les Etats-Unis avaient bien compris cela et s'appliquèrent à fomenter cette « rébellion » de commerçants, camionneurs et professions libérales... La suite on la connaît. Mais, aujourd'hui, les casseroles sonnent pour Pinochet et ses amis. le brusque retournement de ces secteurs, jadis silencieux pendant que « le calme revenait sur le Chili », montre aussi la profondeur de l'échec économique. Des industriels, des avocats, des médecins, des agriculteurs ne peuvent plus supporter le poids du programme libéral ; le recul de la production, le rétrécissement du marché intérieur, le chômage qui touche 30 % de la population et le manque de crédit ont fait voler en éclats le consensus social. Au niveau international, les mêmes groupes financiers qui avaient allégrement appuyé l'expérience de Pinochet regardent actuellement avec méfiance la situation du régime.

La crise économique a affaibli la dictature, et il est certain que les manifestations de rejet se sont développées fortement depuis un an. Ces manifestations ont été diverses et n'ont pas toujours eu l'écho international des récents événements. On ne peut pourtant pas nier qu'elles ont minés efficacement les bases politiques du système autoritaire. Depuis janvier 1982, les forces populaires ont multiplié les organisations (1) qui — à côté des syndicats — sont devenues le fer de lance de la résistance. En février 1982, les organisations syndicales essayèrent de constituer un front commun, mettant ainsi en échec les projets du pouvoir de constituer un bloc syndical progouvernemental. La lente et difficile démarche unitaire était ainsi lancée. Le régime autoritaire a toujours eu un faible pour la répression syndicale et la législation du travail instaurée depuis 1973, et a, dans la clandestinité ou l'exil, un grand nombre de dirigeants syndicaux.

Malgré l'assassinat de plusieurs syndicalistes, la Coordination nationale syndicale (C.n.s.) et la très puissante Confédération des travailleurs du cuivre (C.t.c.) ont pu mener une politique de réorganisation et une recherche de l'unité d'action qui a donné ses premiers fruits le 11 mars dernier. A cette date, et pour la première fois depuis le coup d'Etat, toutes les organisations des travailleurs, y compris les plus modérées, ou celles tentées par une collaboration avec le régime, se sont retrouvées dans l'appel à la journée de protestation civile. Les travailleurs retrouvent la rue et le gouvernement *de facto* répond avec la prison : depuis le 11 mars, des centaines de personnes ont été arrêtées et plusieurs dirigeants syndicaux — appartenant à la C.t.c. — vont être jugés pour avoir « violé la loi sur la sécurité intérieure de l'Etat ». Dans ce cadre, l'annonce de la création d'un commandement national des travailleurs (2) apparaît comme un véritable tournant dans le développement de la résistance.

Pinochet et ses acolytes civils et militaires s'inquiètent de cette situation d'insatisfaction qui se propage dans le pays, parce qu'ils savent très bien que leur place est assurée tant qu'ils maintiennent le contrôle de la société. S'ils n'arrivent plus à contenir la grogne des Chiliens, les alliés internes et les Etats-Unis vont peut-être commencer à chercher un successeur et pourquoi pas un civil... Cette hypothèse peut apparaître prématurée dans les circonstances actuelles, mais l'effritement du modèle économique accélère les temps politiques, ainsi on voit aujourd'hui à Santiago une intense activité dans les rangs de la droite chilienne. Elle ne veut pas être la dernière à abandonner le bateau et elle amorce un mouvement de distanciation par rapport au pouvoir. Le Chili est une pièce importante de la stratégie nord-américaine dans l'Amérique du Sud, et les Etats-Unis peuvent être tentés d'intervenir en poussant le dictateur vers la sortie si le mouvement populaire gagne en ampleur.

Le pouvoir soutenu par la terreur et les baïonnettes n'est pas pour l'instant prêt à passer la main, et le général Pinochet a affirmé la semaine dernière sa volonté de continuer jusqu'à 1989. L'appareil répressif fonctionne sans relâche depuis bientôt dix ans. Les manifestations du 11 mai ont été sévèrement réprimées — deux morts et plusieurs dizaines de blessés. Mais le fait le plus remarqué par l'opinion publique internationale fut la rafle massive effectuée par l'armée le 14 mai dernier. Au petit matin, des centaines d'hommes des forces de sécurité (3) ont encerclé les quartiers pauvres au sud de la capitale, les zones de San Miguel et de La Granja furent notamment touchées par ces opérations, plus de deux mille personnes furent conduites dans des stades. Ce type d'opération militaire est assez fréquent au Chili ; régulièrement, des « poblaciones » — bidonvilles — sont ratissés par des soldats et des policiers, parfois il s'agit de simples vérifications d'identité et parfois on assiste à de multiples arrestations.

En décembre dernier, mille cinq cents personnes furent arrêtées dans un quartier de la banlieue de Santiago, à cette occasion, un terrain vague avait été sommairement aménagé pour servir de camp de concentration provisoire. Ces rafles systématiques, dans des quartiers choisis, visent à terroriser la population des « poblaciones », mais aussi toutes les couches sociales tentées par la contestation. L'usage de la torture « utilisée par la police comme une technique courante d'interrogatoire », selon Amnesty international, est le complément barbare de l'appareil répressif de Pinochet.

D'une façon parallèle, les groupes paramilitaires continuent à agir impunément ; ces derniers temps, une nouvelle organisation armée semble avoir pris comme cible préférentielle les religieux catholiques, elle signe ses méfaits sous le nom de « Communauté Catacombe ». ●


Gamma

Les « cols blancs » défilent ouvertement dans les rues de la capitale chilienne, le 11 mai dernier.



Gamma

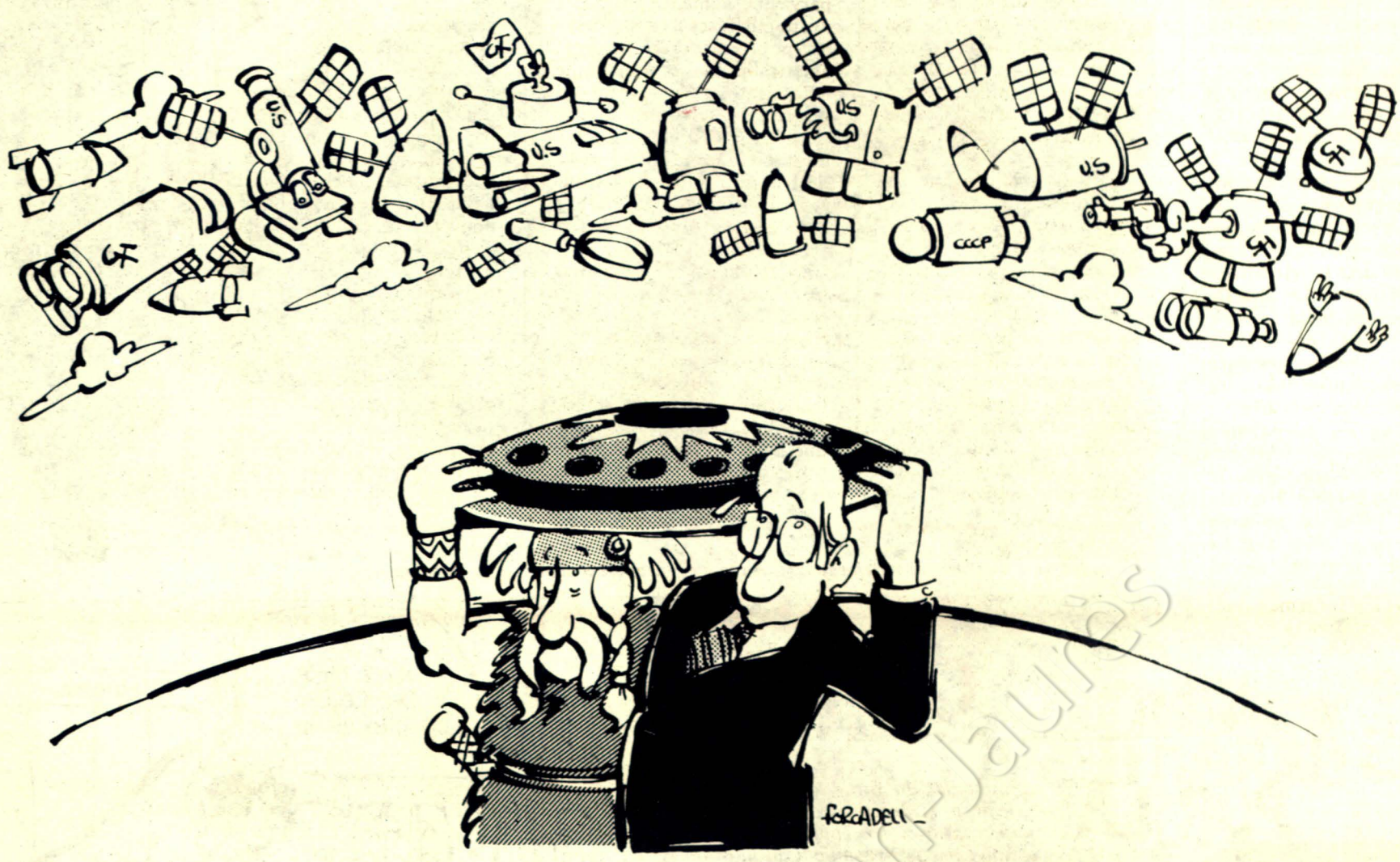
Etudiants réclamant l'unité d'action.



(1) Comités de sans-logis ; groupements de femmes et diverses formes organisatives autour des problèmes quotidiens : recherche de travail, soupes populaires, écoles, etc. Les communautés de base de l'Eglise ont un grand rôle dans plusieurs quartiers.

(2) Avec un communiqué conjoint, la Confédération des travailleurs du cuivre, la Coordination national syndicale, l'Union démocratique de travailleurs, la Confédération des employés du secteur privé et le Front unitaire des travailleurs ont annoncé la création de cette instance organisatrice qui doit préparer les nouvelles actions de lutte.

(3) Selon les témoignages, il s'agissait d'effectifs de la police militaire, des carabiniers et des policiers en civil.



EST-OUEST: LA DANGEREUSE POTION MAGIQUE DU BATELEUR REAGAN

Loin de mettre fin à la course aux armements comme le prétend Ronald Reagan – pressé de redorer son blason – les nouvelles technologies sont considérablement plus coûteuses et génératrices de conflits

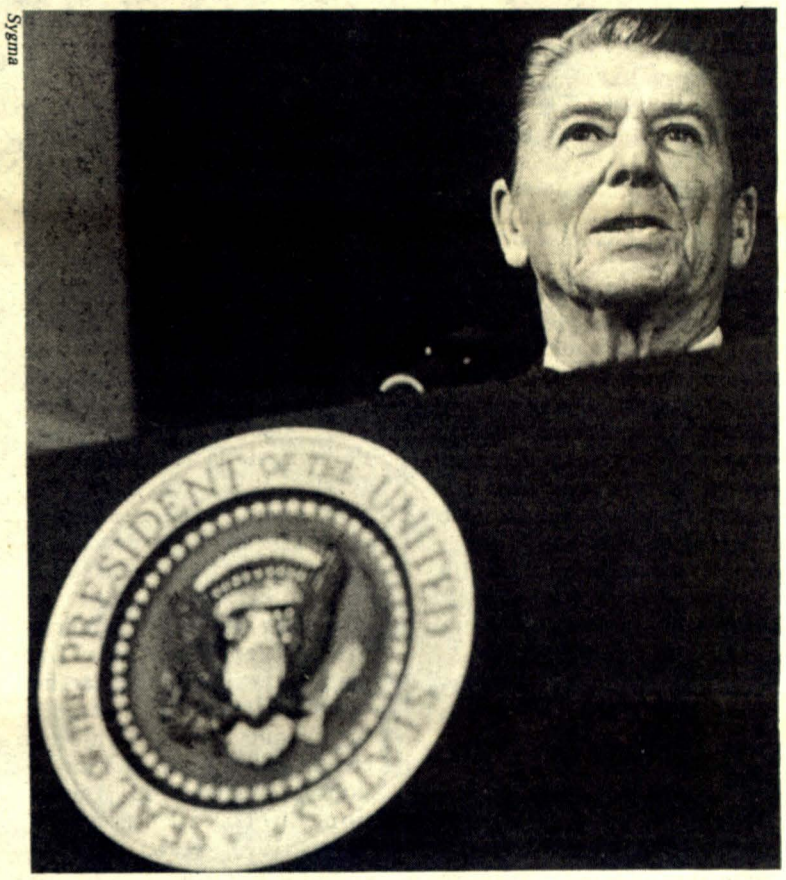
PAR HUGO SADA

EN annonçant que de nouvelles technologies allaient permettre de se protéger contre les attaques nucléaires, et que les Etats-Unis devaient développer et utiliser ces nouvelles technologies pour se défendre et sortir de la course infernale aux armes nucléaires offensives, le président Reagan a-t-il provoqué une révolution stratégique ?

Peut-être pas autant que la presse, fascinée par le discours sur « la Guerre des étoiles », prononcé par Reagan le 23 mars dernier, le laisse croire. L'effet sur les médias était précisément le principal objectif de ce président qui venait de subir au Congrès un échec grave sur le vote de son budget militaire. Et qui parvenait mal à trouver une sortie sur le dossier du M.x. : le nouveau missile stratégique choisi pour succéder aux Minuteman. Et surtout pour résoudre cette faille du dispositif atomique repérée et dramatisée par les reaganiens eux-mêmes, et baptisée « vulnérabilité des I.c.b.m. ». Un président qui enfin apparaissait de plus en plus mal à l'aise face aux succès des mouvements pacifistes américains, des évêques, des partisans d'un gel de la course aux armes nucléaires.

L'effet magique de la télévision

C'est pour faire face à tous ces problèmes que Reagan, convaincu de l'effet magique de la télévision, a, à la fin d'un long discours consacré au budget de défense, à la stratégie et aux


Sygma

avancées soviétiques, lancé une idée nouvelle, « un espoir pour l'avenir », selon sa propre formule. Une idée selon laquelle lasers et faisceaux de particules offrent la possibilité d'une paix absolue, d'une moindre dépendance vis-à-vis des armes nucléaires. A condition de passer d'un système stratégique fondé sur la destruction mutuelle assurée (M.a.d.) à un système de survie mutuelle assurée. C'est-à-dire à condition de rompre le seul engagement contractuel qui a contribué à stabiliser la dissuasion au cours des dernières années : le Traité A.b.m., interdisant le déploiement de systèmes antibalistiques.

La relance des A.b.m. et l'utilisation massive des nouvelles technologies, c'est une vieille idée de l'école de pensée stratégique conservatrice. C'est un volet important des théories sur la supériorité américaine comme objectif indispensable de la politique de défense. Rèprises et développées par le « Committee on Present Dangers », par la « Team B », équipes « civiles » critiquant la détente et voulant pousser à l'extrême l'effort de guerre américain, ces idées ont très largement inspiré la campagne du candidat Reagan en 1980. L'élection de Reagan a donné un élan nouveau et un succès certain à ces courants de pensée qui condamnent le principe de la M.a.d. et celui de la parité pour défendre celui de la « supériorité ». Et sentant l'idée que les Etats-Unis doivent être en état de gagner toutes les guerres possibles pour être sûrs de ne pas être obligés d'en faire une.

Séduit par ces théories, Reagan l'est depuis longtemps. Et son intérêt est largement entretenu par George Keyworth, atomiste et conseiller scientifique de la Maison-Blanche, ainsi qu'Edward Teller, l'un des pères de la bombe H et qui a l'oreille du président. Aussi, quand début février, au cours d'une réunion de travail avec l'état-major conjoint des forces armées, les responsables militaires du Pentagone parlent de la complexité inextricable de la course aux armes offensives, de l'intérêt des A.b.m., des possibilités offertes par les technologies nouvelles..., le président se montre fort intéressé, demande davantage d'informations — et semble se décider à utiliser rapidement ces idées en public.

On dit dans la presse américaine que ses principaux conseillers ont été hostiles à ce projet. On dit aussi de source bien informée que ni Weinberger, ministre de la Défense, ni Schultz, responsable du département d'Etat n'ont été informés de l'affaire. A fortiori les autres experts et responsables de la défense et de la diplomatie. En tout cas, rares ont été les discours de ce genre qui ont autant surpris... et autant engendré de critiques et de scepticisme chez les savants et les stratèges les plus éminents du pays.

Ce qui a surpris ce n'est pas tant le raisonnement stratégique ou les idées avancées (connues depuis longtemps), mais plutôt que le président des Etats-Unis, non sans un certain flou, sans évaluation exhaustive, décide de faire de tout cela une priorité stratégique nationale.

L'entrée dans la danse des Soviétiques

Ce qui a surpris, ce n'est pas tant la référence vague à ces technologies nouvelles (d'ailleurs déjà connues des experts et largement commentées depuis longtemps par la presse spécialisée), mais le fait de la présenter comme une potion magique capable de résoudre à la fois l'avenir des forces stratégiques, celui du désarmement et ceux ce la contestation antinucléaire.

On sait très bien, en effet, qu'aujourd'hui ces projets de recherche, dont certains sont avancés et risquent fort de déboucher au cours des prochaines décennies sur des réalisations concrètes, engendrent beaucoup plus de problèmes qu'ils n'en résolvent. Rien ne prouve que ces technologies permettront un jour de constituer une barrière absolue et étanche contre toute attaque nucléaire. Elles pourraient au mieux être efficaces contre certaines formes d'attaques atomiques par certains systèmes d'armes.

Dans la mesure où elles n'assurent pas un système de survie assurée avec 100 % d'efficacité, elles ne peuvent bouleverser fondamentalement le principe de base de la dissuasion, la destruction mutuelle assurée, mais risquent au contraire de la rendre cauchemardesque si, en plus des armes atomiques offensives, sont déployés des systèmes A.b.m.

En partant de cette base, on s'aperçoit vite, qu'au lieu, comme le prétend Reagan, de mettre fin à la course aux armements et ouvrir une voie nouvelle par le désarmement, les nouvelles technologies A.b.m. vont lancer une nouvelle course aux armements (A.b.m., systèmes spatiaux, armes antisatellites, etc.) considérablement plus coûteuse et génératrice d'instabilité, donc de risques de conflits.

Le fait de se faire l'avocat de ces technologies et de ces idées va forcément conduire les Soviétiques à entrer dans la danse : l'U.r.s.s. a maintenu depuis le traité A.b.m. de gros programmes de recherche-développement sur les A.b.m. et surtout sur les armes antisatellites. Les chances sont grandes qu'elle parvienne à mettre au point de nombreuses contre-mesures pour faire face au pari américain. L'adoption d'une telle stratégie protégeant en priorité le territoire américain, donc à découvrir, sans menace d'escalade et de destruction mutuelle assurée, l'ensemble des pays européens alliés des Etats-Unis. Il s'agit là d'une forme inéluctable d'isolationnisme stratégique qui conduit à un découplage, un risque de divorce même, entre les intérêts de sécurité des Etats-Unis et ceux de leurs alliés. Si la notion de parapluie contre toute attaque nucléaire contre le territoire américain était jugée réaliste et adoptée, cela aboutirait à rendre possible le fait d'accepter le principe d'une guerre nucléaire limitée, l'Amérique étant protégée par ses A.b.m.

On pourrait multiplier et développer nombre d'arguments hostiles à la voie « miraculeuse » proposée par Reagan. Mais ce qui est plus inquiétant encore, c'est de constater que le fait de développer des technologies nouvelles crée chez les deux supergrands une espèce d'excitation nouvelle à la puissance. Et que lorsque ces technologies deviennent utilisables ou presque, elles résistent de plus en plus mal à l'envie de les utiliser, d'en profiter. Cette spirale infernale rend la course aux armements incontrôlable. Si toutes ces nouvelles technologiques A.b.m. deviennent opérationnelles, elles s'ajouteront aux autres. Le prix que tout le monde risque de payer pour cette surenchère : la mort lente de la dissuasion, c'est-à-dire du système de sécurité international qui a permis depuis quatre décennies d'éviter la guerre dans le monde industrialisé, par peur de l'apocalypse. Ce n'est pas parfait, mais c'est déjà beaucoup. Aussi, le moyen le plus réaliste d'accroître aujourd'hui les chances du désarmement n'est certainement pas de laisser l'innovation technologique tracer les contours de notre future sécurité, mais plutôt de maîtriser cette innovation de telle sorte qu'elle renforce la dissuasion. Donc la stabilité et la confiance dans les relations internationales. ●

QUELLE CONNERIE LA GUERRE... DES ETOILES

LES technologies du futur, c'est au Pentagone l'affaire de la Darpa (Défense Aduenced Research Projects Agency Program), une petite agence composée d'experts de haut niveau, qui travaillent en liaison avec les autres laboratoires de recherche des armées, les universités, les instituts de recherche privés et l'industrie. La mission de la Darpa telle qu'on la définit à Washington : explorer dans le domaine des nouvelles technologies tout ce qui pourra être rentable pour la sécurité du pays dans les dix ou vingt prochaines années, et constituer une « première ligne de défense contre toute surprise technologique ».

Depuis l'entrée en vigueur du Traité A.b.m. qui interdit le développement et le déploiement de systèmes antimissiles balistiques (mais pas les recherches), le travail de la Darpa est de maintenir à un seuil critique minimal la maîtrise par le Pentagone des technologies A.b.m. Ce qui fut le cas dans la décennie 1970-1980 au cours de laquelle les progrès des recherches spatiales ont ouvert des horizons nouveaux dans ce domaine. L'échec du dialogue stratégique américano-soviétique, la perception par les Etats-Unis d'une faille dans leur système stratégique, voire en la vulnérabilité de leurs missiles balistiques intercontinentaux basés à terre, les progrès des recherches soviétiques dans le domaine des A.b.m. et des armes antisatellites, tout à conduit à une intensification des efforts de la Darpa dans le domaine des A.b.m. En particulier dans celui des défenses antimissiles basées dans l'espace. L'arrivée au pouvoir de Reagan accélère encore le mouvement, et les crédits de recherches pour les nouveaux A.b.m. passent de 200 millions de dollars en 1980 à 1 milliard aujourd'hui. L'ensemble des crédits militaires pour l'espace atteignent environ 8,5 milliards de dollars.

Il existe, grosso modo, deux grandes catégories de systèmes A.b.m.

Ceux basés à terre destinés à protéger des sites militaires ou éventuellement civils et qui peuvent utiliser des technologies traditionnelles d'acquisition, d'interception et de destruction de missiles ennemis, et dans ce cas être opérationnels dans des délais rapides. Ou faire appel à des technologies nouvelles, du type rayons lasers, faisceaux de particules ou micro-ondes.

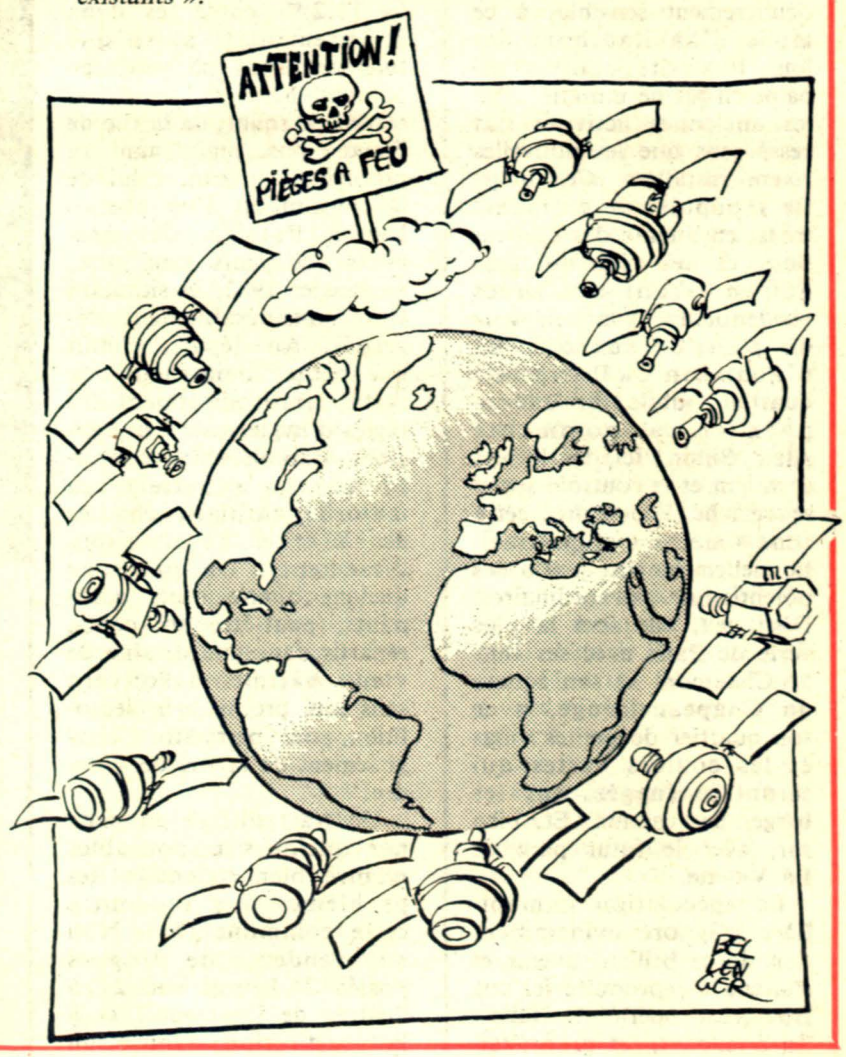
Ceux basés dans l'espace : la maîtrise de l'espace par les Etats-Unis permet facilement de le concevoir. Ce type d'A.b.m. du futur, s'il bénéficie largement des progrès dans le domaine spatial, reste néanmoins dépendant des progrès dans ces technologies nouvelles du type rayons lasers, faisceaux de particules ou micro-ondes.

Enfin, volet complémentaire de ces A.b.m. du futur : le problème de leur protection contre les armes antisatellites déployées par l'adversaire.

Pour toutes ces technologies, on est loin de la science-fiction : les programmes Talon Gold, Triad, Lode ou Lamp lancés par la Darga développent des techniques pour la mise au point de systèmes optiques destinés à focaliser les lasers, pour l'utilisation de lasers à iode ou à infrarouge, de faisceaux de neutrons, d'électrons, de canons à particules.

Le projet Talon Gold, par exemple, est un système de lasers basés dans l'espace qui permet par réflexion optique de détruire l'ogive d'un missile en vol, en quelques secondes, à 1 000 km de distance. Mis au point en liaison avec un consortium de trois grandes firmes, Lockheed, T.r.w. et Eastman Kodak, il a déjà fait l'objet de plusieurs séries d'essais. Certains de ces sytèmes pourraient être opérationnels avant l'an 2000 si les moyens adéquats sont mobilisés. Mais les obstacles techniques sont encore nombreux : problèmes d'installation dans l'espace, de miniaturisation, de sources d'énergie durables de puissance. Problèmes de coût aussi, puisqu'en l'état actuel des recherches on évalue le déploiement de tels systèmes à plusieurs centaines de milliards de dollars... Problèmes de délais enfin : s'il est possible de prévoir des programmes d'essais de certains systèmes pour la décennie 1990, il est encore tout à fait prématuré de donner une date précise pour le déploiement définitif de ces nouveaux A.b.m. Il n'est pas prévu d'accroissement substantiel des crédits pour ces armes de l'espace dans le budget américain de 1984. C'est donc seulement à partir de 1985 que l'on verra si les Etats-Unis sont décidés à faire des nouveaux A.b.m. un programme prioritaire. La plupart des experts estiment que, même si à cette date, une augmentation importante de ces crédits peut être décidée, un certain seuil ne peut être dépassé étant donné l'urgence d'autres programmes prioritaires et les contraintes du budget de défense.

Quoi qu'il en soit, et comme le faisait remarquer Wolfgang Panofsky, physicien et ancien conseiller de Carter, le problème réside dans le fait qu'une décision politique ne peut réduire les obstacles technologiques. Quand les présidents Roosevelt et Kennedy avaient lancé leurs programmes nucléaires et spatiaux, ce fut à la suite d'évaluations longues et approfondies indiquant que leurs objectifs pouvaient être atteints à condition d'y mettre le prix. Et Panofsky d'expliquer qu'à ce jour « aucune étude n'a conclu à la faisabilité d'un système de défense impénétrable, capable de protéger les Etats-Unis d'une attaque nucléaire par tous les moyens existants ».



SQUATTS : DANS LA SPIRALE DU GHETTO

Parallèle à la paupérisation, le squatt, phénomène récent et brutal, se développe uniquement dans les zones "oubliées". Souvent incontrôlable, sale et repaire de délinquants, il doit être expulsé... Quant au squatt "associatif" ses buts sont moins clairs

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

AU 173 de la rue de Flandre, un petit groupe de Noirs garde un portail à moitié ouvert. Des affiches, pour des concerts reggae, pour la défense des occupants de ces immeubles : derrière la façade décrépite, vivent au moins deux cents squatters. « Un véritable camp retranché », a dit Alain Billon, député socialiste du XIXe arrondissement. Depuis sa conférence de presse, les squatts de la rue de Flandre font parler d'eux. Parce que la volonté de les expulser devient évidente, le député ayant été le premier à demander le « retour à une situation normale ».

Ce cri d'alarme, Alain Billon a pris la responsabilité de le pousser en voyant le phénomène du squatt se répandre comme traînée de poudre dans l'arrondissement. « Dans un premier temps, je n'y ai pas vraiment porté attention. Mais le squatt est le symptôme d'un disfonctionnement urbain. Dans une ville où les phénomènes sont maîtrisés, il n'y a pas lieu de squatter. »

Cet ancien urbaniste analyse d'abord les raisons pour lesquelles les quartiers du Nord-Est parisien sont particulièrement sensibles à ce mode d'habitat hors des lois. Il s'agit de tissus urbains en pleine mutation, où les anciennes activités ont cessé sans que les nouvelles soient installées. Ces quartiers populaires et industriels, en attente des rénovations et des réhabilitations qui en feront des zones résidentielles, sont en voie de paupérisation. Et d'abandon. « Parler de quartier oublié est un euphémisme », commente Alain Billon. Ici, les locaux se vident et le contrôle social se relâche. Pourtant, cette zone « moche » et qui traditionnellement vote mal a des potentialités extraordinaires. D'ici peu, elle sera la plus verte de Paris avec ses Buttes-Chaumont et son square du Chapeau-Rouge, avec son quartier de petites villas et les coulées vertes qui seront aménagées sur les berges des canaux. Et, bien sûr, avec le futur parc de La Villette.

La spéculation immobilière n'ignore évidemment rien de ce brillant avenir et s'attend à reproduire ici une fructueuse opération Halles. En attendant, les propriétaires privés laissent pourrir un patrimoine qui, pour quelques années encore, ne vaut pas grand-chose. La Ville de Paris préempte au coup par coup, dans l'attente d'opérations d'envergure. L'office H.l.m, lui aussi, attend. En période de crise du logement, où le fichier des mal-logés dépasse 20 000 inscrits et où on compte près de 80 000 demandes de logements H.l.m. dans la capitale, tous ces locaux vides font figure de provocation.

Ajoutons à cela que le XIXe a une tradition de quartier d'accueil. Ici, les juifs d'Europe centrale, les pieds-noirs, les Maghrébins ont successivement trouvé refuge. Aujourd'hui, ce sont les Noirs. Si bien que le XIXe est le seul arrondissement parisien à avoir connu un boom démographique (+ 11,2 % entre les deux recensements), alors que tous les autres ont perdu en population.

Mais le squatt de la rue de Flandre pose maintenant un problème nouveau, celui de la constitution d'un ghetto. Depuis l'arrivée des premiers occupants sans titre, en janvier 1982, la situation s'est considérablement dégradée. Au départ, c'était une petite communauté de rastas qui respectaient les règles d'hygiène de leur religion. Mais ils ont été envahis par les squatters, en majorité antillais, chassés des XIVe et XVIIIe arrondissements. On parle de quelque quatre cents occupants, peut-être six cents, répartis dans une dizaine de vieux bâtiments souvent sans eau, promis à la démolition pour permettre l'élargissement de la rue de Flandre.

Un tract diffusé en mars par quelques responsables montre bien l'étendue des problèmes que rencontre cette communauté. « Non aux vendeurs de drogues postés 24 heures sur 24 à l'entrée de l'immeuble et à la prostitution. Oui à un squatt organisé pour le bien-être de tous... Ensemble, nous ferons d'ici un lieu d'habitat propre, régulier et respecté, un lieu pour un centre culturel nègre. »

Et, en effet, depuis un an, le squatt est devenu incontrôlable, sale, repaire de délinquants. « Ils ne s'emparent pas seulement de logements vides, explique Alain Billon, ils profitent de l'absence momentanée de locataires légitimes pour occuper des appartements. » Des locataires qui craignent des actes de violence de moins en moins exceptionnels. Les commerçants, eux aussi, se plaignent et voient leur chiffre baisser. Et les habitants du quartier réagissent par une tendance à l'autodéfense qui inquiète Alain Billon.

C'est pourquoi il estime que l'expulsion et la démolition sont extrêmement urgentes. Des mesures qui doivent s'accompagner du relogement de ceux qui le souhaitent — la mairie, après avoir refusé, s'en occupe — de la réinsertion des marginaux et d'actions en justice contre les délinquants. Une opération qui ne tardera plus, malgré la tentative des occupants de reprendre la situation en main.

Très ferme lorsqu'il parle de ces squatts, Alain Billon se montre plus « gêné » vis-à-vis de ceux qu'il qualifie d'« associatifs », pour lesquels le squatt, plus qu'une nécessité, est un terrain de lutte. Ils en refusent même l'étiquette, préférant s'appeler « occupants rénovateurs », en référence aux mouvements alternatifs de Berlin-Ouest qui participent maintenant à l'élaboration de projets urbains mis en œuvre par la ville.

Ils sont cinq groupes dans l'arrondissement. Des petites collectivités : au 38, rue de l'Ourcq, ils sont neuf. Etudiants, chômeurs, travailleurs, ils ont entre 22 et 32 ans et occupent depuis mars 1982 une maison abandonnée par son propriétaire depuis quatre ans. « Ils est venu constater notre présence deux mois après notre arrivée, mais il n'a pas discuté avec nous et n'a pas répondu à nos courriers, en particulier à notre demande de bail précaire », raconte Jean-François.

Une collectivité sérieuse qui, avertie des risques de pourrissement, s'est prémunie contre les parasitages divers, les dealers (revendeurs et pourvoyeurs de drogue) et les marginaux sac-à-dos : « Nous avons pris possession du lieu. C'est notre baraque. On l'aménage et on la défend. » Ils ont repeint, installé cuisine et salle de bains, guerroyé contre le propriétaire et le service des eaux pour finalement obtenir un compteur à leur nom. Ils tiennent à souligner qu'ils sont bien vus de leurs voisins — « le quincailler nous prête même des outils » — et que, s'ils ne payent pas de loyer, ils ont beaucoup de charges, tant pour la rénovation que pour accueillir des associations.

Le droit d'usage

L'ouverture sur le quartier est, en effet, une « raison sociale » pour ces squatters d'un genre nouveau dont l'ambition avouée n'est pas du tout de passer inaperçus. Raison pour laquelle, sans doute, ils reçoivent complaisamment les journalistes et décrivent leur action comme un « militantisme au quotidien ». Ainsi ont-ils participé à la campagne des municipales aux côtés des écologistes ou travaillent-ils avec le P.s.u. ou une association comme S.o.s.-emploi XIXe. Pourtant, ils ne se réclament d'aucune idéologie et leur souhait serait, après avoir fait fonctionner un café deux fois expulsé, d'ouvrir un lieu « culturel ».

Ils soutiennent aussi une importante activité procédurière. Pour répondre à la demande d'expulsion. « Nous sommes des occupants sans titre, mais avec des droits», explique Alain. Le droit d'usage, celui de possession, à ne pas confondre avec le droit de propriété, et le droit au logement.

En vertu de quoi, leur association engage actuellement une campagne en faveur de la réquisition. Un outil oublié qui permet à un maire ou un préfet de réquisitionner temporairement, en cas de crise du logement, un logement laissé vacant. Le bénéficiaire se doit d'occuper les lieux « paisiblement », de verser au propriétaire une indemnité d'occupation et de quitter les lieux sans faire d'histoire après une période qui ne peut pas excéder cinq ans. Et c'est sans doute sur ce point que le bât blesse. Car même de bonne foi lorsqu'ils demandent un bail temporaire, ces jeunes gens n'échappent pas à une contradiction : en voulant être pris au sérieux, en donnant toutes les apparences de locataires sérieux, comment ne pas faire craindre à la Ville, comme aux propriétaires, qu'ils soient publics ou privés, qu'ils désirent s'installer pour longtemps.

Pour cette raison, la mu-

Pascal Lebrun



Rue de Flandre



Rue de l'Ourcq.



"VOUS VOYEZ UN PEU SI UNE ROQUETTE TOMBAIT SUR LES FÛTS"

A Sissonne où sont désormais gardés les 41 fûts de dioxine on fait contre mauvaise fortune bon coeur



A.f.p.

PAR PIERRE-YVES POINDRON

AUTREFOIS, il y avait quarante-huit cafés. Aujourd'hui, il n'y en a plus que douze. Autrefois, entre les deux guerres et dans l'immédiat après-guerre, le camp, c'était quelque chose. Les gradés avaient leur maison dans le bourg. Aujourd'hui, il y a essentiellement les appelés. Le camp de Sissonne reste le second camp militaire, mais ce n'est pas tout à fait comme autrefois. Sissonne s'est endormi dans les brumes de l'Aisne.

Et puis voilà que quarante et un fûts jettent dans l'eau limpide de ce gros bourg quelques petits cailloux qui en rident la surface. Sissonne retrouve un peu d'animation. Grâce au camp justement. La guerre est loin, mais, aujourd'hui, le camp retrouve un peu de son prestige. Les quarante et un fûts de Seveso perdent de leur inocuité, sous la garde du 94e RI, comme si justement, comme autrefois, les militaires protégeaient le bourg.

Certes, « on se serait bien passé de ce cadeau ». Mais les fûts, on fait avec... « De toute façon, constate la serveuse de l'un des très rares bars ouverts en ce week-end de Pentecôte, satisfaits ou pas, ils sont dans le camp et on n'a plus rien à dire. » Et il est vrai aussi qu'on ne leur a pas demandé leur avis aux habitants de Sissonne. Les fûts sont arrivés de nuit sous escorte des gardes mobiles.

A Anguilcourt-le-Sart, on pousse un « ouf ». A Sissonne, on n'est guère plus ému que cela de la présence de cette dioxine dont on a tant parlé — trop pour qu'elle fasse encore peur. Les fûts vont, viennent, « ils seraient même repartis aussitôt ». « Ils vont, ils viennent avec une telle facilité qu'on s'étonne quand même qu'ils n'aient pas été réexpédiés en Italie. » Après tout, « ils ont franchi les frontières facilement à l'aller... pourquoi pas au retour » ?

« Mais est-ce aussi dangereux qu'on le dit ? » On finit par en douter. Depuis qu'on les a retrouvés, les fûts de dioxine se sont banalisés... sauf à Anguilcourt où on nourrissait à la fin quelques doutes sur les fûts de goudron du père Droy et où c'est le passé qui devient tout à coup insolite.

Mais à Sissonne, l'humour prend le pas sur l'indignation. Un client du café s'est confectionné dans une boîte de conserve son petit tonneau de dioxine et le pose sur le comptoir : « Est-ce qu'ils sont encore là seulement ? » s'interroge-t-il, mystérieux ; lui qui habite près du camp prend l'air de quelqu'un qui en sait long : « Il paraît qu'on en a ouvert un. » « Tant qu'ils ne les font pas crever !... » répond un autre client, son bordereau de P.m.u. à la main.

Peur ? Pas vraiment. Simplement, on espère à Sissonne que l'encombrante cargaison ne va pas stationner trop longtemps. On ne sait jamais. On rentrait facilement dans le camp. « Il suffit qu'un désaxé balance quelque chose. » Mais on n'arrive pas à se coller la frousse. « On est habitué avec les explosifs. » Cela rappelle une anecdote : la fois — en 1962 — où un « pelot » puis un second étaient tombés sur la blanchisserie à la suite d'une erreur de tir — « Ça peut toujours arriver. » « Vous voyez un peu si une roquette tombait sur les fûts ? Bah, il faut bien mourir de quelque chose. Il y a tant de gens qui sont condamnés et qui ne le savent pas. »

Et cette histoire de pelot fait rire tout le monde. « N'empêche que les parents des soldats ne doivent pas être très contents, dit une femme. Moi, si j'avais mon fils au camp je ne serait pas très rassurée. »

A Anguilcourt, les habitants ont été saisis de froid. A Sissonne, ils sont un peu blasés : « J'ai bien pensé qu'on finirait par en écoper ici, affirme une Sissonnaise. Quand j'ai su qu'ils étaient à Saint-Quentin, je me suis dit, c'est pour nous. Ce n'est pas la première fois que le camp reçoit des déchets. » Juste une petite pointe d'exaspération dans ces propos et encore... Il n'empêche qu'on préférerait voir la dioxine ailleurs. Mais qu'en faire ? « Y'a qu'à les enterrer... » « Les brûler ? Mais les fumées ! »

Les préoccupations écologiques ne soucient pas particulièrement les habitants qui se cantonnent à quelques réflexions de bon sens. « Est-ce que les fûts sont moins dangereux ici où il y a 3 500 personnes et 3 000 militaires que dans un village de 350 habitants », estime la serveuse du bar. Et quelqu'un renchérit : « On les a enlevés d'Anguilcourt parce qu'ils étaient près d'une école, mais le C.e.s. est à 300 mètres du camp. »

Face à quelque chose sur laquelle on n'a guère de pouvoir, autant manifester de l'humour. C'est ce que fait le charcutier qui a apposé sur sa devanture cette affiche : « La France et sa faiblesse des poubelles de corps étrangers : plus que jamais, mangez léger : une langue de bœuf à 29 F le kilo. » Allez, allez, l'affaire n'est pas si grave : « Les fûts sont mieux là sous bonne garde que dans un village », estime sa femme. Et lui d'ajouter : « Je ne suis pas chimiste. Si le l'étais, peut-être aurais-je peur ? » Autant manger une bonne langue de bœuf aujourd'hui que tout est rentré dans l'ordre.

Et c'est peut-être bien la leçon qu'on peut retirer de cette affaire qui a pris les allures d'un jeu de pistes : à force d'en faire un spectacle, elle a fini par devenir... banale. Les quarante et un fûts fantômes ont été retrouvés ; les gardes mobiles ont quitté le village ; les journalistes ont regagné leurs rédactions ; et l'on peut bien continuer à « produire » de la dioxine. Dans le fond, c'est infiniment moins dangereux quand on sait où elle est. Pour frissonner, il faut du suspense, toutes les dramatiques de télé sont fondées là-dessus. Et là on connaissait le coupable, mais pas la victime, avouez que c'est quand même plus excitant... ●

nicipalité et la préfecture ont pour l'instant refusé d'entériner le moindre squatt. Les autorités ont peur aussi du fameux effet de tache d'huile, si évident dans le XIXe. D'autres municipalités, comme Montpellier ou Ris-Orangis, ont choisi la voie de la négociation et de la reconnaissance. Mais la pression des mallogés et la dégradation du tissu urbain n'y atteignent pas le point dangereux qui permet à Alain Billon de définir le squatt comme un symptôme de « la pathologie des grandes cités modernes ».

« Je ne veux pas faire d'amalgame, mais je ne crois pas sain d'établir une société duale où un système de location régulier et un système hors des lois cohabiteraient. » Il parle aussi des « risques de dérapage » qu'occasionne le squatt, les risques de délinquance, visibles même dans le cas de l'association Giraud-Phare qui, rue Léon Giraud, essaie de faire vivre un centre culturel en face d'une cité H.l.m.

« Nous ne revendiquons pas du tout le squatt, nous avons au contraire des problèmes pour nous en démarquer », explique une de ses animatrices. Ils occupent, par « la force des choses », les locaux d'une ancienne usine qui doit faire place à un autre ensemble H.l.m. Il y a un mois, ils ont été attaqués par un groupe qui a saccagé les lieux, laissant une signature « Autonomie » un peu trop voyante pour ne pas éveiller de soupçons. D'autant plus que la police n'est pas intervenue, malgré plusieurs appels. Une discrétion symptomatique, au minimum, des problèmes réels que pose l'affaiblissement du contrôle social dans un quartier.

Bien qu'intéressé par l'activité de Giraud-Phare, en faveur de qui il est intervenu, Alain Billon reste opposé au squatt dans son principe. Il le juge facteur de déstabilisation, surtout dans un quartier qui a déjà beaucoup de problèmes. « Je ne suis pas contre les expériences, mais pourquoi ne pas les faire dans le XVIe ? »

Déstabilisation politique, lorsqu'on voit une population modeste développer des réflexes racistes qui ont joué contre la gauche aux municipales. Mais, surtout, déstabilisation sociale quand le développement de l'insalubrité et des tensions intercommunautaires pousse la population à fuir le quartier. Et favorise la spéculation foncière. Ce qui amène le député à espérer que les problèmes du quartier vont être pris en compte à l'occasion de l'implantation d'un grand équipement comme le parc de La Villette. « Je sais que le quartier doit changer, mais ce serait bête s'il perdait toute activité industrielle en même temps qu'une population populaire. »

Le squatt renforce le racisme ambiant

Reste que le squatt place ce socialiste dans une position inconfortable. Traité par la droite d'ami des squatts, il est poussé à s'en démarquer. Antiraciste, il encourt les critiques de ceux qui se souviennent d'affaires scandaleuses d'immigrés chassés d'un foyer par des bulldozers municipaux. « Il vaut mieux voir les choses en face, dit-il, et imposer l'image d'un pouvoir fort qui empêche le désordre de s'installer. Car l'absence complète de contrôle gave le racisme ambiant. Plus que jamais, il faut être ferme. C'est ce que les gens attendent. »

Evidemment, en période de crise du logement, il peut sembler paradoxal de raser des bâtiments qui, même vétustes, abritent du monde. L'unique solution est de construire des logements sociaux. En construire beaucoup. Et vite. Alors qu'en maints endroits, ce sont justement sur des terrains prévus à cet effet que des squatts ont pris place... Car ce phénomène assez récent et brutal qu'est le squatt — on estime à deux mille cinq cents le nombre de squatters dans la capitale — se développe uniquement dans les zones de grands chantiers : le XVe, l'îlot-Chalon près de la gare de Lyon, le XIXe et le XXe.

Encore les constructions ne résoudront-elles pas la totalité du problème. Certains offices H.l.m. reconnaissent en effet souffrir eux aussi de phénomènes de squatt plus ou moins larvés. Dans un dossier sur ce thème, la « Revue H » d'avril (éditée par l'Union nationale des H.l.m.) décrit le cas de familles qui, lorsqu'une autre déménage, investissent l'appartement le vendredi. La police ne peut intervenir que le lundi. Or, passé 48 heures, le commissaire de police n'est plus compétent, et il faut engager une procédure judiciaire, longue et aléatoire. Et la famille de squatters bénéficie au moins d'un relogement dans le parc de l'office. Mais qui paye le loyer qu'elle n'est pas capable de payer ?

Car ne pas payer son loyer pendant plusieurs mois n'est pas non plus une forme de squatt, qui elle aussi se développe. Au même rythme que la paupérisation, un phénomène que le logement social ne peut pas résoudre seul et qui ne saurait être laissé de côté pour comprendre le squatt. ●

TENNIS: FLAMME OLYMPIQUE CONTRE STAR SYSTEME

Pour tenter de protéger un sport qui risque de crouler sous les dollars, "les proxénètes relevant les compteurs" et les caprices des divas, Philippe Chatrier préconise l'olympisme. N'est-il déjà pas trop tard ?

PAR PHILIPPE CHAPPEZ

ILS sont venus, ils sont tous là de Mats Wilander à Jimmy Connors en passant par John McEnroe, Ivan Lendl, Guillermo Vilas et autre Yannick Noah. Même Björn Borg a effectué le déplacement... pour le compte de la chaîne de télévision américaine N.b.c. Seul en fait, parmi les ténors, manque à l'appel de ce Roland-Garros 83 de grande cuvée, le fragile américain Gene Mayer. Pour deux semaines le grand cirque du tennis a donc planté son chapiteau dans l'enceinte du stade Roland-Garros qui est bien parti pour enregistrer cette année encore quelque 240 000 entrées, un chiffre que Christian Duxin son directeur se refuse à dépasser pour des raisons de sécurité. Le temps, pas si éloigné, où les Internationaux de France devaient se contenter de 70 000 spectateurs est bien révolu. Le boom du tennis a éclaboussé Paris et la France. Avec Wimbledon et Flushing Meadow, Roland-Garros a désormais acquis ses lettres de noblesse sans la moindre équivoque possible, devenant l'un des piliers du circuit international.

Président de la Fédération française de tennis depuis 1972 et président de la Fédération internationale depuis 1973, Philippe Chatrier, un ancien journaliste, également passionné de rugby et d'aviron, a donc tout pour être un homme heureux. Pas si sûr cependant. Car le tennis moderne devenu open en 1968 charrie des monceaux de dollars, tout le monde le sait bien, ce qui rend plus vulnérable, la Fédération internationale, organisme officiel chargé de veiller sur l'éthique du sport qu'elle représente. En fait le rôle dévolu à toute fédération digne de ce nom. Or que valent l'éthique, la moralité face à l'appétit ou plutôt la boulimie des annonceurs, des managers, des organisateurs bien décidés à prendre leur part du gigantesque gâteau confectionné avec l'aide de plus de cent millions de pratiquants dans le monde ?

« Nous sommes victimes du succès, de notre excès de croissance », constate, fataliste, Philippe Chatrier, bien installé dans son vaste bureau du stade Roland-Garros, un bureau chargé de souvenirs photographiques, l'évocation d'une certaine nostalgie. Mais qui donc trouble le sommeil du président de la Fédération internationale ? Les organisateurs et les joueurs, entre autres. Au rayon de l'organisation, Lamar Hunt, un milliardaire texan de cinquante ans, dont l'entourage trempe dans le pétrole jusqu'au cou, se pose, en effet, en sérieux concurrent du Grand Prix. Le Grand Prix, un circuit cautionné par la Fédération internationale, et qui comprend quatre-vingt-dix tournois, liés entre eux par un système de points débouchant sur un classement. Les douze premiers joueurs de ce classement disputent chaque année au mois de janvier le Masters (Tournoi des maîtres) organisé au Madison Square Garden de New York.

Mordu de sport, basket-ball, football américain et européen, golf et tennis notamment, Lamar Hunt a investi depuis 1971 une petite partie de sa fortune dans le World Championship Tennis (W.c.t.), un circuit privé concurrent du Grand Prix, et qui regroupe une vingtaine de tournois. Plus richement doté que son homologue du Grand Prix, et bien organisé avec des épreuves crédibles, le W.c.t., attire beaucoup de joueurs de renom, l'Américain John McEnroe et le Tchécoslovaque Ivan Lendl par exemple, deux hommes qui y laissent pas mal de leur énergie. D'où parfois des contre-performances de leur part que le public ne comprend pas toujours. Débarrassé des « Intervilles », une compétition par équipes organisée aux Etats-Unis dans les années 75, mais qui a rapidement périclité, Philippe Chatrier n'est donc pas resté tranquille bien longtemps. Il a déjà qualifié Lamar Hunt de « proxénète qui relève les compteurs », mais le Texan, protégé par la loi anti-trust en vigueur aux Etats-Unis, n'entend pas renoncer à son « enfant ». Quitte à intenter un procès pour entrave à la libre entreprise.

C'est pourquoi devant une telle menace, Philippe Chatrier a décidé de jouer à fond la carte des jeux Olympiques, « un monument à préserver », selon son expression. Inscrit au programme des Jeux jusqu'en 1924, le tennis s'en est ensuite exclu lui-même, en raison d'un calendrier beaucoup trop encombré. Déjà. Désormais réintégré au programme olympique, il effectuera sa rentrée officielle en compétition à Séoul, en 1988. « J'ai choisi mon camp poursuit Philippe Chatrier, je veux jouer au maximum le jeu de l'olym-





Sygma

Yannick Noah : « C'est un garçon à la mentalité exemplaire et au jeu très spectaculaire comme l'aime le public. »



Philippe Chatrier.

pisme, car il faut préserver la crédibilité de notre sport et enrayer le développement des épreuves bidons. Tous les sports qui ont du succès sont en danger de mort s'ils ne savent pas protéger les compétitions historiques et crédibles. » En l'occurrence le Grand Prix, la Coupe Davis et les jeux Olympiques à nouveau, pour le tennis.

La tactique qu'entend suivre Philippe Chatrier est très claire : après les Jeux de Los Angeles en 1984 (où le tennis sera en démonstration), il proposera à l'Espagnol Juan Antonio Samaranch, président du comité international olympique (C.i.o), que soient admis à participer au tournoi des Jeux les meilleurs tennismen du monde, y compris les mieux payés, à la condition expresse qu'ils n'aient pris part, avant le rendez-vous olympique, qu'à des épreuves contrôlées par les organismes officiels. En d'autres termes, cela veut dire que les joueurs auront le choix, si la proposition Chatrier aboutit, entre un éventuel titre olympique et, par exemple, une participation aux tournois d'un Lamar Hunt de service, avec les retombées financières immédiates que cette dernière hypothèse suppose. Mais ce sera l'un ou l'autre, et pas les deux. Pour autant Philippe Chatrier et le C.i.o. seraient-ils suivis par les meilleurs joueurs ? Rien n'est moins sûr. Le président de la Fédération internationale sait parfaitement qu'il n'est pas au bout de ses peines, même s'il dit : « Le champion olympique devra être le meilleur joueur du monde. »

En fait le plus dur ne fait que commencer. D'autant que les joueurs en question, regroupés depuis 1972, dans une association de défense de leurs intérêts (A.t.p.) ruent de plus en plus dans les brancards. Car si l'A.t.p. fait partie du Conseil professionnel, un organisme également présidé par Philippe Chatrier, et qui regroupe à égalité de représentants, joueurs, Fédération internationale et organisateurs, les champions sûrs de leur force manifestent de plus en plus un désir d'indépendance.

Ancien vainqueur de Wimbledon, l'Américain Arthur Ashe, qui a dû arrêter définitivement sa carrière en raison d'ennuis cardiaques, vient d'ailleurs de lancer un cri d'alarme en demandant aux joueurs de rester unis, et de ne pas quitter le Conseil professionnel, comme ils ont l'intention de le faire. Mais en fait Ashe ne se fait guère d'illusions, témoin ce qu'il vient d'écrire dans « Tennis Weekly » l'hebdomadaire de l'A.t.p. : « Maintenant les priorités ont changé chez les joueurs. L'unité n'existe plus. L'argent règne en maître. Les joueurs veulent jouer quand ils le veulent. Quelques-uns désirent tous les privilèges et aucune responsabilité. Autrement dit les joueurs n'acceptent plus aucun règlement. » C'est sans équivoque. Estimant avoir fait et continuant à faire le succès du tennis international, les joueurs acceptent en effet de moins en moins les ordres, désireux qu'ils sont de jouer où ils veulent et quand ils veulent, sachant bien qu'ils trouveront toujours un organisateur généreux pour les accueillir, avec à l'appui quelques dessous de table éventuels. Que ce soit du reste dans le cadre officiel du Grand Prix, ou dans celui plutôt farfelu des exhibitions arrangées, et pourtant très prisées du public.

Cette arrogance grimpante des joueurs se retrouve d'ailleurs sur les courts, avec un certain John McEnroe comme maître d'œuvre. Aux pitreries bon enfant du Roumain Illie Nastase, lui, a carrément opté pour les agressions verbales, les gestes obscènes à destination des arbitres et du public, sans oublier de projeter sa raquette au sol, de temps à autre.

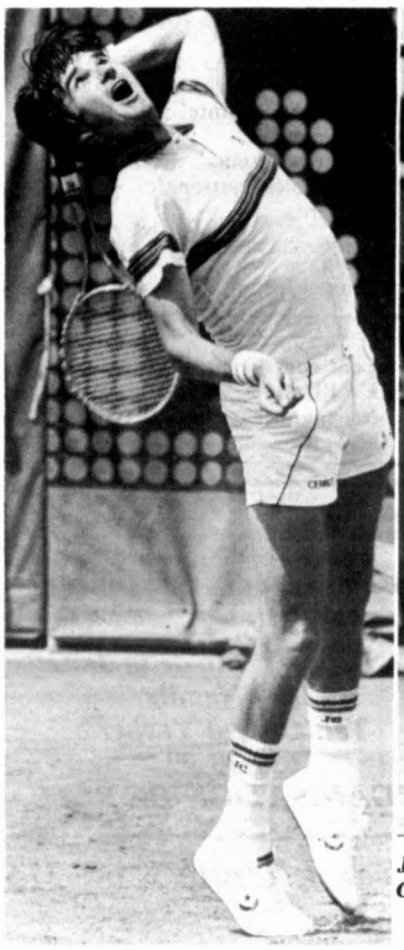
Dans le même genre le Tchécoslovaque Ivan Lendl, l'Argentin Jose-Luis Clerc qui a été disqualifié lors des récents Internationaux d'Italie pour avoir quitté une rencontre de doubles au mépris du public, voire l'Américain Jimmy Connors, ne laissent pas leur part aux chiens. Les tennismen sont certes astreints à respecter un code de conduite qui prévoit des amendes en cas d'incartades répétées sur les courts. Prises par les arbitres, ces sanctions sont entérinées ou levées par une équipe de cinq superviseurs, appelés aussi « super-flics ». Un coup d'épée dans l'eau le plus souvent, et qui le restera tant que les sanctions ne seront pas sérieusement aggravées. « Mais je crois, en fait, que les arbitres n'osent pas pénaliser les stars du circuit », dit Philippe Chatrier. Face à l'agressivité d'un McEnroe et d'un Lendl, qui ont fait une nouvelle et étonnante démonstration de leur savoir-faire le 1er mai dernier à Dallas, lors d'une finale W.c.t. marathon de plus de quatre heures, que peuvent donc bien faire les arbitres, pauvres anonymes du circuit ? Peu de chose, sinon se ridiculiser aux yeux du public s'ils insistent trop. Cette surenchère dans la mauvaise tenue inquiète beaucoup Philippe Chatrier qui explique, ainsi, le phénomène : « Ces garçons sont exposés en Mondiovision lors des trois grands tournois du Grand chelem (Wimbledon, Flushing Meadow et Roland-Garros). Je suis persuadé que la vedette argentine du football mondial Diego Maradona peut encore se promener tranquillement dans beaucoup d'endroits du globe. En revanche tout le monde reconnaîtra Borg ou McEnroe ou Connors. Si bien que les organisateurs ne peuvent plus se passer de leur participation. Tellement sollicités les joueurs en prennent donc à leur aise pour satisfaire leurs caprices. A côté de ce qui se passe à l'heure actuelle dans le tennis international, je vous assure que le star system d'Hollywood n'est rien en comparaison. »

Navré de voir les gamins des clubs français jeter leur raquette à terre comme ils ont vu McEnroe le faire à la télévision, Philippe Chatrier se console en pensant qu'avec Yannick Noah, la France n'est pas loin de posséder le champion idéal. « C'est un garçon à la mentalité exemplaire et au jeu très spectaculaire comme l'aime le public », dit-il avec un soupçon d'admiration dans le ton. Ah ! si Noah pouvait enfin gagner un tournoi majeur, celui de Roland-Garros de préférence, le président Chatrier ne serait pas loin d'oublier toutes les turpitudes auxquelles se livrent une grande famille de plus en plus écartelée.

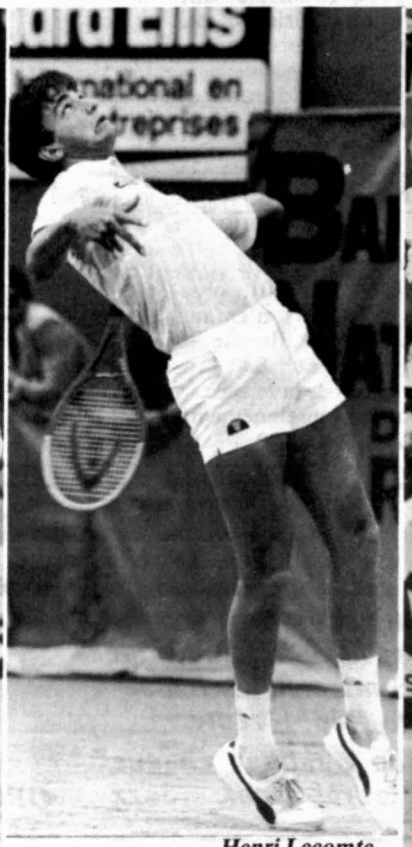
Faut-il vraiment accepter le star system ? interroge le président histoire de formuler une conclusion qui n'en est pas une. Peut-être pas, du moins dans sa forme actuelle, avec tous les excès qu'il engendre. Mais la vraie question est ailleurs : la Fédération internationale a-t-elle vraiment les moyens de lutter contre cette menace ? On peut en douter. Alors entre un sport condamné à l'indifférence générale, celle des médias et du public — il en existe beaucoup — et un autre nettement perverti par son succès et son exploitation commerciale, que faut-il préférer ? A vous de juger. ●



Ivan Lendl touchant un très gros chèque après avoir remporter un tournoi. Sygma



Jimmy Connors.



Henri Lecomte.



Mats Wilander.

GENTLEMAN BJÖRN



Sygma

UN seul être vous manque et rien n'est repeuplé. Ou si peu. Monsieur Borg, vous nous manquez. Ça veut dire quoi, Roland-Garros sans vous ? Ça veut dire quoi, le tennis sans vous ? C'était tellement bien, quand vous vous baladiez sur les courts. Tellement autre chose, quand vous faisiez joujou avec une petite balle jaune. C'était vous, tout bêtement. Un nommé Björn Borg qui, à force de classe et de génie, avait réussi à chambouler le petit monde de la raquette. Une star. Mais sans caprices et coups de gueule. Mais sans esbroufe ou forfanterie. Juste l'évidence. Vous avez tiré votre révérence. Tant mieux pour vous. C'est vrai qu'il arrive un jour où l'on préfère la cueillette des pâquerettes aux revers liftés. Seulement, avez-vous pensé une seconde à nous, monsieur Borg ? Qu'est-ce qu'on va faire maintenant, et qui va-t-on applaudir ? Le tennis, ces temps-ci, devient d'un monotone ! Avec vous, au moins, on vibrait, on tremblait, on délirait. Parce que votre art, c'était de nous faire rêver. Un passing sur la ligne, un. Un coup droit décroisé, et de deux. Et puis cet amorti de rêve qui laissait l'adversaire loin, si loin de la balle. Jeu, set et match en poche. Plus une poignée de main au valeureux challenger pas le moins du monde mortifié de sa défaite, puisque c'était vous, monsieur Borg, qui l'aviez sorti.

Vraiment, merci pour tout. Merci pour vos six Roland-Garros conquis haut la raquette, merci pour vos cinq Wimbledon arrachés à coups de tamis magique. Merci pour la beauté des gestes, merci pour la courtoisie. Et chapeau bas, monsieur Borg, devenu légende à vingt-six ans. Le tennis vous doit beaucoup. Parce que le tennis, c'était vous.

MARTINE DUCOUSSET

MESSAGES

MAGAZINE
TÉLÉVISÉ
PTT

chaque lundi 18 h 10

FR3

AU SOMMAIRE DES PROCHAINS MAGAZINES

LUNDI 6 JUIN
- les CCP à la veille des vacances
- la vidéotransmission

LUNDI 13 JUIN
- la réexpédition du courrier
- les ondes courtes

PTT
le contact

Bonnes vacances avec la Carte Jeune.



Cet été, si vous avez entre 12 et 25 ans, la SNCF vous offre avec la Carte Jeune, 50% de réduction en période bleue. Dépêchez-vous! La carte ne coûte que 110 f.* En vente dans les gares et agences de voyages.
*Prix au 1/4/83.

LE TRAIN, DU BON TEMPS A BON PRIX. SNCF

BANQUE HERVET

CREATION D'UN NOUVEAU FONDS COMMUN DE PLACEMENT

Pour aider les organismes bénéficiant du régime fiscal des associations sans but lucratif à gérer leur trésorerie, la **BANQUE HERVET** a créé **PLACEMENT ASSOCIATIF**, un Fonds Commun de Placement de court et moyen terme.

PLACEMENT ASSOCIATIF leur permettra de bénéficier des meilleurs taux de rémunération offerts par le marché des obligations françaises et d'une gestion de portefeuille adaptée aux caractères spécifiques de leur fiscalité.

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS :
M ..... Tél. : .....
Adresse : .....
Souhaite obtenir une information complémentaire sur « PLACEMENT ASSOCIATIF »
Fonds Communs de Placement créé par la BANQUE HERVET.
Coupon à retourner à l'adresse suivante :
BANQUE HERVET
M. Olivier DOIGNON
Direction Financière et de la Clientèle Privée
127, Avenue C. de Gaulle - 92 200 NEUILLY S/SEINE

petites annonces

OFFRES D'EMPLOI

Réf. 304. Mairie de Feyzin (Rhône), communauté urbaine de Lyon, 8 000 habitants, recrute d'urgence :

— Rédacteur ou rédacteur principal chargé d'encadrer le secrétariat administratif et le service du personnel. Expérience souhaitée.

— Rédacteur rattaché auprès du secrétaire général chargé de la documentation. Connaissances juridiques souhaitées.

Adresser lettre manuscrite et C.v. à Monsieur le Premier Adjoint, 69320 Feyzin.

Réf. 305. Etablissement public, région parisienne est, recherche d'urgence sa secrétaire de direction.

Envoyer candidature et C.v. au journal qui transmettra.

DIVERS

ODYSSEE
LEO LAGRANGE

Association loi 1901, organisatrice de séjours d'enfants et d'adolescents, dispose de places pour l'été 83 dans diverses régions de la France.

Pour tous renseignements, s'adresser à : 899.61.20.

LES ENTRETIENS DU JEUDI

De 19 h à 21 h,
Salle Marie-Thérèse-Eyquem
10, rue de Solférino,
75007 Paris

2 juin
Jean Auroux, secrétaire d'Etat à l'Energie, maire de Roanne.
Bertrand Delanoe, secrétaire national à la Presse et porte-parole, député de Paris.

9 juin
Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat à la Famille, la Population et les Travailleurs immigrés.
Jean Poperen, secrétaire national à la Coordination, chargé des élections, député du Rhône.

16 juin
Martine Buron, secrétaire nationale adjointe aux Luttes des femmes.
Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, député de l'Isère.

23 juin
Lionel Jospin.

Tout courrier doit être envoyé à « l'Unité », service des petites annonces, 12, cité Malesherbes.

GROUPE CdF
SOFIREM

AUGMENTATION DE LA PARTICIPATION DANS GRUSON S.A.

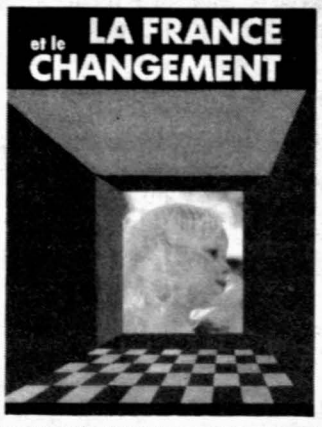
La Société financière pour favoriser l'industrialisation des régions minières -SOFIREM a porté de 200 000 F à 300 000 F sa participation au capital de GRUSON S.A. en souscrivant pour 100 000 F à l'augmentation de capital de cette société, qui passe de 700 000 F à 1 120 000 F.

La SOFIREM est actionnaire depuis octobre 1981 dans cette entreprise d'abattage de volailles, installée à Courrières (Pas-de-Calais).

La SOFIREM a, par ailleurs, accordé un nouveau prêt de 200 000 F, portant ainsi à 500 000 F le montant des prêts accordés.

Le nombre de personnes employées par cette société passera de 80 à 115.

club socialiste du livre



CULTURES, ECONOMIE, SOCIETE, la France et le changement.
Prix de vente 59 F.
Edité au Club socialiste du livre
10 rue Solférino
75007 PARIS

FICHIER D'ARTISTES

Pleins d'énergie, de talent et capables d'assurer le succès de vôs fêtes publiques ou privées comme ils ont assuré celui du Dépôt-Vente.

Audition publique chaque samedi après-diner. Jazz dansant : jeudi, rock années 50 : vendredi.

Le Dépôt-Vente de la Jatte
92200 Neuilly.
Tél. Gérard Vacher
637 33 99
ORGANISATION DE FÊTE

Au risque de vous déplaire

PAR FABIAN GASTELLIER

VENDREDI 27 MAI

T.f.1 La nuit du cirque, émission de Maritie et Gilbert Carpentier, 20 h 35.

On fête cette année le bicentenaire du cirque. Les stars du cirque à l'ancienne, les Grüss, seront présents.

A.2 Apostrophes, de Bernard Pivot : « les Intellectuels devant l'histoire du communisme », 21 h 30.

On n'en finira jamais avec les angoisses des intellos devant le mur mystérieux du stalinisme. Les engagements, les exclusions, les ruptures, les mea culpa autour du P.c. sont l'un des refrains les plus en vogue à l'heure actuelle. Ce soir, Jean Jérôme, l'un des dirigeants du P.c.f., Simon Leys, Maria-Antonietta Macciochi et Jeannine Verdès-Ledoux témoigneront sur cette mythologique fascination. Regrettons l'absence de Philippe Robrieux, de Jean Ellenstein et de Claude Roy...

Ciné-club. Cycle Années 70 : « le Lit de la vierge » de Philippe Garrel, 22 h 55.

Le cinéma de Philippe Garrel, des longs plans-séquences truffés de silence, peut fasciner ou irriter. Le climat de révolte post soixante-huitarde trouvait, ici, un écho à travers une recherche poétique qui frôlait l'incommunicabilité. Garrel est un cinéaste à part, qui n'a d'ailleurs eu sa place nulle part, mais on ne peut pas ignorer ses travaux.

F.r.3 Vendredi : « Grand public » en direct de Pont-à-Mousson, émisson préparée par Jean-Charles Eleb, reportages de Jean-Marie Perthuis, 20 h 35.

Deux heures d'informations et de variétés ! On a enfin compris que cela pouvait aller ensemble et que ce n'était pas parce que l'on diffusait une interview de Jacques Delors qu'il fallait s'interdire d'écouter Daniel Balavoine. En plus, un beau dossier brûlant sur l'extrême droite et une interview exclusive de Robert Bresson, la star la plus secrète du septième art qui cause quand elle le veut bien pour dire ce qui lui plaît...

SAMEDI 28 MAI

T.f.1 Etoiles et toiles, de Frédéric Mitterrand : « Erotisme, cinéma, histoire », 22 h 55.

Des provocations surréalistes de Bunuel en 1928 à l'homosexualité filmée par Fassbinder ou Chéreau en passant par le mythe de la femme-enfant et celui de la femme fatale, une exploration intelligente de l'érotisme au cinéma : ses sources, son chemin, son but, son avenir. Avec des extraits, entre autres, de « la Maman et la putain » de Jean Eustache ; « l'Empire des sens » de Nagisa Oshima ; « Et Dieu créa la femme » de Roger Vadim et « l'Ange bleu » de Joseph von Sternberg.

A.2 « L'Hôpital de Leningrad », d'après Victor Serge, téléfilm de Sarah Maldoror, 22 h 5.

Léningrad, 1932. La répression s'abat sur tous ceux qui ne sont pas « conformes ». Certains de ces dangereux déviationnistes (une alcoolo qui développe une psychose de la forêt, un fou de lecture et Victor Serge lui-même, un écrivain) finissent dans un hôpital psychiatrique. A partir de là... Adapté du roman de Victor Serge : « le Tropique et le Nord », ce téléfilm réalisé par une grande dame de la télévision est un hymne à la liberté, aux droits de l'homme, à la recherche de la vérité. Avec une distribution superbe (Roger Blin, Rudiger Vogler, Victor Garrivier et Anne Wiazemski), ce voyage au bout de la nuit est un grand moment de télé. A vos postes !

F.r.3 Les dossiers noirs, émission de Jean-Michel Charlier : Al Capone, tsar du crime, 20 h 35.

Grandeur et splendeur d'un petit tueur napolitain devenu l'empereur du crime dans les Etats-Unis de la prohibition. En bref, l'homme qui devait régner sur la mairie, la justice, la presse et la police de Chicago tout en s'adonnant au trafic d'un liquide qui avait la couleur de l'alcool, le goût de l'alcool et qui était bien de l'alcool.

Nature Bassari, réalisation d'Antoine Morat, 21 h 40.

Filmée à la façon de Jean Rouch, une approche de la vie quotidienne d'une famille Bassari au Sénégal oriental...

DIMANCHE 29 MAI

T.f.1 « Les Quatre Fils de Katie Elder », d'Henri Hataway, 20 h 35.

Western classique sur fond de famille spoliée. Avec John Wayne, cela va de soi...

F.r.3 Boîte aux lettres, de Jérôme Garcin, 20 h 35.

Avec François Nourissier et un portrait de Nathalie Sarraute à l'occasion de la parution d'« Enfance » chez Gallimard.



« Bronco Apache » avec Burt Lancaster.



Galina Vichnevskaïa.

L'émission de la semaine : opéra « Eugène Onéguine » de Piotr Ilitch Tchaïkovski. A.2, lundi 30 mai, 20 h 35.

Ce brave Tchaïkovski n'a pas toujours fait dans la légèreté. Son premier concerto pour piano et orchestre, par exemple, vous scie les oreilles en moins de deux. Mais force est de constater qu'avec l'opéra l'homme s'est racheté une conduite musicale. « La Dame de pique » est une belle œuvre et « Eugène Onéguine », un sommet de sensibilité. Certes, l'obsession du rythme ternaire qui vous donne l'impression d'avoir mis le pied dans une valse sans jamais pouvoir en ressortir est quelque peu lancinant, mais il y a là un lyrisme réel, un sens de l'écriture vocale non dénué d'intérêt.

La catastrophique production que l'on voit ce soir est signée par Gian-Carlo Menotti, que l'on a connu mieux inspiré. Mais qu'importe le flacon pourvu qu'on ait l'ivresse. Et l'ivresse, c'est la Tatiana de Galina Vichnevskaïa qui faisait, avec cette prestation, ses adieux à la scène. La voix est fatiguée mais trente ans de carrière sont passés par là. Et puis la comédienne est bouleversante. A ses côtés, pour cette histoire d'amour impossible dans la grande lignée de la désespérance slave, Benjamin Luxon (Onéguine), Ortrun Wenkel (Olga) et, surtout, Jocelyne Taillon (la nounou) et Neil Shicoff (déchirant Lenski) forment un quatuor des plus satisfaisants.

Cinéma de minuit : cycle Ava Gardner : « les Neiges du Kilimandjaro » d'Henry King.

Ava Gardner en femme inoubliable, anéantie par une bombe lors de la guerre d'Espagne. Gregory Peck a du mal à s'en remettre...

LUNDI 30 MAI

T.f.1 L'avenir du futur : « Panique dans la rue » d'Elia Kazan, 20 h 35.

C'est pas d'chance : des gangsters ont liquidé un pauvre type porteur de la peste bubonique. Depuis, les petits germes cavalent en liberté et risquent bien de contaminer la moitié des Etats-Unis. Comme quoi il faut toujours se renseigner sur l'état de santé des gens qu'on approche, même si c'est pour s'en débarrasser...



Romy Schneider et Max Von Sydow dans « la Mort en direct ».

A.2 Opéra : « Eugène Onéguine » (voir encadré).

F.r.3 « L'Année des Français », deuxième épisode : « les Français arrivent », 20 h 35.

Etape numéro deux du clash franco-anglais qui secoua le gouvernement du Directoire.

MARDI 31 MAI

A.2 « La Mort en direct », de Bertrand Tavernier, 20 h 40.

Une cinglante réflexion sur le journalisme et le voyeurisme. Superbe interprétation de Romy Schneider dont c'est bien l'un des films les plus marquants...

Portraits : Romy Schneider, les choses de sa vie, de Danièle Heymann et Jacques Meny, 22 h 50.

Voici un an — déjà ! — qu'elle est morte. Mais la voilà ressuscitée le temps d'un hommage où se mêlent interviews et extraits de films. Le meilleur et le pire : un portrait de Romy par France Roche (ça craint) et les confidences de Michel Piccoli (ça réchauffe).

F.r.3 La dernière séance, d'Eddy Mitchell : « Bronco Apache » de Robert Aldrich et « l'Homme du Kentucky » de Burt Lancaster, 20 h 35.

Deux westerns pour une soirée Burt Lancaster. Ok, man !

MERCREDI 1er JUIN

T.f.1 Le cœur du débat, émission proposée par Igor Barrère, Noël Copin et Daniel Grandclément, 20 h 35.

A.2 « Une mort trop naturelle », téléfilm de Richard Levinson et William Link, 20 h 35. (au cas où A.2 ne diffuserait pas la retransmission du championnat d'Europe de basket).

Une femme qui s'ennuie dans son mariage a trouvé le moyen de faire claquer son époux en lui provocant un tel choc que la crise cardiaque sera inévitable. Bien sympathique.

F.r.3 « La Mémoire de la porte de bois », film-document d'Alain Glasberg, 21 h 55.

L'histoire des chantiers navals de Port-de-Bouc qui ont démarré en 1899 et fermé leurs portes en 1960.

JEUDI 2 JUIN

T.F.1 « Bon anniversaire Juliette », téléfilm de Marcel Bozzuffi, 20 h 35.

De l'incommunicabilité au sein de la famille. Un sujet rabâché, mais Françoise Fabian, Marcel Bozzuffi et la talentueuse petite Sophie Renoir parviendront peut-être à le ranimer...

F.r.3 Cinéma 16 : « Microbidon », téléfilm d'André Halimi, 20 h 35.

Un naïf devenu chômeur s'essaye à un concours des plus mauvais chanteurs de France afin, qui sait, de récupérer un contrat. A la stupéfaction général, il est vite propulsé vedette de variétés.

La vie en face : écolos-métallos, même combat ? 22 h 25.

La première émission de ce nouveau magazine de Pesnot et Alfonsi consacrée à la prison nous avait salutairement secoués. Bon vent à la deuxième.

YILMAZ GUNEY TRAQUE L'HORREUR, IMPLACABLEMENT

Situation intolérable : on voudrait tant que les enfants prisonniers du "Mur", humiliés, battus, brimés appartiennent à des temps révolus, alors qu'ils sont là à portée de main en Turquie, baignée par la même mer que celle qui lèche les orteils des festivaliers de la Croisette

PAR FABIAN GASTELLIER

C'EST sa gueule qu'on n'oubliera pas. Avec son bonnet de laine et sa blouse grise qui n'a plus qu'une seule manche. Avec son regard paumé d'enfant paumé. Seul entre tous ; seul plus que tous, le petit Saban. Dans la peur des coups et la peur des autres. Battu, rejeté, isolé. Plus rien d'autre à espérer que la mort et, puisqu'ils tirent si facilement sur des enfants, ici, pourquoi ne pas s'en aller mourir... Histoire d'avoir mal une dernière fois. Oui, c'est son visage qui demeure sur l'écran, bien longtemps après la projection ; bien au-delà des tessons de bouteilles qui gardent le « Mur ». Un môme parmi les autres ; un être — une individualité — qui s'est fondu dans la grande masse anonyme des gosses du « dortoir 4 ».

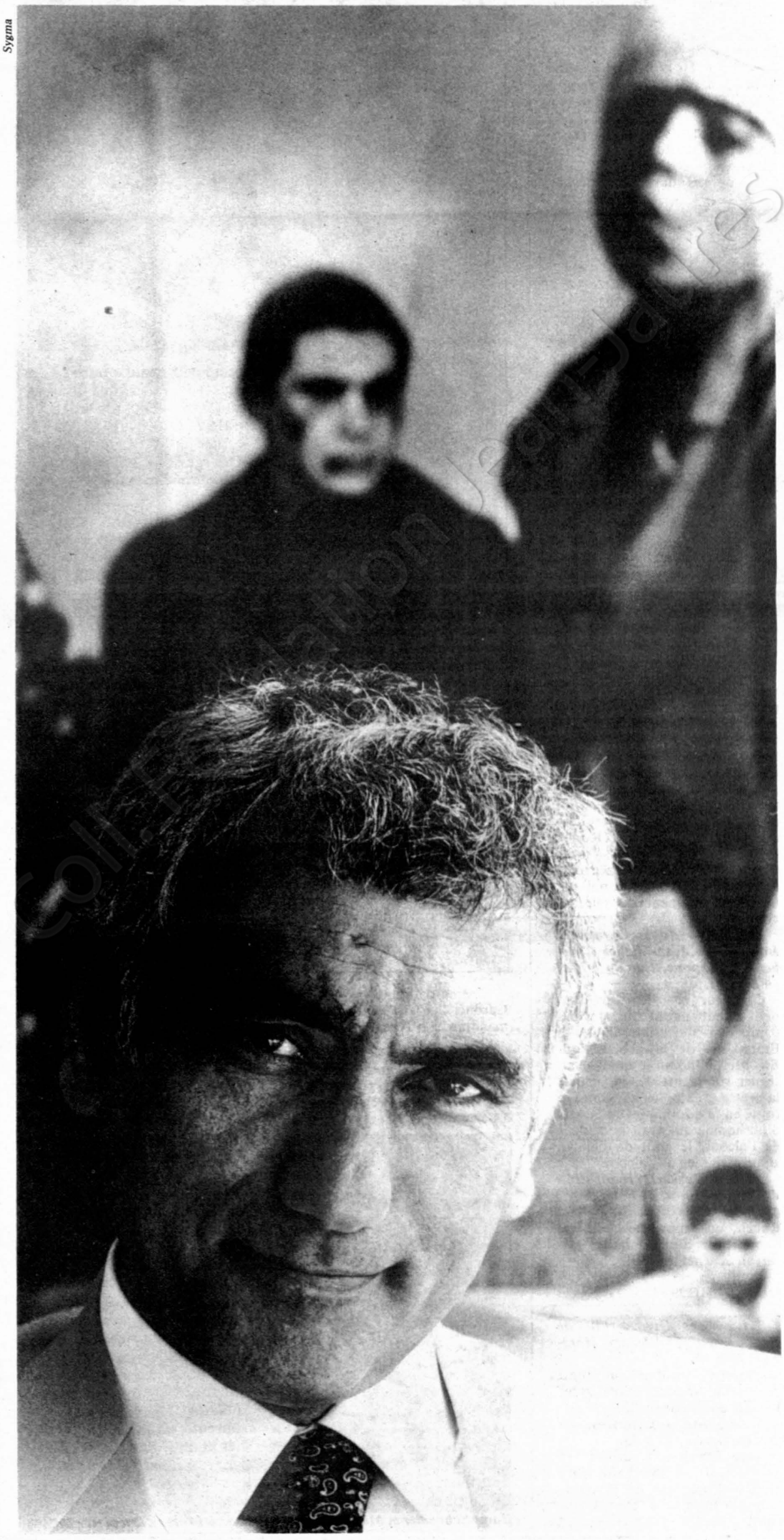
Yilmaz Güney, un an après, « Yol », la Palme d'or, c'est hier. Entretemps, le cinéaste a été déchu de sa nationalité. Aujourd'hui, voici « le Mur », un film choc qui ne raconte aucune histoire, mais nous introduit, l'espace d'une vaine révolte, au cœur d'une des prisons d'Ankara. On est loin de la poésie paysanne du « Troupeau » (sans doute le meilleur film de Güney, passé totalement inaperçu en France) ; loin aussi du lyrisme de « Yol », et, pourtant, rien ici ne ressemble à ce déprimant « cinéma-vérité » qui a vu le jour dans les années soixante-dix. Parce que Güney, même s'il réalise avec « le Mur » un film profondément politique, n'a rien oublié de son talent de cinéaste qui éclate sur l'écran avant tout message, tout discours.

L'image du « Mur » est constamment survoltée ; la caméra balaye sans répit l'espace clos de la prison ; les personnages ne tiennent pas en place, bousculés par les coups ou par cette espèce de fuite en avant permanente qui est leur seule arme de survie. C'est une foule de visages que Güney nous propose et, pourtant, on apprend très vite à connaître puis à reconnaître chacun de ces enfants, de ces gardiens ; chacune de ces femmes. Et c'était là une gageure peu facile à tenir : ne pas filmer un ensemble de prisonniers à l'unisson dans l'horreur, mais parvenir à définir les traits spécifiques de tous les condamnés. « Le Mur », d'une certaine façon, nous raconte l'effort d'une dictature pour briser les êtres humains et les forcer à n'être plus que du bétail, mais la caméra de Güney lutte contre cette tentative d'écrasement généralisé en ciselant, en privilégiant la personnalité propre de chacun des détenus. Un sacré tour de force. Mais Güney avait besoin de réussir cela : que les mômes du « dortoir 4 » ne nous soient jamais étrangers — tous confondus en une masse douloureuse — et qu'en même temps le sujet du film les dépasse ; qu'il ne s'agisse pas seulement d'eux, de leur cas particulier, mais de la répression aveugle en général.

C'est en ce sens que Yilmaz Güney refuse que l'on considère « le Mur » comme un témoignage ou un documentaire : « Certes, reconnaît-il, ces aspects-là existent bel et bien dans mon film qui est tout sauf un pur produit de l'imagination, mais il n'y a pas que cela. D'accord, je suis parti de mon expérience personnelle, de mes propres constatations et de ce qu'on m'a raconté directement, mais cette prison, ce sont les enfants qui la regardent. C'est à travers eux que l'on appréhende la réalité carcérale turque. Ainsi donc il ne peut s'agir d'un "documentaire", car je n'aborde pas tous les problèmes mais une partie seulement ; quant au "témoignage", il est indirect... »

De quoi être explosif

Son expérience... C'est vrai, Güney sait de quoi il parle : après douze années passées dans les prisons turques, entre 1961 et 1981, il a emmagasiné en mémoire de quoi être explosif. Pourtant, il n'a pas choisi la voie de l'implacable réquisitoire : « Tout simplement parce que si j'avais raconté la réalité par le menu, elle aurait tellement dépassé l'entendement que je n'aurais pas été crédible... » C'est peut-être aussi, d'une certaine façon, ce qui l'a poussé à ne pas parler de son chemin personnel — le destin des prisonniers politiques — mais à choisir les enfants comme centre d'intérêt : « Ne parler que du sort réservé aux "politiques" aurait été une approche partielle voire partiale de la Turquie d'aujourd'hui, précise-t-il. Et puis on aurait pu croire à une œuvre de pure propagande person-


Sygma

nelle... J'ai préféré avoir une vue d'ensemble incluant les hommes et les femmes de "droit commun", les politiques et les enfants. En plus, je crois profondément que c'est au sort réservé aux enfants que l'on peut le mieux comprendre le fonctionnement d'une société... »

Des mômes par centaines, donc. Des Turcs (fils de l'immigration politique ou de l'exil économique), des Sud-Américains, des Nord-Africains, des Français (« qui ont tellement réussi à s'intégrer à la fois par leur tenue vestimentaire et par leur attitude qu'il est pratiquement impossible au spectateur de les reconnaître sur l'écran ») — tous amateurs. Des gosses qui ont pris en main le destin d'autres gosses, de ceux qui continuent de souffrir sous la botte du général Evren. Sans espoir de s'en sortir un jour. Avec, seulement, l'envie de souffrir un peu moins, de changer de prison pour, peut-être, apercevoir la mer entre les barreaux... « Les enfants dans les prisons ne sont pas naïfs, précise encore Yilmaz Güney. Dans la mesure où ils sont

Gamma





Gamma

Yilmaz Güney dirigeant « le Mur ».

tous condamnés, ils ne s'accordent pas la folie de penser à la liberté. Ils ont une approche très réaliste de leur condition et n'aspirent qu'à ce qui est dans le domaine du possible, vu leur situation. » Une horrible façon de s'adapter ? Yilmaz Güney hoche la tête : « Effectivement, poursuit-il, qu'il s'agisse d'enfants ou d'adultes, les prisonniers s'adaptent tous d'une certaine façon au système carcéral. C'est, d'ailleurs, la seule condition de survie... Mais cette adaptation relative se double toujours d'un très fort sentiment de résistance pour changer, casser l'ordre des choses ; pour sortir de l'enfer. Quitte à simplement passer dans un enfer moins dur. » Pour un seul jour de liberté — le transfert d'une geôle à l'autre — les enfants du « Mur » sont prêts à endurer les pires sévices... Afin de passer quelques heures de l'autre côté des barbelés.

Situation intolérable : on voudrait tant que les coups, les brimades, les humiliations appartiennent à des temps révolus, alors que c'est là, tout près, à portée de la main, à quelques milliers de kilomètres du Festival de Cannes où le public chic a reçu le film sous des tonnerres d'applaudissements — on n'est quand même pas des monstres — mais sans arriver à dissimuler un léger pincement des lèvres : c'était quand même lourd à digérer entre le caviar et le champagne des fêtes nocturnes. Déplacé. D'un goût douteux... D'où la double attitude de rejet adoptée par une partie de la presse et du public : d'un côté la lassitude (« on a déjà donné »... « c'est le festival des droits de l'homme », ... bruits entendus à Cannes !) et, de l'autre, les attaques directement portées contre Güney et ses méthodes de travail lors du tournage du « Mur » (1). Face à la première vague, celle qui est à l'origine de ce détestable système de « modes » en politique (un temps pour l'U.r.s.s., un temps pour les Boat people, un temps pour la Turquie... On efface, au suivant, on oublie), Yilmaz Güney se montre compréhensif, patient : « Je connais le danger d'être pris pour une mode, explique-t-il. J'en suis conscient, mais que l'on n'attende pas de moi que je me coule dans le moule européen en oubliant mon combat. Peut-être finira-t-on par me trouver lassant, mais je continuerai toujours dans le chemin que je me suis tracé. »

La vie dure à tout le monde

Le second flot de protestations lui a fait plus mal. Pourtant, il récuse les attaques et ne veut même pas y répondre. Se défendre ? Il n'est pas coupable... Se justifier ? Les critiques n'ont pas d'objet... D'un grand geste de la main, Yilmaz Güney balaye le vent de la calomnie qui a voulu le transformer en bourreau, en sadique sous prétexte qu'il avait mené la vie dure à tout son monde — y compris lui-même — sur le plateau du tournage, où il a dû recréer l'atmosphère d'angoisse de la prison. N'a-t-on pas carrément crié au scandale ? On n'allait pas si loin, jadis, lorsque Henri-Georges Clouzot flanquait de redoutables gifles à Brigitte Bardot pour qu'elle parvienne à pleurer de façon convaincante dans « la Vérité »... Le regard de Güney se fait dur : « Les réactions viennent en grande partie des milieux conservateurs, constate-t-il. Je crois qu'elles sont avant tout d'ordre politique... Ceux qui visent ma façon de travailler visent, en fait, mes opinions politiques. Eh oui, j'aurais pu abdiquer mes idées, une fois arrivé en Europe, et ne pas prendre les Occidentaux — ou, du moins, une partie des Occidentaux — à rebrousse-poil ! Mais j'essaye de devenir un marxiste et je n'ai pas l'intention de m'en cacher. Si j'avais dû abandonner mes choix, alors pourquoi aurais-je tant lutté en Turquie et supporté tant de difficultés ? Pourquoi, même, aurais-je fini par quitter mon pays ? Non... Et peu m'importe qu'on cherche à me salir... Les attaques européennes, nées dans des pays qui sont de vraies démocraties, ressemblent trait pour trait aux attaques que j'ai connues en Turquie... Etrange, vous ne trouvez pas ? Alors, moi, je les renvoie dos à dos... »

Pour Güney, ce qui compte, c'est le résultat : la sincérité du jeu des enfants, l'absence de manichéisme (« J'ai montré un maton sympathique parce que la vie, même sous les dictatures militaires, est un tissu de contradictions. Les gendarmes qui tabassent les gosses sont aussi ceux qui jouent au football avec eux ; les soldats de la garnison qui courent, monotones, l'arme à la main, chantent aussi de jolies chansons populaires bien gentillettes... »), la volonté de rendre à l'être humain tout sa dignité. Et là, il sait que « le Mur » a atteint sa mission : « Le but de ce film, dit-il, c'était de sensibiliser, de montrer aux gens toutes les douleurs qui sont celles de mon peuple. Et il suffit — il suffirait — que l'opinion occidentale puisse seulement se poser cette question de la réalité du régime turc pour que je considère qu'un pas a été franchi dans la solidarité, la participation à notre résistance... » Une goutte d'eau dans l'océan ? « Vous savez, poursuit-il, la manifestation d'une seule personne est une chose extrêmement importante, car le conservatisme, l'immobilisme ne sont rien d'autre que la somme de conservatismes individuels. Si, face à ceux qui restent insensibles aux milliers d'enfants torturés et de gens tués, une seule personne se lève, c'est déjà énorme. Car il arrivera bien un jour où les protestations isolées se regrouperont, s'additionneront... »

Yilmaz Güney n'en a pas fini avec la colère. Dire la vérité telle qu'il la ressent, telle qu'il la vit ; faire éclater tous les points de vérité qui sont aussi divers que les hommes sont différents, voilà son obsession : « Ce qui ne signifie pas que je continuerai de parler de la Turquie, précise-t-il, car les mêmes maux existent dans d'autres pays, sont subis par d'autres peuples. Et c'est aussi une façon de contribuer à la lutte qui est menée par mon pays que de dénoncer ce qui se passe ailleurs... » Traquer l'horreur... Implacablement. Inlassablement. Encore et toujours. Comme le chantait Nazim Hikmet : « Les nuits pousseront le verrou sur la porte / les années tisseront leur toile sur la fenêtre / et moi je chanterai comme un chant de combat mon chant de prison. » ●

(1) Le tournage a fait l'objet d'un remarquable court métrage « Autour du mur », de Patrick Blossier. Sortie prochaine.

l'informatique
au service
de la communication



courrier

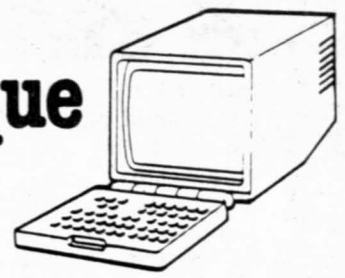
argent





téléphone

télématique



PTT
le contact

transexel

est un groupement de Sociétés de Service, à la disposition des collectivités pour :

.la création

.la gestion

.l'organisation

.le développement de leurs réseaux de transport de voyageurs.

156, rue de l'Université
75007 PARIS - Tél: 550.32.04

LES SOCIÉTÉS DU GROUPE GENEST

URBAINE DE TRAVAUX
Travaux publics, bâtiment.

S.E.F.I.
Sondages, étanchements, forages, injections.

ENTREPRISE COUTANT S.A.
Travaux publics, terrassements généraux.

SITRABA
Charpente, serrurerie, chaudronnerie, tôlerie, mécanique.

SATELEC
Électricité H.T. - B.T., Télécom.
2 à 24, Route Nationale - **91170 VIRY-CHATILLON**
Tél. 996.96.96 - Télex SITRABA VIRY C 600.409

Ets DARRAS et JOUANIN
Travaux publics et particuliers, travaux en béton armé.
4, rue Nicéphore-Niepce - **91420 MORANGIS - Tél. 909.31.35**

ENTREPRISE SAVOURE
Entreprise générale de bâtiment - Travaux publics.
9, avenue Jean-Jaurès - **78350 JOUY-EN-JOSAS - Tél. 956.46.45**

MONTCOCOL
Travaux publics et particuliers - Voies ferrées.
Z.I. de Beauchamp - 267, Chaussée Jules-César - **95520 BEAUCHAMP**
Tél. 995.92.35 -Télex 697.325 F

SPECIAL MUSIQUES

La vie d'artiste

PAR JEAN DURIAU

JAZZ

Joe Pass, ce virtuose

Commençons par dire que Joe Pass est un virtuose, c'est facile et ça coûte pas cher. La compilation des meilleures prises non utilisées pour le premier disque en 1973 et qui sort aujourd'hui le confirmera. Joe Pass est un des seuls, si ce n'est le seul musicien de jazz, à jouer presque uniquement en solo, même si, histoire de changer, il s'associe de temps en temps à d'autres comme Oscar Peterson. Pour moi qui le connaissais assez mal, cet album est une révélation. Et pour ceux qui aiment la guitare — de surcroît, chose assez rare en jazz, elle est ici acoustique — et à qui, j'en suis sûr, il est inutile de présenter Joe Pass, j'ai une mauvaise nouvelle pour leur portefeuille : encore un disque à se procurer.

• ***Joe Pass, « Virtuoso n° 4 » (Pablo).***

Le « classique » Lou Lévy

Alors là, je dois l'avouer, je ne connaissais pas. Ou plutôt, comme d'autres artistes de ce genre, je l'avais maintes fois entendu sans le savoir. Eh oui ! il est « accompagnateur ». C'est-à-dire qu'il a joué avec beaucoup de monde. Quand je vous aurai dit qu'il accompagna Ella Fitzgerald, Peggy Lee, etc., et qu'il se retrouva dans le quartet de Stan Getz en 1981, vous comprendrez qu'il mérite plutôt d'être appelé, sacré devrais-je dire, « spécialiste de l'accompagnement ». Mais sur ce disque, c'est lui le chef. Il joue avec deux autres copains, Stan Levey à la batterie et Max Benett à la contrebasse. Deux autres types qui ont bien roulé leur bosse eux aussi. Et vraiment, ça fait plaisir de les entendre. Superbe maîtrise des instruments, élégance, émotion, éclat, sobriété. Tout marche comme sur des roulettes. Même les prouesses digitales de Lou Levy sur son piano et ses exploits avec son contrebassiste semblent évidents. Evidemment, ce n'est pas une nouveauté. C'est du jazz « classique ». Et alors ! D'abord, rien n'est « classique » en jazz, du moins pas dans le sens où vous l'utilisez. Et puis même ?! On s'en fout, c'est beau !

• ***Lou Levy, « A Most Musical, Fella » (Jazz Line, R.c.a.).***

Avis aux amateurs

Les orchestres de jazz non professionnels ont leur festival-concours : celui d'Epinay, le 4 juin, dans un parc en bord de Seine. Tous frais de déplacement payés. Renseignements au centre culturel d'Epinay-sur-Seine, tél. 821.41.07.

Quand Legrand jazze

De temps en temps, Michel Legrand passe à New York. De temps en temps, Michel Legrand fait du jazz. Et quand il fait du jazz à New York, ça donne « After the Rain », encore un superbe « classique ». Faut dire qu'il est sacrément bien accompagné : Ron Carter à la contrebasse, Grady Tate à la batterie, Zoot Sims et Phil Woods aux saxophones, entre autres. Avec ça, question qualité, c'est gagné. Tout est magnifiquement joué. Quelques titres connus (« Martina », alias « Les enfants qui pleurent »), d'autres moins (« Orson's Theme » écrit pour le film « F for Fake » d'Orson Welles) et tout ça donne un album simple et mélodique.

• ***Michel Legrand, « After the Rain » (Pablo).***

Michel Petrucciani, un grand bonhomme

Histoire de faire une bonne transition, le disque est dédié à Michel Petrucciani, « héros » de « Lettre à Michel Petrucciani », un film de Frank Cassenti présenté à Cannes dans la série « Perspectives du cinéma français ».

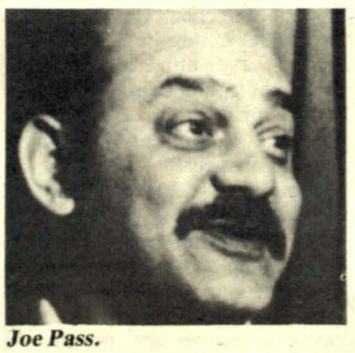
Michel Petrucciani, gravement handicapé de naissance, joue du piano depuis l'âge de quatre ans. Ça ne s'est pas fait tout seul, mais il était déterminé. Quand sa mère et son père se sont fendus — ce qui n'était pas rien pour eux — du plus beau piano-jouet pour son quatrième anniversaire, il a calmement demandé à sa mère un marteau et l'a détruit. Pour montrer qu'il en voulait un vrai, même d'occase et désaccordé. Il l'a eu trois mois plus tard. Et, aujourd'hui, il est un des pianistes de jazz les plus demandés et joue avec Charles Lloyd ou Lee Konitz, pour n'en citer que quelques-uns. (Et Aldo Romano, ce qui explique la photo, C.q.f.d.).

Cassenti cherche à comprendre pourquoi Petrucciani en particulier et la musique en général l'attirent. Petrucciani essaye d'expliquer pourquoi il aime jouer. Ces deux recherches explications s'entrecroisent dans une lettre cinématographique écrite par Cassenti à Petrucciani qui part pour Big Sur.

Petrucciani n'aime pas jouer seul et ressent l'envie « biologique » de créer. Alors il joue, joue sans cesse et s'entoure d'amis. La musique, c'est la communication. Et puis se retrouver seul devant un piano, c'est terrifiant. D'abord, un piano, quand on l'ouvre, « on voit des grandes dents noires et blanches, une bouche qui vous dit : « Alors, c'est vrai, tu veux jouer de moi, essaye un peu voir, qu'on rigole ». Et c'est tellement plus sympa de se stimuler les uns les autres. Et puis aussi, « quand on joue pour un public, bon, on sait qu'il va peut-être comprendre ce qu'on fait, apprécier, etc., mais le doute est là. Alors que quand on joue avec d'autres musiciens, là, on est sûr qu'eux comprendront ».



Michel Petrucciani et Aldo Romano.



Joe Pass.

Sa musique, elle, lui vient des tripes et elle nous atteint aux tripes. Il n'arrête pas de jouer. De blaguer aussi. Le piano et lui ne font qu'un. Je sais que c'est l'exemple type de la phrase bateau, mais c'est ainsi. Les mains courent, ralentissent, s'arrêtent, repartent d'un bout à l'autre du clavier et le visage marque toute l'émotion. On est happé par cette musique, par ce qui, parti de ce personnage si petit, devient immense en ressortant de cet organe qu'il s'est rajouté. Michel Petrucciani est un grand bonhomme. Et un sacré musicien.

Aldo Romano, ça se savoure

C'est le seul disque, sur trois envoyés par O.w.l. Records, qui ait échappé au dédale des P.t.t. Celui de C. Barthélémi a disparu. Bref.

D'aucuns diront que ce n'est pas du jazz et que certains morceaux trouveraient facilement leur place en discothèque. L'avantage du jazz, c'est que ce n'est pas un lieu clos. Toutes les recherches et tous les plaisirs y sont permis. « Alma Latina » fait plutôt partie de la seconde catégorie. Aldo Romano se paie une gaufre et il a bien raison, vu le résultat : un disque mélodique et construit, juste ce qu'il faut pour se laisser aller comme les thèmes de Nino Rota, revus par Carla Bley, Steve Lacy, etc., dans « Amarcord Nino Rota » sorti chez Hannibal l'année dernière. C'est superbement joué. Ça se savoure comme un bon Martini à une terrasse ensoleillée face au Vésuve.

• ***Aldo Romano, « Alma Latina » (O.w.l. Records).***

LYRIQUE

L'écœurant côté Coluche de Jérôme Savary

Pour quelle raison, au fond, se précipite-t-on à « la Belle Hélène ? » C'est simple : pour deux moments musicaux qui sont devenus des pages d'anthologie. Qui peut ne pas être totalement désarmé devant l'exploit réalisé par le trio Meilhac-Halévy-Offenbach lorsqu'ils pondent, le plus sérieusement du monde (mais un sérieux — Troisième République, avec le sourire caché au coin de la moustache) l'ineffable : « Je suis l'époux de la reine, poux de la reine, poux de la reine... » ou bien, encore, « Le roi barbu qui s'avance, bu qui s'avance, bu qui s'avance... » ? Il y a là un art de l'autodérision qui arracherait un éclat de rire à un mort. C'est l'aube du grand cabaret satirique ; la naissance de l'irrespect salutaire. Mine de rien, c'est sacrément talentueux.

Cette truculence, cette bouffonnerie ne doivent pas être confondues avec le rire gras et les gros sabots de la gaudriole franchouillarde. Ce sont là deux mondes différents et Offenbach n'a rien à voir avec le poujadisme accablant dont Jérôme Savary semble depuis quelque temps s'être fait le spécialiste. C'est dire si sa version de « la Belle Hélène » est un contresens consternant de vulgarité et de laideur. Sans aller jusqu'à citer les rajouts démagogiques opérés sur le texte du livret (Ménélas : « Je serais bien resté en Crète mais la carte de crédit, cette année, tintin... ») qui paraissent un peu fort de café venant d'un metteur en scène qui doit tout ou presque à la générosité d'un pouvoir qu'il ridiculise, ce travail scénique est tout bonnement atterrant et témoigne d'un mépris plus que douteux du public.

Il n'y a rien de pire, en effet, que cette façon de se coiffer d'un béret basque et de s'armer d'une baguette de pain pour chatouiller les bras d'un spectateur dans le sens du poil tout en feignant — position du créateur oblige — de prendre ses distances avec ces pauvres ploucs qui s'esclaffent. Le côté Coluche de Jérôme Savary a quelque chose d'écœurant.

Si l'on ajoute à cela une direction (Claude Schnitzler) pesante et une distribution médiocre (sauvée par la prestation de Jules Bastin), on obtient une soirée lourdingue qu'il vaut mieux oublier très vite. F.G.

• ***Opéra comique : 287-12-24 les 26, 28, 30 et 31 mai à 19 h 30.***

Bernand



Michel Trempont, Jacques Serc[illegible] Jules Bastin dans « la Belle Hélène ».

La chronique littéraire de Claude Glayman



- ***Blaise Cendrars : « Moravagine », Grasset, collection les Cahiers rouges ; « Rhum », Livre de Poche, collection Biblio.***
- ***Joseph Delteil : « les Cinq Sens » suivis de « Il était une fois Napoléon », Denoël-Collot.***
- ***Paul Léautaud : « Entretiens avec Robert Mallet », trois albums de deux disques chacun, Ades.***

IL est inégalé le plaisir que procure la vraie, la bonne littérature. A rappeler l'évidence insinue-t-on que les preuves en sont rares ? Serions-nous de ceux qui pensent, sans trop l'avouer, qu'elle aussi, la littérature n'est plus ce qu'elle était ? Pourtant cette nostalgie secrète, cette idée d'un paradis perdu de la lecture ne saurait dissimuler que la production moyenne de l'édition française est plutôt bonne, qu'on n'a aucune raison d'en rougir et pas plus le lecteur de faire la fine bouche.

Certes, mais comment réprimer un sourd sentiment de regret lorsqu'on se plonge dans les premiers titres des Cahiers rouges, nouvelle collection semi-poche créée par Grasset, et qui reprend un fond presque aussi prestigieux que celui de Gallimard alimentant une autre collection, ô combien prestigieuse ! l'Imaginaire. Et y a-t-il un éditeur, qu'il systématise ou non, qui ne publie pas des reprises du passé, sélectionnées par le temps, assurées par la postérité, indiscutable critère de justice ! Plus qu'une mode, c'est une nécessité. Mêler hier à aujourd'hui, alimenter l'évolution à la tradition, mais également répondre à un goût que l'actualité ne satisfait pas pleinement, reconquérir un passé d'inventeurs talentueux qui faisaient moins de chichis et plus de chefs-d'œuvre qu'aujourd'hui.

Prenez par exemple le cas de Blaise Cendrars. De l'œuvre abondante et riche d'un poète et d'un romancier qui vécut de 1887 à 1961, qu'avons-nous à nous mettre sous la dent sinon à peine trois à quatre titres disponibles en poche (dont les poésies) ? Rien, il est vrai, n'assure que tout soit de la même veine que les deux récentes reprises — où certains traits ont été accusés par l'âge — mais rien n'assure le contraire. Grand voyageur devant l'éternel à une époque où le tour du monde avait un autre piment qu'aujourd'hui lorsque jets et télé suffisent à donner l'impression de bouger, Blaise Cendrars, le bourlingueur, a écrit des livres difficilement classables.

Romans d'aventures dans le sens de ceux de Jack London et de Pierre Mac Orlan, romans farfelus et fantaisistes où se perçoivent la proximité du surréalisme et d'un Max Jacob, par exemple, littérature cosmopolite dont Paul Morand donna la version diplomatique et d'autres la dimension anarchiste. Il y a en outre chez Cendrars une réflexion sur le monde qui peut devoir aussi bien à Nietzsche qu'à l'ébahissement un peu daté devant le modernisme et qui rappelle Henry Miller et Louis-Ferdinand Céline (avec l'auteur du « Voyage au bout de la nuit » il existe d'évidentes parentés d'écritures).

Poésie et journalisme se rejoignent chez Cendrars, on a parlé à son sujet de « reportage lyrique ». « Rhum », qui date de 1930, raconte la vie de Jean Calmot mort à Cayenne le 6 août 1928. Empoisonné ? Le saura-t-on puisque, ultime preuve, le cœur du défunt a disparu ! Mystère sur un homme qui fut tout à la fois journaliste, député, chercheur d'or, écrivain, ami des indigènes comme on disait en ce temps-là. Roman d'action, d'imaginaire, de facture originale et qui ne vous lâche pas. Il y a aussi chez Cendrars une profonde tentation de l'absolu qui pour n'apparaître qu'au deuxième plan n'en n'est pas moins primordiale et pourrait faire de l'étonnant « Moravagine » un frère parodique des personnages de Malraux. Qui est Moravagine ? Ses origines aussi invraisemblables que fantaisistes en font un fils de roi assassiné sur ordre de la monarchie austro-hongroise. Moravagine adolescent éventre la belle et jeune Rita, le voici interné dans la clinique du docteur Stein qui pourrait être le docteur Freud. C'est de là que le narrateur le fera évader. Commence alors une course sans répit à travers le monde qui mènera notre duo d'inséparables amis aussi bien au cœur de la Révolution russe de 1905 qu'aux Etats-Unis qu'en Amérique latine le long de l'Orénoque chez les Indiens bleus. L'aviation et la guerre de 1914 conduiront au dénouement : Moravagine, blessé, mourra de folie tandis que Cendrars, personnage dûment nommé dans le roman, perdra un bras au front, ce qui lui est effectivement arrivé.

Voilà pour la trame, mais pardelà ces apparences qui nous valent autant de péripéties haletantes, qui est Moravagine, « celui qui force le ventre aigrelet de la civilisation », celui qui déclare à son compagnon : « Je serai le maître du monde. Je me ferai proclamer Dieu. On foutra tout en l'air, tu vas voir » et qui magnifie l'homme d'action face à la frousse métaphysique de la masse de ses semblables. Moravagine n'est-il pas le double de l'artiste (de Cendrars ?) qui a commis le crime originel et qui ne trouve de havre ni dans la société ni dans l'art !

Cette part du livre n'est peut-être pas la plus captivante, les rides du temps l'ont marqué. Ce qui caractérise en effet ce roman inégal, bâti à la va-vite et parfois de manière maladroite, ce sont certains morceaux de bravoure qui nous plongent dans la plus authentique littérature. Doué d'une formidable capacité de métamorphoses, Cendrars, qui connaissait la Russie — il a écrit l'admirable « Prose du Transsibérien » — dépeint une première révolution russe qui tient de Fantomas et de Boris Pasternak. Grand jeu à la John Reed, une révolution un peu pour rire à une époque où son mythe intact exaltait l'imagination. C'est de toute beauté, et personne, ne me semble-t-il, ne sait décrire Moscou comme Cendrars.

Le terrorisme et l'anarchie conduisent à l'échec, le monde est truffé de trahison et de délateurs. Voici alors que se succèdent les Etats-Unis (Cendrars est l'auteur d'un autre admirable poème « les Pâques à New-York »), la « fureur sexuelle des usines » et un modernisme médusant pour l'époque, voici surtout un véritable roman sud-américain qui fait songer aussi bien à Alejo Carpentier, à Georges Arnaud (celui du « Salaire de la peur ») qu'à une ethnologie un peu courte et schématique. Là aussi que de pages admirables composées de phrases brèves et chargées d'une poésie rare. La fin s'abîme dans un retour à l'Europe, retour à la métaphysique à une certaine impuissance et à la mort. Etonnant et inoubliable livre qui laisse une impression de merveilleux effrondré sous les coups d'un monde aussi prométhéen que morbide.

Prométhée n'est-il pas la référence qui vient également à l'esprit pour qualifier l'extraordinaire verbe de Joseph Delteil présentant Napoléon. Quel déluge d'adjectifs, de verbes, de gros plans ! Familière et ahurissante construction de la phrase où passe le souffle du verset biblique et la luminosité de Stendhal. Vision sacrément personnelle de l'empereur et d'une époque lorsque l'action était simple. D'entrée de jeu Napoléon est déjà Napoléon : « Un jour donc, aux environs d'Ajaccio, un arc-en-ciel était né... Le premier geste de Napoléon fut toujours de saisir : je le veux ». Le petit Poucet corse est de la race des condottieres, de celle qui « brûle d'impérialisme » et a la dent longue. Les Indes, tel est son rêve unique ! de 1785 à 1794 on perd de vue cette vie. Entre ces deux dates : « Vint 1789. Un beau jour, une bande d'enfants matinaux secouent en riant ce prunier bleu : la France. Il en tombe des prunes rouges qui enivrent les lèvres du monde. En un tour de main, les choses font peau neuve. La France des armures et des perruques, la France est une vierge nue. »

La campagne d'Italie est un conte de fées qui n'a pas la même résonance que dans le film d'Abel Gance. La victoire présente un caractère miraculeux, quasi divin. Sens mystique et cosmique qui situe Delteil entre Claudel et Giono. Le style enjambe les époques : non daté, éternel. Péguy, Hugo, Shakespeare. Exceptionnel Delteil ! Il faut le comparer à Chateaubriand lorsqu'il peint l'expédition d'Egypte et puis celle de Russie. Se référant sans cesse au Mémorial de Sainte-Hélène, Delteil, historien, ne délire pas et il analyse fort judicieusement le génie de Napoléon : « Napoléon est une sorte de premier homme, une espèce d'autodidacte intégral, qui perçoit et juge sans intermédiaire, de la main à la main. »

Il y a de cet autodidacte dans Delteil, mort octogénaire en 1978. Il séjournait depuis de nombreuses années dans son Languedoc natal, il s'était retiré après une brillante et éphémère incursion dans le Tout-Paris des années vingt. Si vous pouvez vous les procurer, lisez ses prétendues « Oeuvres complètes » parues chez Grasset (1977), en tout cas le volume de Denoël est vendu dans toutes les bonnes librairies.

Inclassable Delteil, comme Cendrars, comme Paul Léautaud, autre talent original. Eternel secrétaire du « Mercure de France » ce critique (1872-1956, pour rendre compte du théâtre il porta le nom de Maurice Poissard) fut avant tout un caractère. Dépenaillé, pauvre, sorte de concierge des lettres vivant au milieu des chats et des souvenirs de toute une époque littéraire, silhouette singulière des coulisses, on lui doit notamment un « Journal littéraire » à la gloire posthume. Au cours des années cinquante, l'écrivain Robert Mallet eut l'idée prémonitoire de mener avec lui des entretiens radiophoniques. Deux millions d'auditeurs découvraient une voix « unique ». L'écho en fut profond et on peut voir dans ses questions-réponses, succédant à celles de Gide, Claudel, etc., une sorte de préfiguration des portraits télévisés de grands écrivains par Bernard Pivot. La maison de disques Ades republie ces entretiens. C'est un régal. Ne manquez pas ce festival, un tantinet anachronique. Mais quand le rétro a l'éternité devant lui, est-ce encore du passé qu'on contemple avec condescendance ? A lire Cendrars, Delteil, à écouter Léautaud, on comprend qu'il s'agit de quelque chose comme de l'éternel littéraire.



Joseph Delteil.



Blaise Cendrars. *Keystone*



Paul Léautaud. *Keystone*

A NOUS LES VIEUX BOURLINGUEURS

Pour prendre un grand bol d'air littéraire, rien ne vaut une bonne lampée de Cendrars, Delteil ou Léautaud

La maison sereine.

PUBLICIS X 8126



LA CHARTE PHENIX

Votre tranquillité, c'est notre priorité. La preuve, vous bénéficiez d'un ensemble exceptionnel de garanties contractuelles : la Charte Phénix.

• Article 1 : 30 ans de garantie pour la structure acier/béton. Maison Phénix ajoute, pour la structure acier/béton, sa propre garantie contractuelle de 20 ans. Cette garantie intervient après l'expiration de la garantie décennale prévue par la loi. • Article 2 : Prix bloqué au démarrage du chantier. Maison Phénix s'engage à construire votre maison à un prix qui sera bloqué et non révisable au point de départ du délai de construction. • Article 3 : Délais respectés. Maison Phénix s'engage à vous remettre les clés de votre maison à une date limite, fixée au démarrage du chantier, dans les conditions prévues au Contrat. Dans le cas éventuel d'un retard, Maison Phénix s'engage à vous loger dans un hôtel "3 étoiles" de votre choix, jusqu'au jour fixé par elle pour la remise des clés.

• Article 4 : Consommation d'énergie. Maison Phénix s'engage à calculer gratuitement, si vous le désirez, la consommation théorique d'énergie de chauffage de votre maison, dans des conditions normales d'utilisation, compte tenu de la région où elle se trouve. • Article 5 : Travaux ultérieurs. Maison Phénix s'engage à mettre à votre disposition ses Services Techniques pour étudier avec vous et réaliser, le cas échéant, sur devis établi gratuitement, tous travaux ultérieurs d'aménagements supplémentaires et d'agrandissement de votre maison.

Alors protégés par la Charte Phénix, vous pouvez faire construire en toute sécurité.

Maison Phénix: 30 ans tranquille.

30 ans de garantie pour la structure acier-béton.

MAISON PHENIX

60, av. de la Gde Armée, 75850 Paris Cedex 17, Tél. 574.99.99. Sans engagement de ma part, je désire recevoir votre documentation gratuite en couleurs n° 115.61.0123

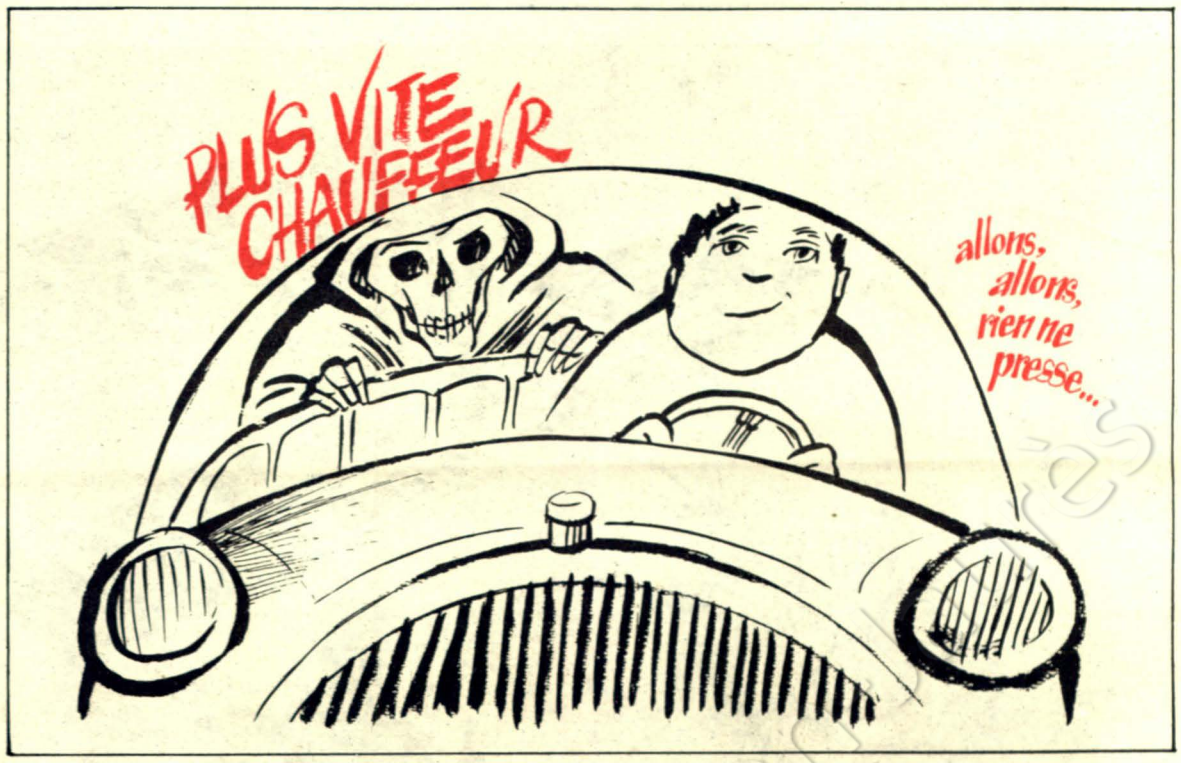
Nom :
Rue :
Ville :
Code postal :
Tél. :
Je cherche un terrain dans le dépt. N° :
Je possède un terrain dans le dépt. N° :

RCS 552 080 665

HALTE AU CARNAGE QUOTIDIEN

La route tue 13 000 Français en moyenne par an, un enfant sur dix naissant aujourd'hui sera tué ou mutilé avant d'atteindre 18 ans : chiffres atroces vertigineux, qui exigent des solutions à la mesure du problème

PAR MARTINE DUCOUSSET



STOP ! Danger. Halte à l'insécurité galopante, halte à la criminalité quotidienne. Halte — pour ceux qui n'auraient pas compris ou se seraient mépris — aux conducteurs inconscients et à la route qui tue. Bagnole-fléau, bagnole-tombeau : 13 000 morts en moyenne chaque année en France.

A titre de comparaison — et sans vouloir le moins du monde excuser les truands notoires ou les assassins d'un soir —, on « ne » compte « que » 2 000 morts environ par homicide volontaire dans notre pays. La chasse aux tueurs de tout poil, très bien. Mais il ne faudrait pas oublier que la sécurité de chacun passe aussi par une solide politique de prévention des accidents de la circulation.

Réduire d'un tiers en cinq ans

Pauvre France, comme dirait l'autre. Elle détient de bien tristes records : deux fois plus de morts sur la route qu'aux Etats-Unis, en Suède, au Japon ou en Angleterre. Moins qu'en Turquie, c'est sûr, mais la Turquie n'est pas vraiment une référence en la matière. Jusqu'à l'âge de 40 ans, l'accident en deux — ou quatre — roues est pour le Français la première cause de mortalité. Et, sur dix enfants qui naissent aujourd'hui, un sera tué ou mutilé par l'automobile avant d'atteindre 18 ans.

Une véritable hémorragie. Quand ça saigne comme ça, il faut agir. Réagir même, a décidé le gouvernement. « Réagir », c'est le nom du programme annoncé récemment (1) par le Premier ministre, Pierre Mauroy, et par le ministre des Transports, Charles Fiterman, et destiné à réduire d'un tiers le nombre des accidents de la route en cinq ans. Point essentiel de ce programme : la mise en place de commissions décentralisées chargées de réaliser des études approfondies sur les accidents « mortels ou susceptibles de l'être ». Et de proposer, chaque fois qu'il est possible, des mesures peut-être à même d'arrêter le carnage. Composées de médecins, de policiers, de fonctionnaires des services publics et de membres d'associations diverses, ces commissions seront placées sous l'autorité des commissaires de la République.

Second volet du plan anti-hécatombe : l'instauration d'une politique contractuelle visant à associer les collectivités locales à la lutte pour la sécurité routière. Une mesure (1) qui annonce la couleur : « Objectif 10 %. » Toutes les collectivités importantes — départements et villes de plus de 50 000 habitants — qui s'engageront à réduire de 10 % en un an le nombre d'accidents corporels relevés sur leur territoire pourront bénéficier de dotations financières versées par l'Etat. Une carotte, peut-être, mais qui vaut son pesant de vies humaines.

Le destin s'appelle chauffard

Il était temps. Grand temps que les pouvoirs publics prennent le mors — ou plutôt le volant — aux dents. Déjà, l'an dernier, après le terrible accident de Beaune (qui avait coûté la vie à des dizaines d'enfants), un conseil interministériel réuni en juillet avait montré que le gouvernement se préoccupait de l'automobile qui tue. Et voulait agir pour limiter les dégâts. C'est maintenant chose faite. Même si ce n'est pas, pour certains, chose entièrement faite. « Ces mesures sont bonnes, mais insuffisantes. Il faut aller plus loin », estime Jean-Claude Delarue, membre de la toute récente « Ligue contre la violence routière (2). »

Une violence qui s'exerce entre automobilistes, mais une violence qui fait aussi des tas de victimes innocentes : trois fois sur quatre, le mort ou le blessé dans un accident n'en n'était pas la cause. L'épouse ou l'époux, les amis, les passagers de hasard et, bien sûr, les enfants. Si la « Ligue contre la violence routière » a vu le jour, c'est parce que des mères en colère ont décidé de réagir, justement. Des mères frappées en plein cœur par la mort de leurs enfants et qui se refusent à invoquer la fatalité quand le destin s'appelle chauffard.

Qu'on ne se voile pas la face : l'accident meurtrier n'est pas toujours dû à l'ennui mécanique bête et catastrophique. Quand il y a carambolage, quand il y a dépassement en haut d'une côte ou platane défoncé, c'est bien souvent la faute de l'alcool ou de la vitesse. Et, pour couronner le tout, la ceinture de sécurité non bouclée fait des morts de plus. « Ce que nous demandons, c'est une limitation de la vitesse dans les villes, et surtout un respect de toutes les limitations fixées par le Code de la route », reprend Jean-Claude Delarue. « Au Japon, une association regroupant près d'un million et demi de personnes a réussi, en agissant auprès des pouvoirs publics, à diviser par trois en sept ans le nombre d'accidents de la circulation. Le tout, c'est d'avoir une réglementation adéquate et de se donner les moyens de la faire appliquer. »

Au pays du pinard roi

Bien souvent, les juges sont très magnanimes et hésitent à aller jusqu'au retrait de permis de conduire. Au pays de la bagnole reine, les crimes de la route sont considérés comme bénins. Pourtant, un chiffre fait réfléchir : les limitations de vitesse décidées voici quelques années ont permis de réduire de 16 000 à 13 000 le nombre des tués. Mais, depuis, la mort reste stationnaire. Pour une raison bien simple : le Français se moque de la loi quand celle-ci lui paraît attenter à sa liberté. Et peu lui chaut, en l'occurrence, qu'il s'agisse de la liberté de tuer. Refrain bien connu : ces aventures-là, ça n'arrive qu'aux autres.

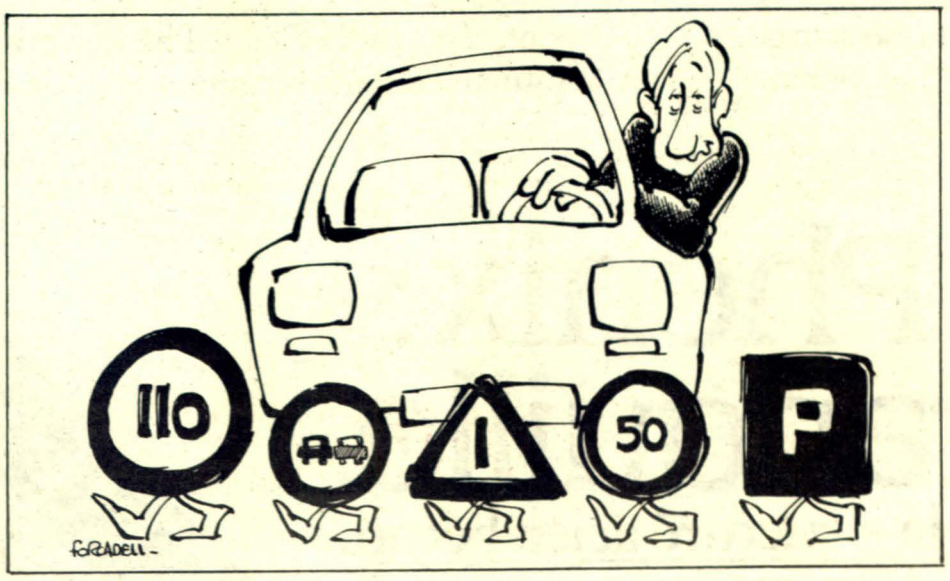
Pour l'alcool, c'est pareil : les sanctions ne sont jamais bien graves. Au pays du pinard roi, Bacchus au volant peut tout se permettre, et il lui sera beaucoup pardonné. Un repas trop arrosé, c'est humain, non ? Même si, au bout de l'alcool et du chemin, ça fait boum. En Suède, il existe des distributeurs de simili-ballons destinés à mesurer le taux d'alcoolémie. Vert : le conducteur peut prendre le volant. Rouge : il doit s'abstenir. Cinquante centimes le test. Voilà une initiative toute bête, mais bien utile. Pourquoi ne pas la généraliser en France ?

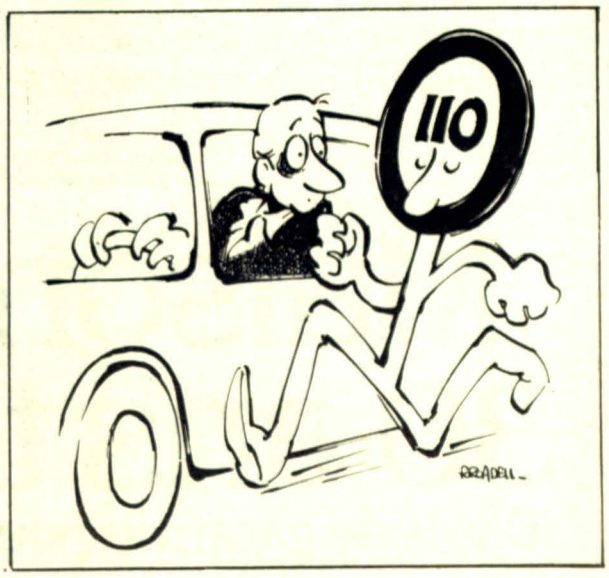
Apprendre le civisme routier

Quant à la ceinture de sécurité, c'est un problème sérieux malgré ses allures de tarte à la crème. « Oublions l'exception qui confirme la règle et que chacun connaît, souligne Jean-Claude Delarue. Celle du conducteur ou du passager sauvé parce qu'il n'avait pas bouclé sa ceinture. La réalité est tout autre : avec cette protection supplémentaire, on compte entre 20 et 40 % de chances supplémentaires de s'en sortir. »

L'idéal ? Apprendre le civisme routier aux citoyens français. Que madame Dupont ou monsieur Durand sachent par cœur la formule qui parle de la liberté des uns et de celle des autres. Sinon, la répression restera le seul moyen de les éduquer. Ce qui serait tout de même dommage. Mais pas si réac que ça. L'irresponsable qui détruit une vie pour avoir trop voulu jouer les matamores du dimanche n'a pas d'excuses. ●

(1) Circulaire publiée dans le « Journal officiel » du 10 mai 1983.
(2) 31, rue d'Enghien, 75010 Paris. 246-94-47.





Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325